

UNIVERSITÉ DE PARIS - FACULTÉ DE DROIT

EXAMEN DU BILAN: ce qu'il est, ce qu'il devrait être

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 30 Janvier 1928 à 14 heures

par

ROBERT SIMON 

INGÉNIEUR I. E. G. DE L'UNIVERSITÉ DE GRENOBLE
MEMBRE DE LA SOCIÉTÉ DE COMPTABILITÉ DE FRANCE

PRÉSIDENT DU JURY : **M. GERMAIN MARTIN** 

Professeur, Membre de l'Institut

SUFFRAGANTS

} M. LESCURE, PROFESSEUR
M. PIROU, PROFESSEUR

1928

IMPRIMERIE ANDRÉ DUVAL

142, Rue Lecourbe, 142

PARIS - XV^e



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41552832_0056

EXAMEN DU BILAN :

ce qu'il est, ce qu'il devrait être

*UBI NON EST
ORDO, IBI CONFUSIO
(Paciolo)*

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces
opinions doivent être considérées comme propres à leurs
auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS - FACULTÉ DE DROIT

EXAMEN DU BILAN: ce qu'il est, ce qu'il devrait être

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 30 Janvier 1928 à 14 heures

par

ROBERT SIMON 

INGÉNIEUR I. E. G. DE L'UNIVERSITÉ DE GRENOBLE
MEMBRE DE LA SOCIÉTÉ DE COMPTABILITÉ DE FRANCE

PRÉSIDENT DU JURY : M. GERMAIN MARTIN 

Professeur, Membre de l'Institut

SUFFRAGANTS) **M. LESCURE, PROFESSEUR**
) **M. PIROU, PROFESSEUR**

1928

IMPRIMERIE ANDRÉ DUVAL

142, Rue Lecourbe, 142

PARIS - XV^e



Examen du Bilan : ce qu'il est, ce qu'il devrait être

INTRODUCTION

Définition du Bilan

Le mot bilan (en allemand BILANZ, en anglais BALANCE SHEET) tire son origine du latin BILANX, désignant une balance à deux bassins.

Jadis, on entendait par bilan la balance de l'actif et du passif. Pris sous cette forme technique, le bilan n'en comprend pas moins trois parties inégales : actif, passif et résultat. Ajoutons que le bilan est toujours en équilibre.

Pour connaître le bilan tel qu'il est, il suffit d'examiner les bilans tels qu'ils sont établis actuellement. Nous nous occuperons uniquement du bilan des Sociétés Anonymes.

Mais pour savoir ce qu'il devrait être, il est nécessaire, tout d'abord, de s'entendre à ce sujet.

La question serait facile si la loi fondamentale du 24 juillet 1867 qui, dans son article 34 oblige les Sociétés Anonymes à établir un bilan, l'avait défini. Dans ce cas, le bilan aurait été ce que la loi imposait. L'article 34 s'exprime ainsi :

« Toute société anonyme doit dresser, chaque semestre, un état « sommaire de sa situation active et passive.

« Cet état est mis à la disposition des Commissaires.

« Il est, en outre, établi chaque année, conformément à l'article « 9 du Code de Commerce, un inventaire contenant l'indication des « valeurs mobilières et immobilières et de toutes les dettes actives et « passives de la Société.

« L'inventaire, le bilan et le compte des profits et pertes sont « mis à la disposition des Commissaires le quarantième jour, au plus « tard, avant l'Assemblée Générale. Ils sont présentés à cette Assemblée ».

Le Code de Commerce, article 439, au titre de la faillite, dispose encore que :

« Le bilan contiendra l'énumération et l'évaluation de tous les « biens mobiliers et immobiliers du débiteur, l'état des dettes actives « et passives, le tableau des profits et pertes, le tableau des dépenses; »

mais, c'est là une situation anormale.

Malheureusement, la loi française ne définit pas le bilan, nous sommes donc obligés de chercher cette définition ailleurs.

D'autres pays ont imité le silence de la loi française et ont consacré le régime de liberté absolue quant à l'établissement du bilan, tels sont : la BELGIQUE, l'ESPAGNE, la GRANDE-BRETAGNE surtout depuis 1906, la HOLLANDE, l'ITALIE, le PORTUGAL et la SUÈDE.

Par contre d'autres pays comme l'ALLEMAGNE, l'AUTRICHE, la BULGARIE, la SERBIE et la SUISSE ont réglementé, dans une certaine mesure, la confection du bilan. Nous rencontrerons, au cours de notre exposé, ces diverses dispositions étrangères.

Nous pourrions définir le bilan comme suit : le bilan, compte général, est un résumé de la situation active et passive d'une entreprise.

Cette définition ne nous paraît pas complète pour des raisons que nous exposerons en traitant le fond du sujet — quoi qu'il en soit, elle donne déjà une idée du bilan.

La définition de M. BATARDON (1) est, à notre avis, meilleure. La voici :

« Le bilan est un tableau résumé de l'inventaire, présentant « par conséquent la situation de l'actif et du passif, et faisant « ressortir le résultat des opérations de l'exercice. »

Cette définition n'est pas toutefois absolument exacte, car le bilan n'est pas tout à fait, — ainsi qu'on le verra dans le corps de l'ouvrage — « un résumé de l'inventaire ».

Telle qu'elle est, elle nous permet de retenir deux choses :

1° Que le bilan est établi d'après l'inventaire.

2° Qu'il doit faire ressortir le résultat des opérations de l'exercice

(2).

Mais l'inventaire, qu'est-ce ?

Pas plus que le bilan, la loi ne l'a précisé.

Le Code de Commerce, dans son article 9, se borne à disposer que :

« Il (tout commerçant) est tenu de faire, tous les ans, sous « seing privé, un inventaire de ses effets mobiliers et immobiliers, et

(1) « L'inventaire et le bilan », 3^e édition 1923, page 148. Paragraphe 3, Bilan.

(2) On entend par « exercice » l'ensemble des droits et des charges afférents à une même année.

« de ses dettes actives et passives, et de le copier, année par année, sur un registre spécial à ce destiné. »

Le législateur usant d'une terminologie défectueuse, il faut comprendre par les mots « dettes actives » les créances, et par « dettes passives » les dettes proprement dites.

Si on consulte le Code de Procédure Civile, on trouve à l'article 943 du Titre quatrième « De l'inventaire » que :

« L'inventaire (il s'agit de celui qui est dressé à l'ouverture d'une succession) contiendra :

3° La description et estimation des effets, laquelle sera faite à juste valeur et sans crue;

4° La désignation des qualités, poids et titre de l'argenterie ;

5° La désignation des espèces en numéraire ;

7° La déclaration des titres actifs et passifs ;

La notion d'inventaire commence donc à se préciser.

D'après MM. COLIN et CAPITANT (1).

« On appelle inventaire un acte notarié contenant l'énumération, la description et l'estimation des biens.

« Les dettes figurent aussi à l'inventaire. »

Il s'agit d'un inventaire dressé dans une circonstance spéciale. Il nous éclaire toutefois sur ce qu'il doit contenir en vue du bilan.

Le bilan, œuvre capitale de la comptabilité, établi d'après l'inventaire qui n'est pas une liquidation réelle, doit par conséquent renfermer également la description et l'estimation des biens, ainsi que des dettes.

Parmi les biens, nous exceptons les biens insaisissables, incessibles (bien de famille par exemple) qui demeurent dans le patrimoine individuel.

En rapprochant la définition que M. BATARDON donne du bilan de celle que MM. COLIN et CAPITANT donnent de l'inventaire — d'après lequel on fait le bilan — il résulte que le bilan devrait :

1° Faire ressortir le résultat des opérations de l'exercice.

2° Contenir la description et l'estimation des biens et des dettes actives et passives.

On a l'habitude de désigner le bilan répondant à la première de ces conditions par « bilan d'exploitation » représentant « la valeur de l'entreprise vivante » suivant l'heureuse expression de M. DAUBRESSE.

On pourrait donc le définir comme suit :

(1) « Cours élémentaire de droit civil », 4^e édition, 1923. Chapitre II de la Tutelle, page 502, N° 2 (Inventaire).

Le bilan est un état indiquant la situation réelle d'une entreprise à un moment donné — par l'énumération et l'estimation exacte de tous ses biens, ainsi que de ses créances et de ses dettes. Il doit, de plus, faire ressortir les résultats d'un de ses exercices.

Cette définition est, croyons-nous, la plus conforme à celles que nous venons de citer et aux raisons pour lesquelles la loi a ordonné l'établissement de l'inventaire et du bilan.

Elle ne se justifie pas seulement par les considérations précédentes.

On pourrait y ajouter les suivantes :

A) Le bilan doit indiquer la situation réelle de l'entreprise.

En effet :

1° Aux termes de l'article 37, alinéa 1^{er} de la loi du 24 Juillet 1867.

« En cas de perte des trois quarts du capital social, les administrateurs sont tenus de provoquer la réunion de l'assemblée générale de tous les actionnaires, à l'effet de statuer sur la question de savoir s'il y a lieu de prononcer la dissolution de la société. »

Mais pour savoir s'il y a perte des trois quarts du capital social, il faut que le bilan donne la situation réelle de l'entreprise.

2° On sait que le cours des actions est déterminé, en plus de la spéculation, principalement par le dividende auquel elles donnent droit et par la valeur des contre-parties actives de la Société.

En effet, à la dissolution de celle-ci, son actif après paiement de toutes ses dettes — est à distribuer entre ses actionnaires, au prorata de leurs actions. Il en résulte qu'assez souvent on achète les titres d'une société, non pas en raison du dividende qu'elle distribue mais en tenant compte de sa situation matérielle, ce qui est un criterium certain.

Pour ce motif, il est nécessaire que le bilan de la société reflète sa vraie situation, en un mot le bilan doit être la photographie financière de l'entreprise.

3° Le capital d'une société est la garantie de ses créanciers. Ceux-ci ont donc intérêt à connaître la valeur exacte de cette garantie.

Seul un bilan donnant la situation réelle de l'entreprise la leur fera connaître.

B) Le bilan doit exprimer les résultats de l'exercice.

En effet :

1° D'après l'article 36, alinéa 1^{er} de la loi du 24 juillet 1867.

« Il est fait annuellement, sur les bénéfices nets, un prélèvement d'un vingtième au moins, affecté à la formation d'un fonds de « réserve. »

Mais pour connaître les « bénéfices nets », il faut que le bilan exprime les résultats de l'exercice. Du reste, rien n'est plus difficile que de préciser les bénéfices d'un exercice. Ceux-ci ne sont

pas toujours réalisés à l'époque de l'établissement du bilan, mais ils sont néanmoins « en puissance » et ressortiront ultérieurement.

2° D'après l'article 15 de la susdite loi :

« Sont punis

« 3° (Alinéa 1^{er}) les Gérants qui, en l'absence d'inventaires ou « au moyen d'inventaires frauduleux, ont opéré entre les actionnaires « la répartition de dividendes fictifs. »

Pour ne pas courir le risque de répartir des « dividendes fictifs » il est nécessaire que le bilan traduise le résultat exact de l'exercice.

3° Les actions avons-nous dit plus haut sont cotées en partie en raison du dividende auquel elles donnent droit.

Encore faut-il qu'il soit réel et encaissé, ce que seul un bilan donnant les résultats exacts de l'exercice nous permettra de savoir.

Il ne serait pas suffisant que le bilan fit connaître la situation exacte de l'entreprise ainsi que les résultats de l'exercice.

Il faudrait encore que tous ceux qui ont intérêt à connaître la situation économique d'une affaire et les résultats de son exploitation puissent être fixés à cet égard par la simple lecture de son bilan.

Celui-ci devra donc satisfaire à certaines conditions de précision et de clarté (1). A cet égard rappelons les termes dans lesquels s'exprimait « L'ECONOMISTE BELGE. »

« Les bilans clairs sont une exception. La plupart constituent de « véritables grimoires, ils sont indéchiffrables et, pour leur arracher « leurs secrets, il faut faire appel à des spécialistes habitués à sonder « les hiéroglyphes. » A. SAVIGNY (2).

Ces quelques indications qui précèdent suffisent, pensons-nous, à indiquer dans quel esprit sera écrit ce livre.

Nous commencerons par examiner le bilan tel qu'il est établi actuellement.

Nous exposerons ensuite notre conception du bilan.

En terminant nous tenons à exprimer ici tous nos sincères remerciements à MM. DUFOURCQ-LAGELOUSE, JEANNIN, REYMONDIN et MALLET, de la Société de Comptabilité de France, dont les conseils et l'expérience nous ont été particulièrement précieux pour la composition et la rédaction de notre travail.

(1) Lire le « Bilan dans l'industrie », de M. BELLOM, dans « les Cahiers Commerciaux » de juin 1911. MONS.

(2) « Manuel théorique et pratique des commissaires et censeurs », N° 356 (1904).

Première Partie

Le Bilan tel qu'il est

Nous avons défini le bilan, un état indiquant la situation réelle d'une entreprise à un moment donné, par l'énumération et l'estimation exacte de tous ses biens, ainsi que de ses créances et de ses dettes.

Il doit de plus faire ressortir les résultats d'un de ses exercices.

Nous avons essayé, dans l'Introduction, de justifier cette conception qui nous semble rationnelle.

C'est à sa lumière que nous jugerons le bilan tel qu'il est.

Le bilan actuel est un bilan annuel, le principe du bilan annuel remonte à 1605 et fut posé par le comptable hollandais Simon STEVIN, puis en 1675 Jacques SAVARY — autre technicien français de la science des comptes — dans le « PARFAIT NÉGOCIANT » recommande aussi le bilan annuel, mais ce n'est qu'après les abus des Grandes Compagnies que le législateur de 1807 imposa l'inventaire annuel et le registre spécial des inventaires.

Nous devons ajouter que le bilan est généralement daté du 31 décembre ou du 30 juin — ces dates sont les plus pratiques car elles coïncident avec les loyers ou autres charges fixes. — Nous disons en général car rien n'empêcherait de le dresser à une autre époque — la date du bilan, une fois fixée, doit être immuable afin de rendre comparable les bilans entre eux, ceci est important.

Les entreprises à succursales multiples publient un bilan général qui synthétise tous les bilans spéciaux des succursales.

On peut même établir plusieurs bilans par an. A ce sujet il faut remarquer que la confection du bilan exige un long travail comptable et un récolement des stocks que l'on s'efforce de faire pendant la morte saison, les stocks étant moindres à cette dernière époque. Donc le bilan annuel, de même que l'état semestriel, est bien suffisant.

En fait, certaines entreprises, notamment les grands établissements de crédit (Le Crédit Foncier de France, par exemple) publient leur bilan tous les mois. La Banque de France en publie un toutes les semaines.

Mais il faut dire avec M. SAVIGNY que ces bilans « sont le plus souvent des balances sans écritures de régularisation et non des bilans au sens propre du mot. » — A. SAVIGNY (1).

(1) Op. cit. N° 352.

On peut signaler aussi que certains établissements fournissent quotidiennement, à leurs Administrateurs, des bilans ou plutôt des situations.

Daté du 31 décembre ou du 30 juin, le bilan devrait donc, suivant notre définition, donner la situation exacte de l'entreprise à cette date et le résultat de l'exercice expirant le même jour.

Il se pose par conséquent la question de savoir si le bilan tel qu'on l'établit à présent donne la situation vraie de l'entreprise par l'énumération et l'estimation exacte de tous ses biens, ainsi que de ses créances et de ses dettes, s'il fait d'autre part ressortir en même temps les résultats de l'exercice.

Sinon pour quelles raisons n'établit-on pas le bilan d'une manière conforme à la définition que nous proposons.

Ce sera là l'objet de la première partie de notre étude.

CHAPITRE I

Evaluation actuelle des biens de l'Entreprise

SECTION I : BIENS REELS

Ce titre peut surprendre. En effet il laisserait croire qu'il y aurait des biens irréels.

Ce n'est pas ce que nous voulons dire, nous avons employé l'expression de « biens réels » pour la raison suivante :

On sait que l'actif du bilan se compose des biens et des créances de l'entreprise. Or, il y a certains comptes à l'actif du bilan qui ne représentent pas des créances. Ils ne correspondent pas non plus à des valeurs réelles. C'est pourquoi nous disons que ces comptes correspondent à des biens irréels.

En voici un exemple :

Le compte des « Frais de Premier Etablissement » (1) représente les dépenses faites par l'entreprise lors de sa création. Pour des raisons qui seront exposées plus loin on ne fait pas supporter, le plus souvent au premier exercice la totalité de ces frais.

Il en résulte, que le compte « Frais de Premier Etablissement » accuse un solde débiteur qui se trouve donc à l'actif du bilan.

Il est évident pourtant, que ce compte ne correspond pas à une valeur réelle. Nous dirons qu'il représente un bien irréel.

Par opposition à cette catégorie de biens irréels, il y a les biens réels. Dans la présente section nous ne traitons uniquement que de ces derniers.

De quelle manière évalue-t-on actuellement ces biens réels et pour quelles raisons ?

D'après M. L. QUESNOT : (2)

« Pour fixer les principes sur lesquels doivent se baser ces

(1) La loi allemande exclut de l'actif du bilan les « frais de premier établissement ».

(2) « Administration financière », Seconde édition 1924, page 366 (Chapitre VIII : « Valeurs d'échange et disponibilités diverses »).

« estimations, il faut se placer comme précédemment au point de
« vue d'un *bilan d'exploitation*.

« Le but de l'opération est, en réalité, de déterminer le bénéfice
« résultant de l'exploitation et dont les caractéristiques essentielles
« sont d'être avant tout réel et réalisé, liquide par conséquent et
« disponible. Il est donc impossible, parce qu'irrationnel et dange-
« reux, *en ce qui concerne les valeurs d'échange*, de faire état des
« plus-values, même au cas où elles résulteraient authentiquement
« des cours. La seule estimation admissible est celle qui donnera,
« comme maximum des évaluations, le prix de revient des stocks
« résultant des écritures, ou une valeur *inférieure* si, par suite d'une
« baisse, la valeur de ces stocks est descendue au-dessous de leur
« prix coûtant. »

Quant aux valeurs qui ne sont pas « d'échange » tels les terrains
et les immeubles, les brevets, etc., elles devraient être amorties.

Le défaut d'amortissement peut-être assimilé à une distribution
de dividendes fictifs.

Quelle est la nature de l'amortissement ?

« L'amortissement peut se définir : l'affectation d'un gain à la
« réparation exacte ou forfaitaire d'une perte consommée. » —
L. QUESNOT (1).

D'après M. BATARDON (2) :

« Si l'inventaire doit se rapprocher le plus possible de la réalité
« des faits, il s'en faut que l'on puisse établir des règles précises
« pour l'évaluation exacte des divers postes qui le composent. La
« façon de procéder est à cet égard variable avec les genres de
« commerces et d'industries.

« Néanmoins étant donné que l'inventaire a pour but de déter-
« miner non pas la valeur de liquidation d'une entreprise, mais le
« résultat obtenu dans l'exercice écoulé, nous poserons en principe
« que les valeurs doivent être estimées au prix de revient. Il faut
« toutefois remarquer que les valeurs immobilisées subissent une
« dépréciation proportionnelle à leur durée ou résultant de l'usure,
« et que les valeurs d'échange sont également susceptibles de moins-
« values. »

Enfin, M. JEANNIN, dans son ouvrage (3), s'exprime ainsi :

« Il existe ainsi deux modes principaux d'évaluation :

« a) D'après le prix de revient.

(1) Op. cit. page 321. Chapitre III (Mécanisme général de l'amortisse-
ment).

(2) Op. cit. page 119, paragraphe 5 (Règles générales).

(3) « La Vie financière des Sociétés d'après l'étude des statuts et des
bilans », 2^e édition 1925, page 110, Chapitre IV (Évaluations).

« b) D'après le cours du jour ou prix courant du marché du
« jour de l'inventaire.

• • • • •
• • • • •

« La loi française ne dit pas comment on doit inventorier les
« marchandises. Elle n'intervient que si l'idée de fraude est flagrante
« dans la confection du bilan.

« La loi allemande, au contraire, donne des indications et
« enjoint aux Sociétés d'évaluer les marchandises au cours le moins
« élevé, soit du prix d'achat, soit du cours côté. »

L'article 185 du Code de Commerce allemand, au titre des sociétés par actions, premier alinéa, s'exprime ainsi :

« 1° Les valeurs et marchandises qui sont cotées en Bourse ou
« sur le marché, seront estimées au maximum au cours du jour où
« le bilan a été dressé. Si ce prix dépasse le prix d'achat ou de
« revient, elles ne peuvent être estimées au-dessus de ce dernier
« prix. »

Dans le même esprit nous pouvons encore citer l'article 656 du Code Fédéral Suisse des obligations, incorporé au Code Civil par la loi fédérale du 30 mars 1911, 4° alinéa.

« Les approvisionnements de marchandises ne peuvent être
« estimés au-dessus de leur prix d'achat et, si ce prix dépasse le prix
« courant, au-dessus de ce dernier prix. »

M. JEANNIN poursuit :

« C'est à notre avis la solution prudente qu'il convient d'observer dans la majorité des cas.

*
**

« Quand un inventaire est établi d'après le prix de revient, on
« obtient le bénéfice réalisé. Quand il est établi d'après le prix du
« marché, on obtient le bénéfice escompté, — étant entendu qu'il
« y a plus-value.

« C'est un danger, en raison des mécomptes qui peuvent se
« produire... D'autres objections peuvent être faites au mode d'évaluation d'après le prix courant.

« On admettra difficilement que le prix courant se maintienne
« si la société voulait réaliser rapidement; pour peu que son stock
« soit important, une baisse pourra s'ensuivre. Malgré le silence de
« la loi française est-il certain que des administrateurs puissent
« distribuer un bénéfice provenant d'une plus-value des cours, plus-
« value non réalisée, sans commettre un délit de distribution de
« dividendes fictifs?

« Le prix courant, ou prix du marché ou valeur vénale (1), doit donc être écarté.

« Dans la pratique, c'est au prix de revient que sont chiffrés les stocks le plus souvent. »

On voit par les précédentes citations que les auteurs considèrent le bilan annuel comme étant uniquement d'exploitation. En effet, disent-ils, au moment de la confection de son bilan annuel l'entreprise ne liquide pas. Celui-ci n'a donc pas besoin d'être un bilan de liquidation.

Pour cette raison, ils sont presque unanimes à recommander l'évaluation des biens au prix de revient et non pas à celui du jour.

D'ailleurs, c'est ce qui a lieu en pratique dans la majorité des cas.

Ils ne font à cela qu'une seule réserve :

Si le prix de revient est supérieur au prix du jour, c'est à ce dernier prix que doivent avoir lieu les évaluations.

La justification qu'ils en donnent est que si l'on procédait différemment, on risquerait de distribuer des bénéfices ou des dividendes fictifs.

Quant aux immobilisations, il faut, par des amortissements, les réduire à leur valeur actuelle. Ces amortissements sont en fonction directe des résultats de l'entreprise, il vaut mieux amortir rapidement et largement, ce qui offre de plus l'avantage d'avoir des fonds disponibles.

Nous nous réservons de critiquer dans la deuxième partie de cet ouvrage, qui traitera du bilan tel qu'il devrait être, les procédés actuels d'évaluation des biens et les motifs sur lesquels ils sont établis.

Nous nous bornerons pour le moment à constater que ces procédés qui consistent à évaluer les biens tantôt d'après leur prix de revient, tantôt d'après leur cours du jour, font que le bilan tel qu'actuellement établi n'est ni un bilan de liquidation ni un bilan d'exploitation.

Cela dit, passons en revue les modes actuels d'estimation des différents biens réels.

I. — LES ESPECES

De tous les éléments figurant à l'actif du bilan, seul le compte caisse est certain, non arbitraire et invariable.

Il s'agit de l'argent se trouvant dans les coffres de l'entreprise. Comment évalue-t-on ce compte ? ,

(1) « La valeur vénale » s'applique aux immobilisations, « le prix du marché » aux marchandises.

Ici, il n'y a pas de difficultés. Il n'y a pas en effet deux manières de l'évaluer. On compte les espèces et on en porte le montant exact au poste caisse.

Ne suffit-il pas de porter simplement à l'actif du bilan le débit du compte dont il s'agit tel qu'il résulte des livres comptables ? Non, car il se peut que le débit du compte caisse ne soit pas d'accord avec les existants.

C'est pourquoi il est nécessaire de compter les espèces pour en porter le montant au poste caisse.

Du reste, il est d'usage de faire cette opération journallement pour vérifier la concordance des écritures avec les existants.

C'est ce qu'on appelle « faire sa caisse », mais lorsque la caisse se compose non seulement de monnaie nationale, mais également de monnaies étrangères, comment évalue-t-on ces monnaies ?

En pratique, le cas se présente rarement dans les entreprises ordinaires, celles-ci faisant ordinairement leurs paiements et opérant leurs recouvrements en francs français. Si parfois, elles reçoivent des paiements en devises étrangères, c'est, dans la plupart des cas, sous forme de chèques ou d'autres effets de commerce, qu'elles ne gardent pas en caisse, mais qu'elles remettent à leurs banquiers.

Si, inversement, elles ont à faire des paiements en monnaie étrangère, elles demandent cette monnaie aux banques sous forme de chèques, lors du paiement qu'elles effectuent aussitôt.

Elles n'ont donc pour ainsi dire jamais de monnaies étrangères en caisse.

Ce qui est vrai pour les entreprises ordinaires ne l'est plus pour les établissements à succursales multiples dont certaines à l'étranger, ni pour les banques. Pour ces dernières, la monnaie étrangère est une marchandise.

Elles en achètent et en revendent, ces sortes d'opérations étant de la nature de leur commerce.

Par conséquent, il peut arriver, et en fait, il arrive très souvent que les banques aient au moment du bilan de la monnaie étrangère.

Comment dans ce cas l'estiment-elles ?

Elles en prennent la valeur au cours du jour.

« Pour les monnaies n'ayant pas cours légal, on tiendra compte « du change au moment de l'inventaire, en débitant le compte de « Caisse de la différence entre la valeur pour laquelle elles sont « entrées et le cours officiel. » (1) BATARDON (2).

On en concluera que si le cours du jour était supérieur à celui

(1) Les monnaies étrangères, sont en banque, portées au compte « Monnaies et Matières ».

(2) « Op. cit. », page 188 (Section III, I Espèces).

d'achat, c'est à ce dernier cours que les monnaies étrangères devraient être évaluées. Comme dans l'espèce, la monnaie étrangère est une marchandise, on lui ferait donc l'application de la règle adoptée pour les évaluations des marchandises, c'est-à-dire qu'on l'évaluerait au prix de revient.

II. — LES MARCHANDISES

On l'a vu précédemment, les marchandises sont généralement évaluées au prix de revient, avec la même réserve, — qui domine la matière des évaluations — que celui-ci ne soit pas supérieur au cours du jour.

En effet, dans ce cas, on leur appliquerait ce dernier cours. Cette règle générale admet des exceptions ; ainsi dans l'industrie vinicole, la marchandise vin augmentant de valeur avec le temps, il faut tenir compte de cette plus-value.

Revenant au principe général, citons à ce sujet les opinions de quelques auteurs (voir M. BATARDON) (1).

« ... les marchandises sont comptées soit pour leur valeur vénale, « au prix courant des mercuriales, que cette valeur soit inférieure « ou supérieure au prix de revient ; soit pour le prix de revient « en ce qui concerne les marchandises neuves, et avec une dépréciation pour les autres. » HOUPIŒ. *Traité des Sociétés*, n° 730.)

« (Les marchandises) doivent figurer à l'inventaire pour leur « prix de revient. Si leur prix courant était constaté par des mercuriales plus faibles, c'est la mercuriale qui devrait servir de « base à l'estimation de ces marchandises. » (Rodolphe ROUSSEAU) « *Traité des Sociétés*, n° 3.267.

« S'il y a baisse, on devra porter la valeur au cours déprécié. « S'il y a hausse, on ne devra pas faire état de cette hausse — car « elle peut disparaître avant la vente des marchandises ; elle ne « répond pas à un bénéfice acquis. On inscrira à l'inventaire le « prix de revient seulement. (THALLER, *Traité élémentaire de Droit « Commercial*, n° 202.)

« (L'usage) est de porter les matières premières d'après le cours « du moment ou d'après le prix de revient, et les marchandises fabriquées, également d'après le prix de revient.

« Toutefois, ces usages doivent être appliqués avec discernement « et réserve d'après les conditions spéciales de l'entreprise. (LE « COUTURIER, *Manuel pratique des Assemblées d'Actionnaires*, n° 43).

(1) « Op. cit. » page 191 (Titre I, Evaluations des Marchandises)..

Une seule note discordante : celle de M. VAVASSEUR :

« Les marchandises doivent figurer pour leur valeur vénale au « prix courant des mercuriales, que cette valeur soit supérieure ou « inférieure au prix de revient. » VAVASSEUR (1) et BEDARRIDE (2).

On a vu d'autre part que d'après M. QUESNOT :

« ... la seule estimation admissible est celle qui donnera comme « maximum des évaluations, le prix de revient des stocks résultant « des écritures, ou une valeur inférieure si par suite d'une baisse « la valeur de ces stocks est descendue au-dessous de leur prix coût- « tant. » (3).

M. JEANNIN est également de cet avis, alors que M. BATARDON préconise, sauf exception, l'évaluation au prix de revient.

Voici ce que pense à ce sujet M. SAVIGNY :

« Ce ne sont ni le droit, ni la jurisprudence, ni les usages qui « doivent régler la question, mais la comptabilité pure, la science « des comptes; or, celle-ci veut que le bénéfice des stocks ne soit « escompté en aucune façon, mais soit exclusivement réservé aux « exercices durant lesquels ils sont réalisés. » (4).

Il y a encore des distinctions à faire au sujet des marchandises achetées dans un but de spéculation ou encore de marchandises fabriquées par l'entreprise elle-même. Signalons que les industries qui mettent en œuvre des matières faisant l'objet de marchandises vendues à terme, ont la faculté de se couvrir, et peuvent de ce fait s'assurer des bénéfices immédiats.

Pour ce qui concerne les marchandises achetées pour les besoins de l'entreprise on peut faire une distinction entre les marchandises neuves ou marchandes et les marchandises usagées ou démodées.

Pour les marchandises achetées pour les besoins de l'entreprise, elles sont généralement évaluées au prix de revient, sauf en cas de hausse. On justifie cette manière de faire par la raison suivante : on ne peut tenir compte des plus-values non acquises — qu'agir autrement ce serait courir le risque de distribuer des dividendes fictifs — qu'enfin, si l'on voulait évaluer les marchandises au cours du jour, on serait fort embarrassé, étant donné qu'il y en a deux : un cours d'achat et un cours de vente et qu'alors la question se poserait de savoir auquel de ces deux cours il conviendrait de les évaluer.

On ajoute d'ailleurs que le cours du jour pourrait lui-même être influencé et par conséquent modifié, dans un sens ou dans un autre suivant que l'on constituerait de gros stocks de marchandises en

(1) « Traité des Sociétés », 6^e Edition, n° 523.

(2) « Droit Commercial » (Sociétés Commerciales) 1869.

(3) « Op. cit. », page 366.

(4) « Op. cit. », n° 371.

vue d'en faire augmenter les prix ou selon qu'on en jetterait sur le marché des quantités importantes pour les faire baisser.

Que pour toutes ces raisons et d'autres de même ordre, il est préférable d'évaluer les marchandises au prix de revient.

Nous nous contenterons pour l'instant de remarquer que toutes ces raisons que les auteurs apportent en faveur de l'évaluation au prix de revient et contre le cours du jour n'empêchent pas les mêmes auteurs de préconiser le cours du jour lorsqu'il lui arrive d'être inférieur au prix de revient.

Pour ce qui concerne les marchandises achetées dans un but de spéculation :

« Il paraît normal d'adopter le cours du jour comme valeur « d'estimation d'inventaire.

« Aussi, croyons-nous qu'il est préférable, lorsqu'il s'agit d'entre-
« prises de spéculation, de n'adopter le cours du jour que dans le
« cas où il est inférieur au prix de revient et le prix de revient
« dans le cas contraire. » M. BATARDON (1).

Toujours la même préoccupation : la crainte de distribuer des bénéfices supérieurs à la réalité.

Quant aux marchandises usagées et démodées, il est évident qu'on ne leur appliquera pas leur prix d'achat, mais celui correspondant à leur valeur actuelle.

Cette solution n'est combattue, autant que nous le sachions, par aucun des auteurs préconisant l'évaluation au cours de revient. Elle a, en effet, pour elle le bon sens, de plus elle est confirmée par la jurisprudence (2).

Il reste à envisager le cas des marchandises fabriquées par l'entreprise.

La question qui se pose à ce sujet est celle de savoir comment il faut calculer le prix de revient des marchandises fabriquées.

Un principe est incontestable : c'est qu'il faut faire entrer dans ce prix de revient le coût des matières premières, celui de la main-d'œuvre et les frais de fabrication (appointements des contremaîtres et autres employés de l'usine, le loyer de celle-ci, sa dépense en éclairage et en force motrice, etc...).

Faut-il y faire entrer d'autres éléments comme les frais généraux et les frais de vente ?

Les frais généraux sont constitués par les appointements du personnel des bureaux, par le loyer de l'établissement, les impôts de toute nature, les imprimés et fournitures de bureau, etc...

(1) « Op. cit », page 192 (Premier Groupe, Entreprises de spéculation).

(2) Arrêt de la Cour d'Appel de Lyon du 16 mars 1899, « Revue des Sociétés » 1899, p. 447 à 452, inventaire frauduleusement majoré.

Les frais de vente représenteraient les appointements des commis-voyageurs, placiers et représentants, les dépenses de publicité, de transport de marchandises, etc...

Les opinions varient à ce sujet et les procédés de la pratique également.

Il y a des maisons qui ne font entrer dans le coût de revient des marchandises que le prix des matières premières, celui de la main-d'œuvre et les frais de fabrication, d'autres y font entrer également les frais généraux. Les frais généraux inclus dans le prix de revient ne doivent plus figurer au débit du compte « Profits et Pertes ».

Enfin, il y a des maisons où le prix de revient se compose aussi bien du coût des matières premières, de la main-d'œuvre et des frais de fabrication que des frais généraux et de ceux de vente, et quelquefois on y ajoute encore le montant des amortissements.

Ainsi :

« Nous voyons des Sociétés industrielles puissantes, par exemple Le Creusot, incorporer dans le prix de revient jusqu'aux dotations, aux fonds de secours à ses ouvriers et employés, à la Caisse des Retraites du Personnel, les allocations, etc...

« Par contre, certains industriels en Vins de Champagne passent « en frais généraux, affectant directement l'exercice en cours, non « seulement tous les frais généraux proprement dits, mais la plus « grande partie des frais de fabrication et des salaires.

« Chaque mode se justifie. Le Creusot ne stocke pas ses produits « fabriqués; il travaille surtout sur commande et de toute façon sa « production se trouve écoulée très rapidement. Ce que vise surtout « sa comptabilité, c'est à déterminer le plus exactement possible le « prix de revient-vente et par suite le bénéfice ou la perte réalisés « sur chaque commande en particulier.

« Au contraire, en ce qui concerne les Vins de Champagne, la « matière première ne sera revendue que cinq ou dix ans plus tard. « Elle subira entre temps des manipulations diverses qui constituent « une fabrication, et qui en fin de compte doubleront au moins sa « valeur de revient initiale. Or, la prudence exige que la valeur du « stock soit réduite au minimum, car nul ne peut dire quel sera le prix « du marché au moment de la vente et il est nécessaire de tenir « compte de cet élément. » J. JEANNIN (1).

On voit que les procédés qui précèdent s'inspirent de toutes autres considérations que de l'établissement d'un bilan qui reflète la situation réelle d'une entreprise.

Ils n'ont même pas pour effet d'établir un bon bilan d'exploita-

(1) « Op. cit. », page 115, chapitre IV. Evaluations.

tion, traduisant fidèlement les bénéfices de l'exercice. Cela est surtout vrai dans les maisons où il est d'usage d'amortir les produits fabriqués, calculés au prix de revient.

« Lorsqu'elles escomptent une baisse notable des prix de vente, et « malgré que cette baisse ne doive pas avoir pour effet d'amener la « valeur vénale des objets *au-dessous du prix coûtant* en écritures.

« C'est là un cas spécial, et l'on se propose, en réalité, de réduire « d'autant les bénéfices actuels pour atténuer le manque à gagner de « l'année à venir. » M. L. QUESNOT (1).

Lorsque le cours du jour est inférieur à celui d'achat, c'est au premier cours, que, d'habitude, ont lieu les évaluations des marchandises. Mais comment établit-on ce cours du jour ?

Il faut faire une distinction suivant qu'il s'agit de marchandises cotées ou de marchandises non cotées.

En ce qui concerne les marchandises cotées, le cours du jour est indiqué par la cote.

Comment procède-t-on lorsqu'il s'agit de marchandises non cotées ?

On pourrait les évaluer soit au cours d'achat, soit à un des cours auxquels il serait possible de les acheter ou de les vendre le jour de l'établissement du bilan.

Toutefois, étant donné que l'on a pour habitude de faire figurer à l'actif du bilan la somme correspondant au cours moindre, on n'évalue pas les marchandises au cours de vente qui peut être supérieur au prix de revient et qui l'est certainement à celui d'achat.

Cependant, comme il serait, d'autre part, très difficile de connaître le cours d'achat, au jour du bilan, des marchandises non cotées, on les évalue généralement à leur cours de revient.

III. — LES TITRES

En ce qui concerne leur estimation, voici ce qu'en pense M. BARTARDON (2).

« Il résulte de l'examen que nous venons de faire des divers « modes possibles d'évaluation, qu'il est à peu près impossible de « fixer à ce sujet une règle absolue applicable dans tous les cas. « Le procédé à adopter dépend à la fois de la nature des titres, du « but poursuivi par la Société lors de leur acquisition, de la situation financière de l'Entreprise émetteuse, etc... »

(1) « Op. cit. », page 369, chapitre VIII, I. Marchandises en magasin. Portefeuille commercial.

(2) « Op. cit. », page 230 (paragraphe 3 : Peut-on fixer une règle absolue pour l'évaluation des titres en portefeuille?).

A défaut de cette règle absolue, on continue à leur appliquer celle qui préside à toutes les évaluations, à savoir que l'on prend parmi les cours celui qui est le plus modeste.

Ce cours peut être soit celui d'achat, soit celui du jour, soit enfin le cours moyen.

Quelquefois, on applique aux titres une valeur dite « raisonnée. » résultant d'une étude approfondie de l'entreprise émettrice. Cette valeur raisonnée est censée représenter la valeur intrinsèque des titres.

Si les titres ont subi une hausse considérable, on ne les évalue pas au cours d'achat, quoique celui-ci soit de beaucoup inférieur au cours du jour. En effet, dans ce cas, la valeur qu'on donnerait aux titres serait trop manifestement éloignée de la réalité. Encore faut-il tenir compte du change.

On les évalue donc soit au cours du jour, soit à un cours approchant de celui du jour.

En cas de titres tombés à zéro et non libérés, on les porte à l'actif pour zéro et au passif pour ce qui reste à verser.

IV. — LES COUPONS

Ce cas intéresse surtout les banques qui font commerce de l'achat et de la vente des coupons.

En ce qui concerne les coupons à encaisser en francs français, on les évalue à leur valeur nominale, moins les frais probables d'encaissement et les impôts auxquels ils sont soumis.

Quant aux coupons libellés en monnaie étrangère, on les évalue en tenant compte du cours des changes au moment de l'inventaire et des frais de toutes sortes (port, assurance, commission) que leur encaissement occasionne ainsi que des impôts.

V. — LES EFFETS A RECEVOIR

Ils peuvent être libellés en francs français ou en monnaie étrangère.

En ce qui touche les effets payables en francs français, on calcule leur intérêt depuis le jour de l'inventaire jusqu'à celui de leur échéance. Cet intérêt est déduit du montant des « Effets à Recevoir » par la passation au passif d'un compte désigné communément sous le nom de « Réescompte du Portefeuille ».

La raison qui justifie cette manière de procéder est que les intérêts dont il s'agit représentent un élément de bénéfice de l'année suivante. Ils sont donc à déduire de l'exercice en cours.

En plus de ces intérêts, on déduit du montant des effets à recevoir tous les frais qu'occasionnera leur encaissement.

S'il s'agit d'effets en monnaie étrangère, on tient compte également du change. Si donc le cours du jour était inférieur à celui d'achat, il y aurait à déduire la différence du poste « Effets à Recevoir ».

Toutes ces déductions s'opèrent non pas par la diminution à l'actif du bilan du montant du compte des « Effets à Recevoir » tel qu'il résulte des écritures comptables, mais par la création au passif de comptes appropriés.

La raison pour laquelle on agit ainsi tient au fait que l'on désire maintenir la concordance entre la valeur nominale des effets à recevoir et le compte qui les représente au bilan.

Si l'entreprise possède des effets à recevoir dont le paiement est douteux, elle tient compte de la perte probable par la création d'un poste au passif ; pour les effets irrécouvrables, l'entreprise porte la perte au passif. Pour les effets à recevoir sur clients considérés comme insolvable, ces effets ne doivent pas comporter de renouvellement.

Ces manières de faire sont en usage généralement dans toutes les entreprises. Mais elles trouvent leur champ d'application principalement dans les banques.

Celles-ci font, en effet, commerce d'acheter (d'escompter) des effets de commerce.

Les banques peuvent toutefois posséder des effets qui ne leur appartiennent pas en propre. C'est le cas de tous ceux qui leur sont remis aux fins d'encaissement.

Le compte « Effets à l'Encaissement » (ou en recouvrement) ne représente donc pas un élément d'actif d'une banque.

Elle peut cependant le porter au bilan. Mais dans ce cas, pour contrebalancer ce poste, elle doit en créer un autre, de même montant, qu'elle fera figurer à son passif.

Les postes de cette nature qui ne représentent ni un élément de l'actif, ni un élément du passif d'une affaire, sont d'ordinaire appelés « Comptes d'ordre ».

Le poste « Effets en nantissement » représentant les effets reçus par une banque, en garantie de ses avances, fait également l'objet d'un compte d'ordre.

En résumé, en ce qui concerne les « Effets à Recevoir », on a l'habitude de les évaluer à leur valeur réelle au jour de l'inventaire.

VI. — LES IMMEUBLES

Les valeurs dont il a été question jusqu'ici sont désignées sous le nom de « valeurs d'échange », parce qu'elles présentent un caractère de mobilité qui leur permet de s'échanger rapidement. Quoi de

plus facile, en effet, que d'échanger des espèces contre des marchandises ou des effets, et inversement ?

Par opposition aux « valeurs d'échange », il y a les « immobilisations ».

Au premier rang de celles-ci se trouvent les immeubles. Comme ceux-ci peuvent se déprécier à la longue, ils ne figurent pas à l'actif du bilan pour leur valeur d'achat.

Il en serait toutefois autrement dans le cas suivant :

Supposons qu'on ait acheté des immeubles à une époque où ils étaient relativement bon marché, (avant la guerre, par exemple), que depuis, ils aient été l'objet d'améliorations et de réparations, sans pourtant que les sommes correspondant à ces dépenses aient été portées au compte « Immeubles ». Supposons également que depuis leur achat, le prix des immeubles, en général, ait monté d'une façon très appréciable. On comprend que dans ces conditions, on peut évaluer le poste « Immeubles » à son prix d'achat sans risquer de lui donner une estimation supérieure à sa valeur réelle.

Dans ce cas, l'immeuble peut donc être l'objet d'une plus-value, plus-value qu'il est prudent de ne pas faire apparaître au bilan, car la note de tout bilan établi consciencieusement est d'être pessimiste.

D'une façon générale, les Immeubles perdent avec le temps une partie de leur valeur et il est important de tenir compte d'un minimum d'amortissement représentant la dépréciation imputable aux charges.

On a donc l'habitude de porter les immeubles au bilan pour leur valeur actuelle.

Cette valeur actuelle est impossible à apprécier d'une façon exacte. Elle ne pourrait l'être approximativement à moins de vente de l'immeuble.

Supposons qu'on ait déterminé la valeur actuelle du compte « immeubles ». Dans ce cas, on emploie deux procédés :

Ou bien l'on porte à l'actif du bilan le compte « Immeubles » pour sa valeur estimée au jour de l'inventaire.

Ou bien on porte au passif du bilan, à un compte « amortissement », par exemple, une somme égale à la différence entre la valeur d'achat des Immeubles et celle qu'on leur attribue à l'époque du bilan.

Les immeubles donnent lieu à des réparations. D'habitude, les sommes représentant ces dépenses passent en « Frais généraux », mais il y a des maisons qui débitent le compte « Immeubles » du montant de toutes les réparations dont ils ont été l'objet.

Si, par ailleurs, ces immeubles ne sont pas amortis, on s'aperçoit que le compte qui les représente accuse une valeur supérieure à celle qu'il possède en réalité. L'amortissement se fait par frais généraux.

Quant aux procédés que l'on emploie pour calculer la valeur de la dépréciation de l'immeuble ou le montant de l'amortissement dont il doit faire l'objet, ils sont de plusieurs sortes.

Il y a l'amortissement constant, l'amortissement croissant et l'amortissement décroissant.

Dans l'amortissement constant, on divise la valeur d'achat de l'immeuble par le nombre probable d'années pendant lesquelles il pourra servir. Ainsi, s'il a coûté 500.000 francs et si l'on pense qu'au bout de 50 ans il sera nécessaire d'en faire construire un autre à sa place, la valeur de son amortissement annuel sera de 500.000 divisé par 50 soit 10.000 francs. Il faut, bien entendu, que la vie sociale de l'entreprise soit supérieure à 50 ans.

Quant à l'amortissement croissant, il consiste, ainsi que son nom l'indique, dans l'application de taux d'amortissement de plus en plus élevés.

Dans l'exemple précédent, le taux constant de l'amortissement était de 2 %, la somme de 10.000 francs représentant 2 % de 500.000 francs. Si le taux était croissant, il pourrait être la première année de 2 %, la deuxième de 3 %, la troisième de 4 %, et ainsi de suite.

Enfin, dans l'amortissement décroissant, on applique un taux non plus à la valeur d'achat de l'immeuble, mais à la somme représentant la différence entre la valeur d'achat de l'immeuble et le montant de l'amortissement au jour de l'inventaire.

Ainsi, si le prix de l'immeuble est comme précédemment de 500.000 francs et si le taux d'amortissement est de 2 %, la valeur du premier amortissement est donc de 10.000 francs.

Or, 500.000 francs moins 10.000 francs égalent 490.000 francs. On applique le taux de 2 % à 490.000 francs, cela donne comme amortissement de la deuxième année la somme de 9.800 francs au lieu de 10.000 francs pendant la première année.

Retranchons 9.800 de 490.000, nous avons 480.200 francs, et en prenant 2 % sur 480.200 nous obtenons 9.604 francs.

On voit donc que les amortissements 10.000, 9.800 et 9.604 sont décroissants.

Ajoutons que le taux d'amortissement à appliquer pourra être ou bien constant comme dans notre exemple, ou bien variable.

S'il est variable, il ne pourra être croissant, car alors l'amortissement ne serait plus décroissant, il ne saurait donc être que décroissant par exemple : 10 %, 9 %, 8 %, etc...

Jusqu'à présent, nous avons passé en revue quelques-uns des procédés employés pour donner au poste « Immeubles » une valeur aussi proche que possible de la réalité.

Pourtant, il y a des entreprises où l'on ne s'occupe pas d'évaluer le compte « Immeubles » à sa valeur actuelle.

Quelquefois, on lui donne une valeur supérieure à celle qu'il a

en réalité. On le fait soit en ne l'amortissant pas du tout, soit en lui appliquant un taux d'amortissement beaucoup trop faible, soit en le débitant de toutes les sommes employées en réparations.

D'autres fois, intentionnellement, on laisse apparaître le compte « Immeubles » à l'actif du bilan pour une somme de beaucoup inférieure à ce qu'il vaudrait réellement. C'est le procédé employé par les entreprises qui veulent se constituer par ce moyen, ce que l'on a l'habitude d'appeler des « réserves occultes ».

Toutefois, on peut dire que, d'une façon générale, il est d'usage d'évaluer les immeubles à leur valeur actuelle, calculée avec plus ou moins d'approximation, et que, durant les premières années, ces immobilisations sont portées au bilan pour des sommes supérieures à leur valeur réelle.

Il peut arriver que les immeubles soient construits sur des terrains en location, dans ce cas l'amortissement est obligatoire et sera calculé d'après ce qui reste à courir du bail. La mise en état des terrains loués après enlèvement des immeubles occasionnera des frais dont on tient compte si les matériaux provenant des dits immeubles n'en couvrent pas leur montant.

Si l'entreprise possède un immeuble grevé de dettes, on porte à l'actif son prix d'achat en faisant apparaître au passif la somme restant à payer, afin que l'amortissement soit exact.

VII. — LES TERRAINS

De même que pour les immeubles, on tâche généralement d'évaluer les terrains à leur valeur réelle au jour de l'établissement du bilan.

Ainsi que nous l'avons dit plus haut, les immeubles sont, dans la majorité des cas, amortis, car ils se déprécient par l'usage et perdent par conséquent une partie de leur valeur, il n'en est plus de même pour les terrains.

Ce n'est pas que les terrains ne puissent diminuer de valeur, mais lorsque cela arrive, ce n'est pas, on s'en rend compte, pour les mêmes raisons que les immeubles : les terrains ne se déprécient pas à cause de l'usage que l'on en fait (sauf pour les terrains agricoles épuisés par une exploitation abusive et pour les mines).

Non seulement les terrains ne perdent pas, avec le temps, une partie de leur valeur, mais, au contraire, grâce au phénomène bien connu de la rente foncière, il arrive que très souvent le prix des terrains ne cesse d'augmenter. Toutefois, s'il s'agit de terrains très chers, soit parce que leur prix a beaucoup augmenté, comme c'est le cas actuellement — et qu'on ignore s'il ne va pas baisser dans l'avenir — soit pour d'autres raisons, on les amortit en partie.

Par conséquent, l'amortissement ne s'impose pas — sauf exception pour les terrains épuisés et les mines. Les terrains sont en pratique estimés le plus souvent à leur valeur d'acquisition.

VIII. — LE MATERIEL

Celui-ci présente une grande variation. Il peut se composer de grosses pièces — comme les machines — ou de fournitures diverses constituant le petit outillage ou encore du matériel de transport : wagons, voitures et locomotives, chevaux, voitures automobiles, mobilier, etc...

En principe, le matériel est estimé à sa valeur au jour de l'inventaire (1). Pour apprécier quelle est cette valeur, on tient compte de la durée probable du matériel ou du taux d'usure.

« Il se dégage du tableau des coefficients d'amortissement au « point de vue de l'usure établi en 1911, par le groupe des ingénieurs « de Breslau avec le concours d'experts anglais, que le taux d'usure « varie suivant le genre d'industrie et qu'aucune règle fixe ne peut « être imposée. L'appréciation est du ressort de la technique industrielle (2). »

Comme il est rare d'utiliser jusqu'au bout le matériel, il faut adopter un taux d'amortissement supérieur au taux habituel. On établit en conséquence des taux d'amortissement qui ont pour effet de réduire le compte « Matériel » à une valeur plus ou moins proche de celle qu'il a en réalité.

Mais comme la durée du matériel, composé d'éléments si divers, est en fonction de la durée respective de ces éléments et que celle-ci varie d'un élément à l'autre, on a l'habitude d'attribuer des taux d'amortissement différents aux diverses parties dont se compose le matériel. Ces taux ne sont pas appliqués à chaque matériel en particulier. On se contente de constituer des groupes de matériel et on applique un taux différent à chacun de ces groupes. Ainsi, il y a un taux d'amortissement pour le gros outillage, un autre pour le petit outillage, un taux différent pour le mobilier de l'entreprise, un taux pour le matériel de transport, etc... Du reste, ces taux ne sont pas communément adoptés par toutes les entreprises, ils varient au contraire de l'une à l'autre. Ainsi, dans la même entreprise le taux que l'on applique, par exemple, au gros outillage ou au mobilier, varie et n'est pas le même à toutes les époques.

(1) PARDESSUS. « Droit Commercial », Tome 4, n° 999 (1830).

(2) G. REYMONDIN. « Commentaire sur la proposition de loi Fleury-Bavarin relative à l'établissement du bilan » (Art. 7) présenté par M. G. Reymondin au nom de la Compagnie des Experts-Comptables de Paris (1922).

Cela tient au fait que les amortissements devant reconstituer le matériel, leur taux a été calculé en se basant aussi bien sur la durée de ce matériel, que sur son prix.

Or, si les prix venaient à varier, par exemple, à hausser sensiblement, comme c'est le cas depuis la guerre, le taux d'amortissement primitivement calculé se trouverait trop faible. On serait donc obligé de l'augmenter, — l'amortissement du matériel et de l'outillage se fera par frais spéciaux. Dans les Sociétés à participation ouvrière, les amortissements, trop exagérés, pourraient provoquer des conflits entre le Capital et le Travail.

Dans le cas où le matériel proviendrait d'une cession, l'évaluation serait basée sur le prix d'achat payé lors de cette cession.

IX. — LES CONCESSIONS ET BREVETS (1)

On calcule le temps pendant lequel ils seront encore valables et on crée un fonds d'amortissement destiné — à l'expiration de la concession ou à l'époque où le brevet sera tombé dans le domaine public, — à reconstituer le prix d'acquisition de la concession ou du brevet. Le taux d'amortissement calculé en vue d'obtenir le résultat aura pour effet de faire passer tous les ans une somme constante au compte amortissement du brevet ou de la concession.

Outre la question de durée légale du brevet, ce dernier peut être primé par un autre, il y a lieu d'amortir les brevets assez rapidement.

La valeur du brevet ou de la concession figure généralement à l'actif du bilan pour son prix d'acquisition.

D'autre part, au passif du bilan se trouvent les sommes pour lesquelles les comptes dont il s'agit ont été amortis. Leur valeur est ainsi réduite du montant de leurs comptes d'amortissement.

X. — LE FONDS DE COMMERCE

Il y a deux cas à considérer :

1° Le fonds de commerce a été créé par l'entreprise;

2° Le fonds a été acheté.

1° Dans le premier cas, il n'y a pas de prix d'acquisition. Quant à la valeur au cours du jour, à moins de vendre le fonds, on ne peut l'apprécier que d'une manière très approximative.

En effet, pratiquement, on n'a pas l'habitude d'estimer au bilan la valeur du fonds qu'on a soi-même créé.

(1) M. QUESNOT « op. cit. » classe les concessions et brevets dans « l'actif défectible », appelé à disparaître rapidement.

2° Quant au fonds que l'on a acheté, on l'évalue généralement à son prix d'acquisition.

Toutefois, si ce fonds a été acquis par une Société Anonyme moyennant distribution d'actions d'apport, il est à craindre qu'il n'ait été surestimé. C'est pourquoi, dans ce cas, on le fait figurer quelquefois au bilan pour une valeur inférieure à son prix d'acquisition.

D'après cette hypothèse, on l'amortit dès la première année d'une somme suffisante pour le réduire à ce que l'on juge son juste prix, ou bien on échelonne son amortissement sur plusieurs années.

Si l'on adopte ce deuxième procédé, il est clair que le compte « Fonds de Commerce » aura figuré sur plusieurs bilans pour une valeur supérieure à sa valeur réelle. Au point de vue de l'amortissement « un fonds de commerce devant normalement augmenter de « valeur, son amortissement est tout à fait exceptionnel. (1) »

Le fisc n'admet pas l'amortissement, sauf le cas d'un fonds perdant brusquement une majeure partie de sa clientèle pour une cause indépendante de la volonté du commerçant — (restaurant situé près d'une usine qui ferme ensuite ses portes).

Nous avons passé ainsi en revue les principales catégories de biens réels que peut posséder une entreprise. On a pu voir que leur évaluation est fort arbitraire, étant faite tantôt au cours du jour, tantôt au prix de revient, tantôt à un cours qui n'est ni celui d'achat, ni celui du jour. Pour procéder de la sorte, on invoque des raisons diverses, notamment la nécessité de ne pas distribuer de bénéfices fictifs.

C'est cette raison qui fait que l'on évalue très souvent les biens à celui des cours de revient ou du jour qui est le moins élevé.

Ces manières d'agir ont pour conséquence d'établir un bilan qui ne représente pas plus la situation exacte de l'entreprise que les résultats de son exploitation.

Par conséquent, aucun des objectifs du bilan n'est actuellement atteint.

SECTION II : BIENS IMAGINAIRES

Nous avons expliqué au début de ce chapitre ce que nous entendons par biens imaginaires, nous n'y reviendrons donc pas ici.

Ils sont créés pour des besoins divers :

1) Pour répartir certains frais sur plusieurs exercices. C'est le cas des frais de Premier Etablissement, par exemple.

(1) G. REYMONDIN « op. cit. ».

2) Pour équilibrer certains postes du passif. C'est le cas, par exemple, de la « Prime de Remboursement », correspondant aux obligations émises au-dessous du pair.

Par exemple, si un emprunt obligataire de 10 millions de francs a été émis avec une prime de 10 % (l'obligation de 500 francs pouvant être souscrite en versant 450 francs seulement), on a l'habitude de porter au passif la somme de 10 millions de francs.

Comme, d'autre part, cet emprunt n'a rapporté que 9 millions de francs, on met cette somme à l'actif. Puis, pour rétablir l'équilibre, on ajoute à l'actif une somme d'un million de francs qu'on porte au compte « Prime de Remboursement ».

3) Pour inscrire les comptes d'ordre qui ne représentent ni un bien, ni une créance de l'entreprise. Par exemple le compte « Effets à l'Encaissement » (voir Section I, paragraphe 5, Effets à recevoir).

I. — FRAIS DE PREMIER ETABLISSEMENT (1)

Nous avons dit plus haut que ce compte était créé pour permettre de répartir certains frais sur plusieurs exercices.

Il arrive, en effet, très souvent que les frais occasionnés par la création d'une affaire (frais d'enregistrement, d'installation, etc...) se chiffrent par des montants assez élevés. Or, si l'on débitait, en fin d'exercice, le compte « Profits et Pertes », la plus grosse partie des bénéfices ou même leur intégralité seraient absorbés par les frais de Premier Etablissement. Il pourrait même se faire que ceux-ci dépassent le montant des bénéfices.

Dans ce cas l'exercice se solderait par une perte.

Or, si les frais de Premier Etablissement étaient assez considérables, ils suffiraient, si on les imputait en totalité, dès la première année, aux « Profits et Pertes », à transformer un exercice florissant en un exercice se traduisant, en fin de compte, par une perte.

De plus, si l'on envisage l'hypothèse d'une Société par actions, comme la distribution des dividendes implique l'existence de bénéfices, les actionnaires ne toucheraient rien le premier exercice, ou peut-être même pendant plusieurs exercices consécutifs, — les bénéfices ayant été complètement absorbés par les frais de premier établissement.

En outre, amortir les frais de Premier Etablissement avant tout dividende, ce ne serait pas faciliter beaucoup les émissions futures d'actions.

Pour éviter ces résultats — pour ne pas trop charger un seul

(1) M. QUESNOT « op. cit. » fait rentrer les « Frais de Premier Etablissement » parmi l'« actif défectible ».

exercice, le premier, en faveur des autres — on a l'habitude de répartir les frais de premier établissement en plusieurs fractions supportées par plusieurs exercices. C'est une question de mesure à observer.

Tant qu'ils ne sont pas complètement amortis, ils continuent donc à figurer à l'actif du bilan pour la somme qui reste à amortir.

Quant au taux de leur amortissement, il dépend de l'appréciation des dirigeants de l'entreprise.

Il est pourtant assez élevé pour que l'amortissement des frais de premier établissement soit un fait accompli, dans la plupart des cas, au bout des 3 ou 5 premières années.

En SUISSE, l'article 656 du Code Fédéral des Obligations, dispose, alinéa premier, que les frais d'établissement...

« ...peuvent être répartis sur une période de cinq années au plus... »

L'article 71 de la loi serbe du 10 décembre 1896 relative aux sociétés par actions (parag. 4, alinéa 2); l'article 207 du Code de Commerce Bulgare, la loi autrichienne et la loi anglaise sont conçus dans le même esprit que le Code Fédéral Suisse.

II. — PRIMES DE REMBOURSEMENT

Il s'agit de la prime de remboursement des obligations émises — comme c'est le cas presque généralement, au-dessous du pair.

On justifie cette manière de procéder en faisant valoir que l'entreprise doit faire figurer à son passif le montant exact de l'engagement qu'elle a contracté, en l'espèce, le chiffre de sa dette obligataire. La création du compte « Primes de Remboursement » à l'actif du bilan est donc rendu nécessaire pour équilibrer le bilan, le total de son actif devant être égal à celui de son passif.

III. — EFFETS A L'ENCAISSEMENT

Nous en avons parlé dans la Section I du présent chapitre, paragraphe 5. Ils sont portés pour leur valeur nominale. S'ils sont libellés en monnaie étrangère, on prend leur contre-valeur telle que déjà passée sur les livres comptables lors de leur réception par la banque. Il ne reste, en somme, qu'à porter au bilan, le solde débiteur du compte « Effets à l'Encaissement » résultant des écritures.

IV. — EFFETS EN NANTISSEMENT

Même solution que pour les effets à l'encaissement.

V. — TITRES EN DEPOT.

Ce sont les titres remis en dépôt normal à une banque par les clients de celle-ci. La Banque, en tant que dépositaire, est responsable et cette responsabilité peut être très lourde.

En FRANCE, ces titres figurent quelquefois au bilan, dans un compte d'ordre, pour leur valeur en écritures. Par contre, en BELGIQUE, où la loi de ce pays ordonne de joindre en annexe au bilan un résumé de tous les engagements de la Société, les titres en dépôt sont représentés au bilan.

VI. — AUTRES COMPTES D'ORDRE

Les comptes d'ordre sont surtout nombreux dans les banques. Nous en citerons quelques-uns :

a) Le compte « Chèques à Payer ». Lorsqu'il reçoit l'ordre de paiement des chèques, on en débite immédiatement les donneurs d'ordres. Par le crédit de qui ? (On sait, en effet, que dans la comptabilité à parties doubles (1) — la seule employée dans les entreprises de quelque importance — lorsqu'on débite un compte, il faut en créditer un autre et inversement). Cela ne peut être par le crédit de Caisse, le client ne s'étant pas encore présenté pour encaisser le chèque. On créditera donc un compte d'attente, le compte d'ordre « Chèque à Payer » sera débité suivant les cas par le crédit du compte Caisse ou du Compte-courant du client s'il en a un.

b) Le compte dit « Ordres de Paiement » (ou accreditif). La raison d'être est la même que celle qui a rendu nécessaire la création du compte « Chèques à Payer », à savoir qu'au moment de la réception de l'ordre de paiement, il faut débiter le donneur d'ordre, sans pouvoir créditer encore qui que ce soit, tant que le bénéficiaire de l'ordre de paiement ne s'est pas présenté aux guichets de la banque. On créditera donc, en attendant, le compte d'ordre « Ordres de Paiement ».

c) Le compte « Correspondants nos comptes encaissements ».

Les Correspondants d'une banque sont généralement des banquiers. Ceux-ci sont débités des sommes dont ils sont redevables et crédités des sommes qu'on leur doit. Mais lorsqu'on leur envoie des effets à l'encaissement, on ne peut pas encore les en débiter, car on ignore si ces effets vont être encaissés. On ne le saura que lorsque le

(1) D'origine italienne, cette comptabilité remonte vers 1340; en 1494 paraît la première étude de comptabilité à parties doubles intitulée : « Tractatus particularis de computis et scripturis » due à l'Italien LUCA PACIOLO. (Voir les recherches de M. A. DUPONT dans le « Bulletin de la Société de Comptabilité de France » de 1926). De nos jours, un système de comptabilité à parties triples, a été imaginé par le Russe ESERSKY, mais pas appliqué.

correspondant nous en aura avisé. A ce moment-là, ou bien on le priera de nous envoyer les fonds ou bien on l'en débitera en compte. Mais en attendant que nous soyons informés de l'encaissement des effets, nous débiterons le correspondant non pas en compte ordinaire, mais en un compte d'ordre qu'on pourrait appeler « Correspondants nos comptes encaissements ».

d) Inversement, lorsque nos correspondants nous envoient des effets à l'encaissement, nous ne pouvons les créditer tant que les dits effets n'ont pas encore été encaissés. Nous créditerons donc en attendant nos correspondants dans un compte d'ordre « Correspondants leurs comptes encaissements ».

e) Le compte d'ordre « Clients leurs comptes encaissements » nous permettrait de créditer les clients en attendant que les effets qu'ils ont remis soient encaissés.

Nous arrêterons là ces indications, car on peut créer de nombreux comptes d'ordre correspondant à des besoins divers.

Tous nos comptes d'ordre figurent au bilan séparément ou englobés sous un même titre. Généralement, on les réunit ensemble dans un compte unique appelé « Comptes d'Ordre » (1).

Le montant de ce compte est égal aux soldes des comptes d'ordres tels qu'ils résultent des écritures comptables.

VII. — FRAIS PAYES

Il arrive que l'on fait, dans un exercice, des frais qui ne profiteront qu'à l'exercice suivant. Ainsi, par exemple, l'on a acheté vers la fin de l'année pour 1.000 francs de charbon qui reste intact jusqu'au commencement du nouvel exercice. C'est donc à ce nouvel exercice qu'il incombe de prendre en charge la dépense de 1.000 francs de charbon. Mais au moment du paiement du dit charbon, on a dû comptabiliser cette opération d'achat en passant l'écriture suivante :

Frais généraux	1.000 »
A Caisse	1.000 »

achat de charbon.

Pour éviter que l'exercice écoulé ne prenne en charge ces 1.000 francs, on passera au moment de l'inventaire l'écriture suivante :

Frais payés	1.000 »
A Frais généraux	1.000 »

achat de charbon, à prendre en charge par l'exercice suivant.

(1) C'est aussi le fameux compte « Divers ».

« Fréquemment l'on trouve à l'actif ou au passif des « comptes d'ordre et divers » titre peu intelligible auquel les Conseils d'Administration « devraient bien renoncer. » G. FAURE « Comment lire un bilan, Bulletin trimestriel de l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales » 1901 (page 9, note 2).

Le compte « Frais Payés », quoique figurant à l'actif du bilan, ne représente pas, comme on s'en rend compte, un bien réel. C'est pourquoi nous l'avons classé dans la catégorie des biens imaginaires.

VIII. — PROFITS ET PERTES (1)

Lorsque l'exercice est déficitaire, le passif dépassant l'actif d'une certaine somme, on est obligé pour rétablir l'équilibre de passer cette somme à l'actif du bilan. On la passe sous le compte de « Profits et Pertes ».

Cette somme figurant donc une perte ne représente pas de bien réel, c'est un bien imaginaire. Quant à son montant, il est tel qu'il résulte des écritures.

Nous venons de passer en revue quelques-uns des comptes de l'actif du bilan qui ne représentent ni des biens ni des créances de l'entreprise.

C'est donc que le bilan tel qu'on l'établit actuellement ne comporte pas à son actif seulement des biens et des créances.

Il se compose également d'autres éléments que nous avons appelés « biens imaginaires ». On a vu d'autre part les raisons que l'on donne pour motiver la création de ces comptes.

(1) « Divers auteurs font observer qu'il serait plus rationnel de dire « Pertes et Profits », les pertes se trouvant au débit du compte et les « bénéfices au crédit », G FAURE « Comptabilité Générale », Le Bilan, 1924, page 263, note 1.

CHAPITRE II

Évaluation actuelle des créances de l'Entreprise

Après les biens de l'entreprise : biens réels et biens imaginaires, il convient de passer en revue ses créances et la manière dont elles sont évaluées.

I. — COMPTE « CLIENTS »

Nous commencerons par un des plus importants des comptes représentant les créances de l'entreprise : le compte « Clients ».

Le solde de ce compte est donné par les écritures comptables. Toutefois, il est rare qu'il soit passé tel quel à l'actif du bilan.

En effet, parmi ces clients, il peut y en avoir qui soient devenus totalement insolvables de sorte que les sommes qu'ils doivent à l'entreprise sont à jamais perdues.

Ou bien on a conclu avec un des clients un arrangement transactionnel aux termes duquel le client sera considéré comme libéré lorsqu'il nous aura payé seulement la moitié des sommes qu'il nous doit.

On comprend que dans ces deux cas, si l'on faisait figurer à l'actif du bilan les sommes dues par ces clients pour leur valeur totale résultant des écritures, le bilan se trouverait faussé.

L'article 31 du Code de Commerce Allemand, dans son dernier alinéa, dit que : « Les créances douteuses y figurant (au bilan) pour leur valeur probable, les créances irrécouvrables en sont exclues. »

L'article 207 (5^e alinéa) du Code de Commerce bulgare, l'article 71 (3^e alinéa) de la loi serbe du 10 décembre 1896 relative aux Sociétés par actions, et l'article 656 (5^e alinéa) du Code suisse posent le même principe que la loi allemande.

On est donc obligé de rectifier les écritures. Dans les cas qui

précédent, on crédite le compte « Clients » du montant des sommes irrécouvrables. On débite du même montant le compte « Profits et Pertes ».

Ainsi, le compte « Clients » au bilan ne représentera que le total des sommes dues par les clients solvables, c'est-à-dire uniquement les bonnes créances.

Supposons à présent le cas, où nous nous trouvons en présence de clients douteux, c'est-à-dire qu'il n'a pas été fait d'imputation de la créance que nous avons sur eux, totalement ou partiellement comme dans les deux cas précédents. Mais vu les renseignements obtenus sur eux, il est douteux qu'ils nous paient intégralement.

Dans ces conditions, on ne mettra pas à l'actif du bilan les sommes qu'ils nous doivent pour leur montant total, parce qu'ils peuvent ne pas nous en payer une partie. Quelle sera cette partie de nos créances qui restera impayée ?

Nous l'ignorons, nous ne pouvons l'évaluer qu'approximativement. Mais, d'autre part, comme il n'est pas sûr qu'une partie des sommes dues par les clients douteux, et que l'on considère comme perdues, ne soit pas payée, on ne peut en débiter le compte « Profits et Pertes ».

On procède comme suit :

On crédite le compte « Clients » du montant des sommes dont le paiement nous paraît improbable afin de diminuer à l'actif du bilan le solde de ce compte. On débite d'autre part de ce même montant un compte que l'on pourrait appeler, par exemple, « Clients douteux ».

L'écriture, dans ce cas, serait la suivante :

Clients douteux
A clients

Prenons le cas des clients solvables. Ils nous paieront, mais quand ? Probablement au cours de l'exercice suivant.

Si nous avons mobilisé les créances que nous avons sur eux, en leur faisant accepter des traites dont l'échéance serait tombée l'année suivante, — alors, au moment de l'inventaire, nous aurions diminué le montant nominal de ces traites par la passation d'une écriture au « Réescompte du Portefeuille ». (Voir Chapitre premier, Section I, paragraphe 5.)

Nous n'avons pas mobilisé notre créance. Les sommes dues par les clients solvables figureront-elles au bilan pour leur valeur nominale ? C'est ce qui a lieu en pratique.

En résumé, pour ce qui touche le compte « Clients », on s'attache à mettre au bilan une somme représentant le montant probable des paiements qui seront faits par les clients — sans s'occuper des frais qui pourront être occasionnés par ces paiements et sans calculer leur valeur actuelle (prise dans le sens actuariel).

II. — BANQUES

Les sommes que l'on possède dans les banques figurent pour leur valeur telle qu'elle résulte des écritures comptables. Les chiffres portés au compte « Banques » sont indiscutables, cependant, ils ne sont pas toujours conformes à la réalité.

En effet : les avoirs chez les banquiers sont généralement productifs d'intérêts. Les arrêtés de comptes établis à la date du 31 décembre, qui est généralement celle de l'inventaire, ne parviennent que bien plus tard à la comptabilité.

Il en résulte qu'au moment de la confection du bilan, n'étant pas en possession des arrêtés de comptes, on ne peut faire état des intérêts provenant des sommes que l'on a dans les banques.

Pourtant, ces intérêts représentent un des éléments de bénéfice de l'exercice écoulé. Comme on n'en tient pas compte dans l'établissement du bilan, pour en augmenter d'autant le débit du Compte « Banques », il en résulte que ce compte ne donne pas sa valeur complète.

Pour ce qui touche les sommes constituées par les devises étrangères que l'on peut avoir en banque — et c'est là une question qui se pose surtout pour les banques elles-mêmes — on tient compte, en les évaluant, du facteur change.

Ces sommes sont habituellement estimées au cours du jour. Mais si ce cours était de beaucoup supérieur à celui d'achat, c'est ce dernier cours qu'on lui substituerait dans la crainte de faire apparaître des bénéfices fictifs.

III. — COMPTES-COURANTS

Le compte-courant est caractérisé par des remises réciproques — ce en quoi il diffère du compte de dépôt — avec lequel il offre d'ailleurs beaucoup de ressemblance.

Le compte-courant ne représentera une créance de l'entreprise au moment de l'inventaire, qu'autant qu'à ce moment son solde sera débiteur.

On traite le compte-courant débiteur de la même façon que le compte « Clients » (Voir paragraphe I^{er} du présent chapitre) et pour les mêmes raisons.

La question, a beaucoup d'importance surtout dans les banques.

A ce sujet, nous croyons utile de faire observer que, parmi les comptes débiteurs, il y en a qui sont garantis. On les appelle quelquefois des avances garanties. Elles peuvent être garanties soit par des titres, soit par des hypothèques, soit de toute autre manière.

L'ouverture d'un compte d'avances en banque est faite très souvent conjointement avec celle d'un compte-courant.

En voici la raison : en vertu de l'article 1902 du Code Civil :

« L'emprunteur est tenu de rendre les choses prêtées en même « quantité et qualité, et au terme convenu. »

Il ne pourrait donc se libérer partiellement et avant le terme convenu. Il pourrait toutefois avoir intérêt à le faire afin de ne payer des intérêts débiteurs que pour la période réelle du prêt.

On parvient à ce résultat en ouvrant en même temps que le compte d'avances un compte courant.

Voici comment fonctionnent ces deux comptes :

Opération : Ouverture de crédit.

Ecriture : Compte d'avances 100.000 »

A Compte courant 100.000 »

Ouverture à M. X... d'un crédit de Frs : 100.000.

Utilisation du crédit.

Compte-courant 100.000 »

A Caisse 100.000 »

remise à M. X... de la somme de 100.000 francs, montant total de l'ouverture du crédit qu'on lui accorde.

Remboursement partiel de l'avance.

Caisse 30.000 »

A Compte-courant 30.000 »

versement de M. X..., bénéficiaire d'une ouverture de crédit.

Par conséquent, le compte d'avances de M. X... reste invariable et l'on satisfait ainsi aux exigences de la loi.

Par contre, le compte-courant qu'on lui a ouvert en même temps est crédité des sommes qu'il a versées.

Ces comptes-courants étant garantis, on peut les inscrire au bilan pour leur montant nominal, à condition que la garantie soit réelle (1).

IV. — COMPTES DEBITEURS DIVERS

Il y en a qui sont garantis. C'est le cas des ouvertures de crédit et des avances garanties. Ceux-ci figurent au bilan pour leur valeur nominale, telle qu'elle résulte des écritures.

Quant aux comptes débiteurs non garantis, on procède pour leur inscription au bilan de la même manière que pour le compte « Clients » (Chapitre II, paragraphe I).

Ces comptes ne sont pas estimés à leur valeur actuelle (valeur actuelle dans le sens entendu par les actuaires). Cette diminution de

(1) Voir « infra » la nature de la garantie de la Banque Industrielle de Chine.

l'actif non enregistrée est compensée lorsque ces comptes sont débi-
tés des intérêts qu'ils doivent. Alors ils finissent par représenter leur
valeur exacte.

En résumé, actuellement, on s'efforce d'évaluer les créances de
l'entreprise au chiffre des entrées probables. On le fait soit par la
diminution de l'actif, soit par l'ouverture de comptes appropriés au
passif.

On ne tient pas compte, par contre, de la « valeur actuelle » des
créances, c'est-à-dire qu'on ne diminue pas leur valeur nominale de
leurs intérêts calculés depuis la date de l'inventaire jusqu'à celle
probable de leur encaissement.

CHAPITRE III

Evaluation actuelle des dettes de l'Entreprise

Parmi ces dettes, nous distinguerons les dettes réelles des dettes imaginaires, ces dernières ne correspondant pas à des obligations de l'entreprise.

SECTION I : *DETTES REELLES*

I. — FOURNISSEURS

Le compte « Fournisseurs » est crédité de toutes les factures dues aux fournisseurs. Il est par contre débité des « retours » qui leur sont faits, ainsi que des escomptes et rabais qu'ils accordent.

Son solde représente donc la somme qui leur est due. On fait figurer cette somme au passif du bilan. Elle n'est toutefois conforme à la réalité que si tous les escomptes accordés par les fournisseurs ont été comptabilisés — il y a, en effet, des fournisseurs qui n'accordent des escomptes que postérieurement à l'envoi de leurs factures d'après lesquelles ils sont crédités.

II. — EFFETS A PAYER

Ce compte représente le montant des effets que nous aurons à payer. Son solde est donné par la comptabilité.

Si on le portait tel quel au bilan, représenterait-il la valeur réelle du compte « Effets à Payer » ?

Cette question est motivée par le fait que seuls subsistent au compte « Effets à Payer » les effets dont l'échéance est postérieure à la date de l'inventaire. Or, pour ce qui touche les effets à recevoir, on l'a vu, dans les banques surtout, on passe dans ce cas une écriture de régularisation : « Réescompte du Portefeuille ».

Ce procédé n'est pas, en général, employé pour les effets à payer. Ceux-ci figurent au passif du bilan pour leur valeur nominale sans écriture de redressement de l'actif.

Il arrive également que l'on accepte des effets alors que ce qui doit constituer leur provision n'est pas encore arrivé (marchandises en cours de route, par exemple).

Il n'en reste pas moins vrai que les effets acceptés constituent une obligation de l'entreprise et comme tels doivent figurer au bilan.

La provision n'étant pas parvenue, il n'y a pas à l'actif de contrepartie réelle, on sera obligé de créer un compte, tel, par exemple, « marchandises en cours de route » pour rétablir l'équilibre.

III. — CLIENTS

Ce compte est débité des factures adressées par l'entreprise à ses clients. Il est crédité par les envois d'argent de la clientèle ; par les « retours » qu'elle fait et par les escomptes et rabais qu'on lui accorde.

Si on a comme habitude de demander des acomptes aux clients, ceux-ci doivent en être crédités. Dans ces conditions, le solde du compte « Clients » peut ressortir créditeur. Il sera donc porté au passif du bilan.

Représente-t-il une dette réelle de l'entreprise ? Oui, car celle-ci s'est engagée à procurer des marchandises aux clients, ou, en cas d'impossibilité, à leur restituer les acomptes.

Tout ce que l'on peut dire au sujet de ce compte, c'est qu'il représente une dette ordinairement non exigible.

IV. — BANQUES

Ce compte est productif d'intérêts débiteurs. De sorte que le solde en capital sur nos livres n'est pas égal à celui du banquier qui tient compte des intérêts.

En le portant donc au bilan pour sa valeur résultant de nos écritures, celle-ci sera inférieure à la valeur dont nous débitera la banque.

V. — FRAIS A PAYER

Il arrive que l'on fait des achats au cours d'un exercice — achats qui ont profité à cet exercice — mais qui ne seront réglés qu'au cours de l'exercice suivant.

Or, il serait irrationnel d'imputer à l'exercice suivant les frais

qui ne lui incombent pas et de ne pas en charger plutôt l'exercice qui en a profité.

Si ces frais avaient été payés, on en aurait débité le compte « Frais Généraux » ou un autre compte, par le crédit de caisse, par exemple (si les frais avaient été réglés par la caisse).

Or, ils n'ont pas été payés. On passe alors les écritures suivantes :

Frais généraux

à Frais à payer

De cette façon, l'exercice supporte bien les frais qui lui incombent. Lorsque ces frais seront payés, au courant de l'exercice suivant, on passera l'écriture

Frais à payer

à Caisse

De sorte que l'exercice suivant n'aura pas eu à supporter les frais qu'il n'a pas faits.

Le compte « Frais à Payer » représente bien une dette réelle. Il figurera au passif pour son solde tel qu'il résulte des écritures comparables.

VI. — EMPRUNTS OBLIGATAIRES

Ces emprunts sont contractés — surtout en ce moment — généralement au-dessous du pair. Il en résulte que la somme provenant de l'emprunt n'est pas égale à sa valeur nominale.

C'est pourtant cette dernière qui figure ordinairement au passif du bilan. Les grandes Compagnies de chemin de fer ne portent au passif que le produit de la réalisation des obligations.

On explique l'inscription du montant nominal au passif par la raison suivante : l'entreprise est obligée de porter à son passif la valeur nominale de son emprunt obligataire, car c'est cette valeur qu'elle devra payer aux obligataires.

Dans ces conditions, le poste « Emprunts Obligataires » au bilan représente-t-il sa valeur réelle au jour de l'inventaire ?

Evidemment, non, car si l'entreprise devait liquider en ce moment-là, elle ne serait pas obligée de payer aux obligataires le montant nominal de leurs obligations, mais seulement le montant versé par eux, auquel viendrait s'ajouter la prime courue à ce jour, calculée suivant les règles adoptées en matière d'emprunts et de capitalisation. Or, si l'emprunt a été contracté pour une très longue durée, 50 ans, par exemple, et si l'entreprise venait à se liquider peu de temps (3-5 ans) après avoir contracté son emprunt obligataire, le montant de la prime courue ne serait qu'une toute petite fraction de celui de la prime normale.

En cas de faillite, la prime est remboursée d'après sa valeur réelle, mais c'est un cas exceptionnel.

Ce qu'il faut savoir, c'est que le contrat qui lie la Société emprunteuse aux souscripteurs est valable pour tous les porteurs par la suite. Ce contrat dérive du prospectus d'émission qui en fixe les conditions.

Ce prospectus est l'offre faite par la Société aux souscripteurs.

Signalons, en passant, que certaines compagnies empruntent avec des délais de remboursement dépassant de beaucoup la période d'usure des immobilisations faites à l'aide des fonds procurés par les emprunts.

VII. — DIVIDENDÉS

Le montant des dividendes échus et non distribués est une dette réelle de l'entreprise, celle-ci devant les régler aux actionnaires. Ils figurent au passif pour leur montant. Une fois prescrits, ils ne sont plus ajoutés aux bénéfices ou aux réserves, suivant l'indication des statuts comme avant la loi du 25 juin 1920. Depuis cette loi, l'Etat en devient bénéficiaire (1).

VIII. — CREDITEURS DIVERS

On peut ranger sous cette rubrique tous ceux à qui on n'ouvre pas de comptes spéciaux parce que l'on ne fait pas régulièrement des affaires avec eux. On y fait figurer également des comptes tels « Factures à Payer », « Main-d'Œuvre due », etc... correspondant à des dépenses imputables à l'exercice écoulé et devant être réglées seulement au cours de l'exercice suivant.

Ce compte figure au bilan sous la division passif, pour son solde tel qu'il résulte des écritures comptables.

SECTION II. — DETTES IMAGINAIRES

Les comptes qui les représentent répondent à des buts divers. Nous en citerons quelques-uns :

1° Pour constater des diminutions de la substance de l'actif. C'est le cas de tous les comptes d'amortissement.

(1) L'article 114 de la Loi du 25 juin 1920 (Titre IV. Dispositions diverses) dit : « Sont définitivement acquis à l'Etat, exception faite pour « les Sociétés d'habitation à bon marché : 1° Le montant des coupons, « intérêts ou dividendes atteints par la prescription quinquennale et affé- « rents à des actions ou à des obligations négociables émises par toute « Société Commerciale ou Civile, ou par toute collectivité, soit privée, « soit publique; etc. »

2° Pour indiquer que certains postes de l'actif ont une valeur moindre que celle figurant au bilan.

C'est le cas du compte « Réescompte du Portefeuille ».

3° Pour soustraire du Compte « Profits et Pertes » certaines sommes qu'on ne veut pas distribuer pour certaines raisons. Il en est ainsi des comptes de Réserves et de Provisions.

4° Pour inscrire certains comptes d'ordre, ayant leur contrepartie à l'actif. Un exemple : le compte « Clients leurs comptes encaissements ».

5° Pour équilibrer le montant de l'actif, qui doit être égal à celui du passif. C'est le rôle du compte « Profits et Pertes » lorsque l'exercice se solde avec des bénéfices.

I. — COMPTES D'AMORTISSEMENT

On a vu que très souvent, au lieu de diminuer certains postes de l'actif du montant de leurs dépréciations, on préfère inscrire tels quels ces postes, à charge de porter cette dépréciation au passif, sous le compte d'amortissement.

Habituellement un seul compte d'amortissement comprend tous les amortissements effectués. Le détail se trouve sur les livres comptables. Le solde seul en est porté au bilan. Celui-ci comporte donc à son actif l'inscription des comptes « Amortissement » tel qu'il résulte des écritures.

Le compte d'amortissement ne représente pas une dette réelle de l'entreprise. Elle ne doit, en effet, les sommes qui y figurent à personne. C'est pourquoi nous avons classé le compte dont-il s'agit sous la rubrique « Comptes Imaginaires ».

II. — REESCOMPTE DU PORTEFEUILLE

On a vu d'autre part la raison d'être de ce compte (voir chapitre I, Section I, paragraphe 5). Nous n'avons rien à y ajouter ici, sinon que ce compte est porté au bilan tel qu'il ressort de la comptabilité.

III. — LES COMPTES DE RESERVE

Les comptes de réserve, véritables acquêts, sont constitués pour permettre à l'entreprise de garder une partie de ses bénéfices. C'est une mesure de prudence. En effet, on ignore, si dans l'avenir, on ne sera pas exposé à remplacer par anticipation le matériel et outillage ou à subir des pertes. Or, celles-ci pour peu qu'elles soient impor-

tantes, auraient pour effet d'entamer le capital ou de faire appel à des capitalistes, opération toujours onéreuse, et d'enlever à l'entreprise une partie de ses moyens d'action.

Pour parer à ces éventualités, on constitue, pendant les années florissantes où il y a des bénéfices surabondants, des réserves apparentes (1) prélevées sur les profits.

La constitution des réserves a encore une autre raison : la distribution d'un dividende à peu près constant. Pendant les années prospères, on ne distribuera comme dividende qu'une partie des bénéfices. La loi norvégienne prévoit qu'aucun bénéfice ne pourra être distribué tant qu'un dixième de l'excédent des bénéfices n'aura pas été constitué (2). Le restant sera mis de côté dans un compte de réserve. Si dans une année les profits baissent, à un point tel qu'ils ne permettraient plus la distribution que d'un dividende bien inférieur à celui de l'année précédente, on augmentera ce dividende en puisant au compte de réserve. Ainsi l'écart entre deux dividendes consécutifs ne serait pas trop exagéré. Cela est surtout vrai pour les sociétés n'ayant pas de monopole.

Parmi les différentes catégories de réserves, il y en a une qui est obligatoire pour les Sociétés Anonymes. En effet, aux termes de l'article 36 de la loi du 24 juillet 1867 :

« Il est fait annuellement sur les bénéfices nets, un prélèvement « d'un vingtième au moins affecté à la formation d'un fonds de « réserve.

« Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de « réserve a atteint le dixième du capital. » (3).

C'est ce qu'on appelle la « réserve légale », le législateur n'indique pas l'emploi qui doit être fait de cette réserve, ni sa nature.

Pour les Sociétés d'Assurances, le bilan indique quelle est la nature de la Réserve (Rentes sur l'Etat ou valeurs de tout repos).

Il y a d'autres réserves qu'on désigne sous différents noms, mais

(1) M. BELLOM « Le bilan, l'ingénieur et le comptable », « Le Génie Civil » du 7 septembre 1912.

(2) L'article 23, deuxième alinéa, de la loi norvégienne du 19 juillet 1910 sur les Sociétés anonymes (Titre II, Capital-Actions) dispose :

« Ce fonds de réserve légale sera alimenté dans les sociétés de banque et « d'assurances par un prélèvement minimum du 1/5 des bénéfices nets « annuels effectué préalablement à toute distribution de dividendes, jus- « qu'à ce que le fonds atteigne la moitié du capital-actions et, dans les « autres sociétés, par un prélèvement du 1/10 des bénéfices jusqu'à ce « que le fonds atteigne le 1/10 du capital. »

(3) Pour les Sociétés anonymes d'assurances à primes fixes, l'art. 51 du décret du 8 mars 1922 dispose : « La Société est tenue de faire annuel- « lement, pour former un fonds de réserve, un prélèvement d'au moins « 20 pour 100 sur les bénéfices nets. Ce prélèvement devient facultatif « lorsque le fonds de réserve est égal au cinquième du capital. »

qui ont toutes pour but d'augmenter la puissance de l'affaire par l'accroissement déguisé mais effectif de son capital.

« Les comptes de réserve sont des comptes créditeurs exprimant « le montant des bénéfices nets, retenus pour un temps dans l'actif « en accroissement du fonds social » L. QUESNOT (1).

Nous disons accroissement effectif et non officiel car vu la règle de la fixité du capital, les entreprises ne peuvent l'augmenter sans recourir à certaines formalités. Si elles veulent donc s'en affranchir tout en augmentant leur capital, elles se constituent des réserves. C'est grâce à d'importantes réserves, que nous avons pu voir, avant la guerre de 1914, les Sociétés métallurgiques du bassin de Briey, augmenter leur puissance de production, sans presque recourir à des émissions. On peut citer également les mines de charbon du Nord de la France qui se sont développées uniquement à l'aide de leurs réserves.

Les réserves dont nous avons parlé jusqu'ici sont constituées par des capitaux mobiliers qui se transforment en capitaux fixes. Voici ce que dit M. Germain MARTIN (2) au sujet des réserves :

« Il ne faut pas croire, comme on le fait trop souvent, que « réserve signifie accumulation de capitaux soigneusement mis de « côté sous forme de valeurs mobilières ou autres. Sans doute c'est « ainsi que procèdent les entreprises qui sont spécialisées dans les « opérations de crédit, mais dans les entreprises industrielles, les « réserves constituées par des inscriptions arithmétiques en valeurs- « francs dans les bilans, sont ensuite incorporées dans l'entreprise « sous la forme de machines, de bâtiments, de services génés « raux. » (3).

Il y a encore une catégorie de réserves qu'on appelle « occultes » ou latentes (4). Ce sont des réserves véritables, car elles constituent une augmentation de capital, augmentation réelle de l'entreprise.

Elles sont occultes parce qu'on ne les fait pas paraître au bilan. Ainsi possédant un portefeuille Titres valant au jour de l'inventaire 100 millions de francs, on ne l'a estimé que pour 70 millions de francs. On a donc diminué le bénéfice à distribuer de la différence. Et on garde ces 30 millions de francs dans l'affaire. Ils augmentent la puissance de la Société, étant un accroissement réel de son capital, mais aucun poste du bilan ne mentionne cette réserve, pour cette raison elle est appelée occulte.

Les réserves occultes ne paraissant pas au bilan, nous n'avons

(1) « Op. cit. », page 216 (Livre IV, I. Réserves, amortissements, provisions et affectations).

(2) « Cours d'Economie et de Législation Industrielles » (Doctorat : 1925-1926).

(3) Dans le même sens, THALLER et PERCEROU, « Traité élémentaire de droit commercial », 7^e édition, nos 384 et 660.

(4) M. BELLŒM « op. cit. ».

pas à nous en occuper ici. Nous nous contenterons uniquement de faire remarquer que leur pratique a pour effet non seulement de ne pas représenter la vraie situation d'une affaire, mais encore de fausser les résultats de l'exercice.

Quant aux autres réserves, elles figurent bien au bilan pour le montant qui résulte des écritures.

Les réserves quoique figurant au bilan et au passif n'étant pas des dettes réelles de l'entreprise, nous les avons inscrites sous la rubrique des dettes imaginaires.

IV. — LES COMPTES DE PROVISION

Ces comptes ont beaucoup d'analogie avec les réserves. En effet comme ces dernières, les provisions figurent au passif du bilan, sont prélevées sur les bénéfices et constituent une augmentation effective du capital.

Ce qui distingue les réserves des provisions c'est le fait que les réserves, tant qu'elles ne sont pas distribuées, constituent un accroissement du capital de l'affaire, tandis que les provisions, tout en étant au début un accroissement du capital, peuvent cesser de l'être sans qu'elles soient distribuées.

En effet, les provisions sont constituées en vue de certaines dépréciations possibles de l'actif de l'affaire. Si la dépréciation ne se réalise pas, la provision devient en fait une réserve. Si elle se réalise, la provision se transforme en amortissement.

Voici quelques exemples de provision :

1° Par suite d'une augmentation des prix, on craint que les montants portés aux comptes des amortissements ne suffiront pas à reconstituer l'actif périssable ou défectible. Dans ce cas, au lieu d'augmenter le taux d'amortissement, on constitue des provisions.

2° On craint qu'une partie des créances de l'entreprise ne soient pas payées. On va créer alors un compte « Provisions pour créances douteuses ». Si toutes les créances douteuses sont payées et si le compte provision subsiste, il sera en réalité devenu une réserve.

Si, au contraire, une partie des créances douteuses ne sont pas payées, le compte provision précédemment créé sera devenu, pour la partie correspondant aux créances douteuses non payées, un amortissement, et pour le surplus une réserve.

3° Une entreprise peut se trouver dans l'obligation d'engager dans certains cas sa responsabilité (entreprise de travaux publics), par exemple, pour garantir certains travaux et payer en cas d'exécution défectueuse ou en cas de retard, des amendes ou pénalités.

Pour parer à ces décaissements possibles, l'entreprise se constituera un compte de provisions.

Les comptes de provisions, dettes imaginaires, figurent au bilan pour leur valeur résultant des écritures de la comptabilité.

V. — COMPTES D'ORDRE

Nous en avons déjà trouvé à l'actif du bilan, leur contre-partie se trouve au passif.

Ainsi prenons le cas du compte « Clients leurs comptes encaissements », compte d'ordre figurant au passif.

Lorsque les clients d'une banque lui remettent des effets à l'encaissement, la banque ne peut leur en donner crédit tant que les effets n'ont pas été encaissés.

Elle les créditera, non en compte courant mais en un compte d'ordre, le compte « Clients leur compte encaissement ».

Ce compte aura comme contre-partie, à l'actif du bilan, le compte « Effets à l'encaissement ».

L'écriture sera passée comme suit :

Effets à l'encaissement	10.000 frs
à Clients leurs comptes encaissements ..	10.000 frs

Compte de M. X..., remise par M. X... d'un effet de 10.000 frs.

Quand l'effet sera encaissé, on passera les écritures suivantes (si le client a un compte courant, et si l'effet a été payé aux caisses de la banque).

Caisse	10.000 frs
à Effets à l'encaissement	10.000 frs

Païement de l'effet de 10.000 frs remis par M. X...

et

Clients leurs comptes encaissements	10.000 frs .
à compte courant	10.000 frs

virement au compte de M. X... de la somme de 10.000 frs représentant le montant effectif de l'effet remis à l'encaissement.

On voit donc que les comptes d'ordre, comptes d'attente ne représentent ni un actif, ni un passif réels.

On les porte au passif pour leurs montants résultant des écritures.

VI. — LE COMPTE « PROFITS ET PERTES »

Le compte « Profits et Pertes » est un compte essentiel du bilan duquel se dégagent les résultats (pertes ou bénéfices). Il représente l'excédent de l'actif sur le passif ou inversement. S'il représente

l'excédent du passif sur l'actif on dit qu'il y a perte. Le compte figure alors, pour rétablir l'équilibre, à l'actif du bilan.

Si l'actif dépasse le passif, l'épithète perte se transforme en profit et le compte figurera au passif.

C'est le cas que nous envisagerons ici.

Tout en se trouvant au passif, il ne sera pas pour cela une dette de l'entreprise. Il est évident que celle-ci doit distribuer ses bénéfices à ses ayants-droit : les actionnaires et les porteurs de parts, s'il s'agit d'une Société anonyme.

Ces bénéfices ne deviendront une dette réelle de l'entreprise qu'autant qu'ils figureront au compte « Dividendes à payer ».

Le compte « Profits et Pertes » peut donc être considéré comme une dette imaginaire de l'entreprise.

Ajoutons que quelquefois les Conseils d'Administration présentent au compte « Profits et Pertes » des chiffres incolores dans le but évident de ne pas dévoiler la marche de l'entreprise.

VII. — LE CAPITAL

Il s'agit du capital propre de l'entreprise et figurant uniquement sous la dénomination de Capital. Nous en excluons par conséquent les réserves et les provisions, qui tout en faisant partie réellement du Capital de l'entreprise, ne sont pas inscrites sous le compte « Capital ». De même nous en excluons les obligations figurant au passif du bilan sous la rubrique erronée de « Capital-Obligations ». Or, dans l'espèce, il s'agit d'un capital n'appartenant pas en propre à l'affaire, nous n'avons pas à nous en occuper. Au point de vue juridique, l'expression de « Capital-Obligations » que l'on rencontre souvent dans les statuts et les bilans est un non-sens : les obligations sont les créances d'ayants-droit réels et non la mise d'associés jouant sur des risques, les obligataires étant en fait et en droit des prêteurs.

Le Capital-actions est-il une dette imaginaire ?

L'entreprise n'a pas à rembourser, tant qu'elle fonctionne, les sommes figurant au compte capital. Elle peut le faire toutefois en amortissant, par exemple, ses actions.

Encore doit-elle le faire uniquement par prélèvement sur ses bénéfices.

Et malgré cela, cette pratique, contraire au principe de la fixité du capital est-elle très discutée.

Enfin si elle le fait, cette opération ne constitue aucunement pour elle une obligation, sauf exception (lorsque les statuts prévoient l'amortissement obligatoire des actions).

Par contre, lors de la liquidation de l'affaire, le capital doit être remboursé à ceux qui l'ont versé.

Donc le capital n'est pas à proprement parler une dette imaginaire, parce qu'on est obligé à un moment donné de rembourser les sommes qui le constituent. Il n'est toutefois pas une dette comme les autres car c'est une dette qui n'est pas à rembourser pendant la durée de l'entreprise. C'est pour cette raison qu'on classe quelquefois le capital sous la rubrique « Dettes à long terme ».

En résumé, on fait figurer au passif du bilan, sous des comptes variés, pour les montants donnés par les écritures des sommes qui — sauf toutefois en ce qui concerne le compte « Capital » ne représentent pas des dettes de l'entreprise.

CHAPITRE IV

Présentation actuelle des résultats de l'exercice

Cette présentation des résultats de l'exercice a lieu en dégageant le compte des « Profits et Pertes ». Ce compte est présenté comme étant la différence entre l'actif et le passif du bilan ou inversement.

Il représente l'excédent de l'actif sur le passif en cas de bénéfice, l'excédent du passif sur l'actif en cas de perte.

D'autre part, ce bénéfice ou cette perte devrait être relatif à l'exercice en cours si l'on veut dégager uniquement les résultats de l'exercice.

Mais si la perte ou le bénéfice doit être relatif à l'exercice en cours, le poste « Profits et Pertes » qui est censé traduire les résultats de l'exercice peut-il se confondre avec l'excès de l'actif sur le passif ou inversement ?

Pour répondre à cette question, nous ferons l'hypothèse suivante :

A un moment donné, l'exercice s'est soldé par une perte de 10 millions de francs, cette perte représentant exactement l'excédent du passif sur l'actif.

A la fin de l'exercice suivant, l'excès du passif sur l'actif, n'est plus que de 2 millions de francs. Si les « Profits et Pertes » devaient représenter l'excédent du passif sur l'actif (dans l'hypothèse envisagée), il s'ensuivrait que l'exercice dont il s'agit se solderait par une perte de 2 millions de francs.

Or, il est visible, que pour que le déficit, qui était de 10 millions de francs soit réduit à 2 millions de francs, il a fallu que l'exercice suivant ait accusé un bénéfice de 8 millions de francs et non une perte de 2 millions.

Les résultats de l'exercice sont en réalité un bénéfice de 8 millions de francs. Mais l'excès du passif sur l'actif représenté par le compte « Profits et Pertes » équivaut à une perte de 2 millions de francs. Par conséquent les résultats de l'exercice ne sont pas représentés par le solde du compte « Profits et Pertes ».

Evidemment, si au lieu de consulter uniquement le bilan, on étudiait le détail du compte « Profits et Pertes », les résultats de l'exercice apparaîtraient d'une manière plus conforme à la vérité et plus clairement.

Mais nous n'avons pas à nous occuper ici du compte détaillé « Profits et Pertes ».

Ce que nous étudions en ce moment c'est la présentation actuelle des résultats de l'exercice par le bilan même.

Par conséquent, actuellement, c'est le compte « Profits et Pertes » qui est censé exprimer le résultat de l'exercice.

Or, dans l'hypothèse précédente, il ne l'exprimait pas — traduisant par une perte ce qui, en réalité, était un bénéfice.

Prenons à présent le cas général : un exercice s'est soldé par un bénéfice. L'exercice suivant et ceux qui viennent à la suite, ont été tous bénéficiaires.

Est-ce que les comptes « Profits et Pertes » de tous ces exercices traduisent fidèlement leurs résultats ?

La question qu'il s'agit d'examiner est si l'excédent de l'actif sur le passif — qui est représenté par le solde du compte « Profits et Pertes » — est l'exacte traduction du résultat de l'exercice.

Or de l'examen que nous avons poursuivi jusqu'ici du bilan tel qu'actuellement établi il résulte :

1° Que l'actif se compose non seulement des créances de l'entreprise et de ses biens réels, mais également de ses « biens imaginaires ».

2° Que le passif se compose de dettes réelles et de dettes imaginaires.

Que c'est par conséquent la différence des deux masses de biens et de créances actives et passives comportant des éléments imaginaires qui compose le compte « Profits et Pertes ».

Mais, d'autre part, les résultats de l'exercice ne peuvent s'exprimer qu'en biens réels.

Si les éléments imaginaires de l'actif se balançaient par des éléments imaginaires de même montant du passif — alors il en serait comme si ces éléments imaginaires n'existaient pas, car ils s'annuleraient les uns les autres. (En effet, supposons que l'actif se compose de 8 millions de francs de biens réels et de créances, et de 2 millions de francs de biens imaginaires ; que le passif se compose également — le compte Profits et Pertes non compris — de 7 millions de francs de dettes réelles et de 2 millions de francs de dettes imaginaires).

Alors si on additionne les chiffres de l'actif on a .. $8+2=10$

Si on additionne également les chiffres du passif on a .. $7+2=9$

La différence de ces deux totaux est de $10-9=1$. Si on faisait abstraction des éléments imaginaires, il resterait à l'actif 8 millions,

au passif 7 millions de francs, la différence entre ces deux chiffres serait la même que précédemment, c'est-à-dire de 1 million de francs.

Or, sauf les comptes d'ordre qui se balancent — et encore pas toujours — étant portés pour la même somme à l'actif et au passif, les autres éléments imaginaires du bilan ne se contrebalancent pas.

Dans ces conditions, on se rend compte que les Profits et Pertes se composent d'éléments imaginaires.

Pour mettre ce fait en évidence, prenons l'exemple suivant : l'actif se compose pour 6 millions de créances et de biens réels, et pour 4 millions de biens imaginaires. Le passif se compose — non compris le compte Profits et Pertes — de 7 millions de dettes réelles et pour 2 millions de dettes imaginaires.

Le compte « Profits et Pertes » se calcule comme suit :

ACTIF : $6+4=10$ millions. — PASSIF : $7+2=9$ millions ;

d'où $10-9=1$ million de francs.

Le compte « Profits et Pertes » sera créditeur et égal à 1 million de francs. On en conclura que l'exercice s'est soldé par un bénéfice de 1 million de francs.

Il y a donc excédent du passif sur l'actif de 1 million. Néanmoins le compte « Profits et Pertes » présente un solde bénéficiaire pour cet excédent, c'est que ce solde a été obtenu en réalité par l'incorporation des biens imaginaires, le solde n'est donc pas homogène.

Les biens imaginaires se montent à 4 millions de francs et dépassent de 2 millions le montant des dettes imaginaires, puis sont venus s'incorporer aux bénéfices.

Supposons, par contre, que :

L'actif se compose pour 8 millions de créances et de biens réels et pour 2 millions de biens imaginaires.

Le passif se compose pour 5 millions de francs de dettes réelles et pour 3 millions de francs de dettes imaginaires.

Nous aurons pour l'actif $8+2=10$ millions,
et pour le passif..... $5+3=8$ millions.

L'excédent de l'actif sur le passif est donc de $10-8=2$ millions. C'est cette somme qui figurera au compte « Profits et Pertes ».

Mais, en réalité, comme l'actif réel est de 8 millions et le passif réel de 5 millions, l'excédent réel, homogène, de l'actif sur le passif est de 3 millions de francs.

Si le compte « Profits et Pertes » ne présente qu'un solde de 2 millions de francs, c'est parce qu'on en a déduit pour un million de francs de dettes imaginaires. Le résultat de l'exercice se trouve faussé du fait de cette déduction.

Le bénéfice de l'année apparaît seulement pour 2 millions de francs alors, qu'en réalité, il a été de 3 millions.

Ainsi le compte « Profits et Pertes » représente tantôt un bénéfice supérieur, tantôt un bénéfice inférieur à la réalité. Cela du fait de l'introduction dans le bilan d'éléments imaginaires.

Supposons à présent que le bilan tel qu'on l'établit actuellement élimine tous comptes imaginaires. Dans ce cas l'excédent de son actif sur son passif ou inversement représente-t-il le bénéfice de l'exercice ? On a vu précédemment qu'il n'en était pas ainsi lorsque l'exercice précédent était déficitaire.

Voyons ce qui se passe en dehors de ce cas : nous nous placerons donc dans l'hypothèse où aucun exercice n'a été déficitaire, et où le bilan ne comporte pas de compte correspondant à des biens ou à des dettes imaginaires — ou, ce qui revient au même, s'il en a — le montant des biens imaginaires est égal à celui des dettes imaginaires.

Pour que le compte « Profits et Pertes » excédent de l'actif du bilan sur son passif, ou inversement, représente réellement un bénéfice ou une perte, il faut que l'actif et le passif du bilan traduisent exactement la valeur des biens, créances et des dettes de l'entreprise au jour de l'inventaire.

Or, nous avons vu qu'il n'en est pas ainsi : en effet, on a l'habitude de faire les évaluations des biens réels à celui des deux cours — celui d'achat ou celui du jour — qui est le moins élevé.

Si donc, le cours du jour est moins élevé que celui d'achat ; les évaluations des biens réels sont faites au cours du jour. Donc les sommes portées à l'actif du bilan, en représentation des biens réels, correspondront à la valeur du jour de l'inventaire de ces biens.

Si le cours du jour était supérieur à celui d'achat, les évaluations seraient faites, dans la majorité des cas, à ce dernier cours.

En procédant ainsi, on diminue le bénéfice de l'exercice. Pour appuyer cette affirmation, par exemple, envisageons le cas suivant :

L'actif se compose de :

10 millions de francs en Caisse et en Banque	
40 — de titres	
50 — de marchandises	

Total 100

Le passif se décompose comme suit :

30 millions de francs de Capital	
50 — dûs aux fournisseurs	
15 — de dettes obligataires	

Total 95

Les marchandises et les titres ayant été évalués au cours d'achat, l'exercice se solde par un bénéfice de 5 millions de francs.

Supposons que la valeur des marchandises et des titres, évalués au cours du jour, aurait été de 100 millions de francs.

Dans ce cas le total de l'actif aurait été de 110 millions de francs et son excédent sur le passif aurait été, par conséquent, de 15 millions de francs.

Le bénéfice de l'exercice aurait été de 15 millions, au lieu d'être seulement de 5 millions de francs.

Remarquons que c'est la somme de 15 millions de francs qui représente les résultats de l'exercice, car si on vendait les marchandises et les titres à leur cours du jour, le bilan se présenterait comme suit :

Actif :

110 millions de francs en Caisse et dans les banques.

Passif :

30 millions de francs de Capital.

50 millions dûs aux fournisseurs.

15 millions de dettes obligataires.

Le bénéfice est donc bien de $110 - 95 = 15$ millions.

Mais les marchandises et les titres n'ont pas été vendus. Ils peuvent donc baisser au cours de l'exercice prochain, c'est pourquoi, prétend-on, qu'on ne doit pas les évaluer au cours du jour lorsque ce cours dépasse leur prix de revient.

Nous verrons, dans notre deuxième partie, ce que vaut ce raisonnement.

Quant aux créances de l'entreprise et à ses dettes, elles sont évaluées à un chiffre s'approchant le plus possible de la réalité.

En résumé, la présentation des résultats de l'exercice se fait, en inscrivant au bilan le solde du compte « Profits et Pertes ».

Ce solde est égal à la différence entre l'actif et le passif ou inversement.

Mais l'actif et le passif se composent en plus des biens réels, des créances et des dettes de l'entreprise, des biens et des dettes imaginaires.

Parmi les biens imaginaires, on peut citer le compte « Profits et Pertes », lui-même, de l'exercice écoulé s'il a été déficitaire.

D'autre part l'actif n'est pas évalué de manière à faire apparaître les bénéfices réels de l'exercice.

Pour toutes ces raisons, actuellement, la présentation des résultats n'est pas conforme à la réalité.

Certaines Sociétés de Construction de navires ou de travaux publics font figurer au compte « Profits et Pertes » des bénéfices non encore réalisés effectivement, ce qui accentue le caractère fictif du compte intéressé.

Voici ce que dit à ce propos M. L. ROSENFELD :

« La construction d'une importante unité de marine de guerre,

« d'un chemin de fer, d'un canal ou d'un port, exige quelquefois
« plusieurs années et les comptes n'en sont arrêtés qu'après de longs
« délais, ce qui reporterait à des années la répartition aux action-
« naires, et rendrait les répartitions annuelles extrêmement varia-
« bles. Dans ce cas on évalue chaque année, en restant modéré, le
bénéfice correspondant à l'état d'avancement des travaux, et on fait
figurer celui-ci dans les résultats », (1).

Ce procédé qui s'explique par le désir de stabiliser le dividende n'est pas toujours recommandable et pourtant doit-on, durant les travaux, ne rien distribuer ?

(1) « Considérations sur la lecture des bilans des Sociétés par Actions » (1913).

CHAPITRE V

Présentation actuelle du Bilan

Le bilan, avons-nous dit dans l'introduction, devrait être établi de telle manière que tous ceux qui ont intérêt à connaître la situation d'une affaire et le résultat de son exploitation puissent l'apprendre par la simple lecture de son bilan.

Il convient donc de voir si le bilan, tel qu'il est présenté actuellement, satisfait à cette condition.

Pour cela nous examinerons en premier lieu les comptes du bilan au point de vue de leur clarté, ensuite la manière dont on les dispose.

SECTION I : *LES COMPTES*

Parmi ceux-ci il y en a qui disent bien ce qu'ils doivent dire. C'est le cas du compte « Espèces en Caisse », par exemple.

Mais le « Compte d'ordre » sans autre explication, sait-on ce qu'il représente ?

Peut-on également se faire une idée exacte de la valeur réelle d'un compte libellé comme suit : « Portefeuille, titres et participations » ?

Prenons, par exemple, le bilan de la Banque Industrielle de Chine à la date du 31 décembre 1920, où la banque était dans une situation très critique.

BILAN

ACTIF		PASSIF	
Caisse et Banques	95.124.330	Capital	150.000.000
Portefeuille ef-fets	230.758.831	Réserve légale...	1.527.507
Effets à l'encais-sement	48.485.903	Réserve spéciale.	26.650.000
Correspondants débiteurs	61.489.567	Fonds de Pré-voyance	6.000.000
Correspondants comptes re-couvrements ..	25.814.953	Réserve de dé-préciation du portefeuille ...	1.500.000
Comptes cou-rants débi-teurs	305.903.998	Fonds d'amortis-sement mobi-lier	977.000
Avances diverses	307.846.717	Réserve immobi-lière	3.000.000
Débiteurs par acceptions	30.769.887	Comptes cou-rants à vue...	507.022.680
Débiteurs divers.	88.252.596	Comptes de dé-pôts	346.422.490
Portefeuille, ti-tres et partici-pations	182.351.650	Correspondants créiteurs	74.190.490
Immeubles	70.789.165	Effets à payer ...	55.771.832
Matériel et mo-bilier	10.175.485	Acceptations à échoir	30.769.887
Comptes d'ordre.	21.410.939	Clients encaisse-ments	74.300.816
Actionnaires	68.444.875	Créditeurs divers	123.635.002
Profits et Pertes.	1.330.891	Comptes d'em-prunts et comptes d'or-dre	145.176.005
		B é n é f i c e s de l'exercice	"
		Report précéd-ent	2.006.005
	1.548.949.787		1.548.949.787

Passons rapidement en revue les différents comptes.

Il y en a un seul pour la « Caisse et Banques » représentant la disponibilité réelle. On a estimé probablement que l'argent que l'on avait en banque était aussi sûr et aussi disponible que celui que l'on possédait en caisse. Cependant il aurait été bon de faire connaître entièrement quelles étaient les banques dépositaires qui doivent être d'un crédit réputé. (1).

Le compte « Portefeuille effets » comprend les effets appartenant en propre à la banque. Ceux qui ne lui appartiennent pas figurent sous le compte « Effets à l'encaissement ».

Il ne suffit pas de savoir que la banque a pour 230.750.831 francs d'effets. On désirerait être renseigné sur les échéances de ces effets, sur les lieux où ils sont payés.

« Les effets sont loin d'être toujours disponibles et si l'on veut « tromper le public, il suffira de tirer des traites sur tous les débiteurs, de sorte que le montant des disponibilités sera artificiellement « majoré ». (2).

Il est certainement impossible de grouper les effets par échéances et par lieux de paiement pour en constituer autant de postes au bilan.

On aurait pu tout au moins :

1° En ce qui concerne l'échéance, séparer les effets ayant moins de 3 mois à courir, de ceux dont l'échéance est plus longue.

Ce renseignement est infiniment utile. En effet, en cas de besoin d'argent, on peut s'en procurer plus facilement lorsqu'on possède des effets ayant moins de 3 mois à courir, qui sont escomptables à la Banque de France (à condition, bien entendu, d'être « bancables ») que des effets dont l'échéance dépasse 3 mois.

2° En ce qui concerne le lieu de paiement, distinguer les effets payables en France de ceux payables dans les colonies et à l'étranger, l'encaissement de ces derniers effets étant bien plus long à s'effectuer et étant, d'autre part, sujet à des risques plus grands.

On aurait pu encore séparer les effets en 3 catégories : « Effets bancables », « Effets sur la France, non bancables », « Effets sur les Colonies et l'étranger ».

De même il aurait été opportun de distinguer les effets en francs français de ceux payables en monnaie étrangère et comme tels soumis aux fluctuations du change.

Le compte « Effets à l'encaissement » représente les effets remis à l'encaissement par les clients. Il se monte à 48. 485.903 francs. La contre-partie devrait se trouver au passif également dans un compte

(1) Dans le sens M. H. DESCHAMPS : « Vérification et expertises en comptabilité ».

(2) G. Reymondin, op. cit. art. 5.

encaissement. Or le seul compte encaissement du passif, le « Compte clients encaissement » est de francs : 74.300. 816. Où se trouve la différence ? (1). Nous trouvons à l'actif sous le compte « Correspondants comptes recouvrements » une somme de 25.814.953 francs.

Le compte « Correspondants comptes recouvrements » est débité des effets envoyés à l'encaissement à nos correspondants.

Si nous ajoutons les deux chiffres de l'actif 48.485.903 et 25.814.953, on trouve 74.300.856 francs.

Ce chiffre est supérieur de 40 francs à celui du compte « Clients encaissements ». Il en résulte que les clients nous ayant remis pour 74.300.816 francs d'effets à l'encaissement, nous en avons gardé pour 48.485.903 francs et nous en avons envoyé la différence, aux fins d'encaissement, à nos correspondants.

Si le compte de ceux-ci dépasse de cette différence de 40 francs, cela doit provenir du fait que nous leur avons envoyé à l'encaissement pour 40 francs d'effets n'appartenant pas à nos clients, mais à nous-mêmes.

Le compte « Correspondants débiteurs » comprend les comptes débiteurs des banquiers correspondants de la banque. On a déjà vu plus haut un compte « Banques » compris dans le poste de l'actif « Caisse et Banques ». Ce premier compte « Banques » de Caisse et Banques » concerne peut-être les banques locales, tandis que le compte « Correspondants débiteurs » est relatif à l'argent se trouvant chez les banquiers autres que ceux de la place.

On est donc réduit à des hypothèses, les comptes n'étant pas suffisamment explicites.

Si l'hypothèse que nous venons de faire est vraie, la raison que l'on pourrait donner de la séparation des comptes de banques en deux serait la suivante : on a voulu faire une distinction entre l'argent se trouvant dans les banques locales et dont on peut disposer pour ainsi dire immédiatement et l'argent chez les banquiers des autres places, qui peut être plus long à récupérer.

Dans ce cas il aurait été prudent de faire également une distinction entre les banquiers de FRANCE et ceux des Colonies et de l'étranger ; entre les banquiers chez qui nous avons des francs français et

(1) En parlant des comptes du bilan, le statisticien RUMELIN s'exprime ainsi :

« Faites-les parler, ouvrez-leur la bouche, examinez-les à la loupe et au microscope; comme un médecin cherchez si les organes du bilan ne sont pas atrophiés ou hypertrophiés, enfin ne vous laissez pas prendre par la fantasmagorie des chiffres, car bien des Sociétés dont les postes d'actif sont relativement peu importants se trouvent en meilleure situation, sont plus solides, sont plus attrayantes que d'autres dont les chapitres sont pléthoriques ». D'après A. LIËSSE : « La Statistique », 3^e édition 1919, et « ROSENFELD, op. cit. »

ceux chez qui nous possédons des avoirs en monnaie étrangère, donc influencés par les soubresauts du change, entre les sommes que nous avons déposées chez nos banquiers, à vue, et celles que nous avons remises à une échéance fixe (ou encore à un délai de vue).

Le compte « Correspondants débiteurs » est donc peu précis et pas suffisamment clair.

Le compte « Correspondants comptes recouvrements » est assez précis. Il se compose de sommes représentant la contre-valeur des effets envoyés à l'encaissement à nos correspondants et dont ils ne nous ont pas encore créditée.

Les comptes « Comptes courants débiteurs », « Avances diverses », « Débiteurs divers » représentent la même chose : les sommes avancées aux clients de la banque.

On ne voit pas très bien pourquoi on les a séparés. Ce n'est pas, cependant, que les raisons manquent pour séparer les comptes des sommes avancées aux clients. Ces raisons nous paraissent devoir être les suivantes :

1° La nécessité de connaître le montant des avances garanties et le total des sommes prêtées sans garantie (1). En effet, on est certain de rentrer dans les fonds prêtés avec garantie, il n'en est pas de même des autres.

2° L'importance qu'il y a, à connaître le montant des sommes prêtées à vue — et qui doivent nous rentrer d'un moment à l'autre — de celles avancées à plus ou moins long terme.

Par conséquent nous aurions conçu les comptes débiteurs suivants :

Avances garanties.

Avances non garanties à vue ou à court terme.

Comptes courants débiteurs à vue ou à court terme.

Avances non garanties à long terme.

Comptes courants débiteurs à long terme.

En ce qui concerne les avances garanties, nous n'avons pas fait de distinction entre celles accordées à vue, ou à terme, étant donné que les avances garanties, le sont généralement à terme.

Le compte « Débiteurs par acceptations » donne le montant des effets acceptés à la place des clients de la banque. Il aurait été nécessaire d'indiquer si ces clients, pour qui on court le même risque que si on leur avançait de l'argent, ont fourni ou non des garanties.

Le compte « Portefeuille, titres et participations » serait appréciable si on avait fait une ventilation entre les rentes, actions, obligations et participations (2). On ne connaît ni le montant, ni la nature

(1) Il est assez piquant de constater que la Banque susvisée s'accommodait principalement de garanties purement verbales et personnelles.

(2) La loi belge oblige les Sociétés belges à publier la composition de leur Portefeuille. D'après M. SOLVICHÉ « Le Bilan », page 21, note 1

de ces éléments constitutifs, certaines de ces valeurs n'ont pas assurément le même degré de liquidité.

Les titres peuvent être négociés, en cas de besoin d'argent, tandis qu'on ne peut procéder ainsi à l'égard des participations.

Les participations représentent les intérêts que la banque a pris dans certaines affaires, bien que se traduisant matériellement par les titres de ces affaires, elles ne pourraient être liquidées sans de gros inconvénients, aussi bien pour les banques, que pour les entreprises auxquelles elle participe.

L'inconvénient, pour la banque serait de vendre ces titres à des prix inférieurs à ceux auxquels elle les a acquis, et de ne plus garder le contrôle des dites affaires.

Le désavantage pour les entreprises émettrices de ces titres serait de les voir tomber bas — et par ricochet de souffrir en leur crédit — du fait de leur vente par la banque, leur protectrice.

Il est donc essentiel de séparer le Portefeuille titres des participations.

Le portefeuille « Titres. » lui-même a besoin d'être divisé en plusieurs comptes.

En effet, il est très utile de connaître, au point de vue de la liquidité notamment, la composition du portefeuille Titres.

S'il se compose principalement de bons de la défense ayant moins de 3 mois (1), à courir, ce sera un avantage au point de vue de la liquidité, ce genre de bons pouvant être escomptés en cas de besoin à la Banque de France.

Il serait donc bon de distinguer dans le portefeuille « Titres » les rentes qu'on peut escompter, les titres qu'on peut escompter et ceux qu'on ne peut pas. Il serait recommandable aussi de distinguer les titres libellés en francs français de ceux en monnaie étrangère.

Le compte « Immeubles » est correct.

Le compte « Matériel et Mobilier » aurait dû être séparé en deux, d'un côté le « Matériel », de l'autre le « Mobilier ». Par matériel il faut sans doute comprendre les coffres-forts.

Le compte « Comptes d'ordre » que peut-il signifier ? de quels comptes d'ordre peut-il être question, étant donné qu'on a sorti sous des comptes séparés le compte recouvrements des correspondants et les effets à l'encaissement qui sont pourtant des comptes d'ordre ?

Les comptes d'ordre gagneraient à être groupés sous différents

(1) Les Bons de la Défense de moins de trois mois n'offrent plus qu'un intérêt rétroactif.

postes. De cette manière on saurait si l'on ne veut pas y cacher certains chiffres (1).

Le compte des « Actionnaires » se chiffre à 68.444.875 francs. Ce chiffre paraît étrange, étant donné que le capital est de 150.000.000 francs. Le débit du compte « Actionnaires » est compris entre 37.500.000 et 75.000.000 de francs, chiffres qui représentent le quart et la moitié du capital.

Doit-on conclure que le 3^e quart a été appelé et qu'il n'a été libéré que de 6.555.125 francs?) différence entre 75.000.000 et 68.444.875 francs).

Le doute n'existerait pas si l'on marquait distinctement le montant correspondant aux actions libérées des quarts appelés et celui représentant les actions en retard sur les versements.

Enfin le compte « Profits et Pertes » figurant à l'actif du bilan indique que l'exercice a été déficitaire.

Examinons à présent les comptes du passif.

Le Compte « Capital » exprime le montant du capital nominal.

Pour trouver le capital effectivement versé, il faudra en déduire le solde du compte « Actionnaires ».

Les comptes « Réserve légale », « Fonds de prévoyance » et « Réserve spéciale » n'ont pas besoin d'être explicites car ils représentent des sommes prélevées sur les bénéfices et mises de côté.

Seule la « Réserve légale » doit être séparée, car la loi en règle-mmente le fonctionnement. (Il faut y virer au moins 5 0/0 des bénéfices annuels tant que son montant n'a pas dépassé le dixième du capital).

Les comptes « Réserve pour dépréciation de Portefeuille », « Fonds d'amortissement mobilier » et « Réserve immobilière » sont appelés à tort réserves.

Ce sont en fait des comptes d'amortissement ou des comptes de provision.

Le premier compte constitue-t-il une provision relative à toutes les catégories de Portefeuilles : Portefeuille effets, Portefeuille titres,

(1) Qu'il nous soit permis de rappeler les termes dans lesquels s'exprimait Léon SAY lors d'une conférence sur la comptabilité publique faite à Neville (Seine-et-Oise) le 24 octobre 1869 :

« La comptabilité est une bonne chose quand elle divise les opérations pour mieux en comprendre la suite, mais c'est un art terriblement dangereux quand elle divise les opérations pour en soustraire une partie à l'œil du maître.

« Si j'ai eu un but, je crois l'avoir atteint, c'était de vous montrer que la comptabilité était comme la langue ou la parole d'Esopé : Ce qu'il y a de meilleur et ce qu'il y a de pire.

« La comptabilité peut jeter de la lumière dans les comptes les plus obscurs, mais elle peut aussi, par ses combinaisons troubler ce qui est naturellement le plus limpide ». D'après L. ROSENFELD, op. cit.

et participations ? Il faut le croire, parce qu'on ne voit pas plusieurs comptes relatifs au Portefeuille.

Ainsi on ignore quelle est la provision constituée pour chacune des catégories de portefeuille.

De même, le fonds d'amortissement mobilier est peut-être relatif aussi bien au mobilier qu'au matériel. On avouera, dans ce cas, que sa désignation n'est pas très exacte.

Enfin, la réserve immobilière serait l'amortissement du poste « Immeubles ».

Le compte « Comptes courants à vue » est clair et indique qu'il s'agit des sommes remises à vue par les clients de la banque.

On ne peut en dire malheureusement autant des « Comptes de dépôts ». En quoi diffèrent-ils des comptes à vue ?

Est-ce parce qu'ils représenteraient les sommes déposées par la clientèle à échéance fixe ou à un délai de vue ? Peut-être.

Il aurait été préférable qu'on le dise, pour le motif que la question est de toute première importance pour les banques.

Le compte « Correspondants créditeurs » indique les sommes que l'on doit aux correspondants : On aimerait savoir s'il y en a qui sont dues à terme, on voudrait également connaître si la banque doit à ses correspondants — en plus des sommes en francs français — des sommes en devises étrangères et pour combien ?

Le compte « Effets à payer » aurait pu être divisé en deux sous-comptes :

- 1) Effets payables à court terme, et
- 2) Effets payables à long terme.

Il aurait été également utile de distinguer les effets en francs français de ceux payables en monnaie étrangère.

Le compte « Acceptations à échoir » n'indique pas les échéances. Est-ce dans un jour, est-ce dans un an ? Il aurait été bon de prévoir les mêmes distinctions que pour le compte « effets à payer ».

Le compte « Clients encaissements » est bien établi et indique le montant des effets remis à l'encaissement par les clients de la banque.

Le compte « Créditeurs divers » que veut-il dire ? Le montant est de 123.635.002 francs. Pourquoi ne les avoir pas fait figurer sous l'un des deux comptes « Comptes courants à vue » ou « Comptes de dépôts » ? Ne pouvant le savoir, il est impossible d'éclaircir le compte.

Les « Comptes d'emprunts » et « Comptes d'ordre » sont réunis et font masse des « comptes d'emprunts » dettes réelles de la banque et des « comptes d'ordre » dettes imaginaires. Il aurait fallu les distinguer. Pour les comptes d'emprunts, il aurait été nécessaire de les séparer en compte d'emprunt payable à vue et à court terme et en compte payable à long terme. Une chose utile aurait consisté dans l'énumération de tous les comptes d'ordre.

Le compte « Bénéfices de l'exercice » est un procès-verbal de carence.

Le compte « Report précédent » représente la partie des bénéfices antérieurs, non distribués et ne figurant pas dans les comptes de réserves ou autres comptes similaires.

Nous pourrions examiner d'autres bilans, soit de banques, soit d'entreprises industrielles ou autres. Nous ne trouverions pas exactement les mêmes critiques à formuler. Ce qui est hors de doute toutefois, c'est que nous y rencontrerons pareillement des comptes peu clairs, d'autres englobant sous une même dénomination des catégories diverses de biens, de créances ou de dettes. De sorte que, quel que soit le bilan, la nomenclature des comptes y est faite de telle manière qu'il est presque impossible, en le lisant, de le comprendre. On peut se demander alors à quoi il sert.

SECTION II : *DISPOSITION DES COMPTES*

Non seulement les comptes par eux-mêmes ne sont — dans bien des cas — ni clairs, ni précis; mais encore on a pris soin — comme par un fait exprès — de les disposer d'une manière quelquefois peu intelligible.

Reprenons l'exemple du bilan de la Banque Industrielle de Chine.

Quiconque voudrait se rendre compte de la valeur réelle de l'affaire — en supposant que les comptes sont pour lui d'une clarté parfaite et qu'ils expriment l'exacte valeur des biens, des créances et des dettes qu'ils représentent — devrait totaliser les comptes représentant les biens et les créances de la banque et en déduire les dettes.

Il commencerait par l'actif — or là, il serait tout de suite arrêté par le compte « effets à l'encaissement » qui ne représente, ni un bien, ni une créance de la banque, c'est-à-dire qu'il ne faut pas en tenir compte.

En continuant, le voici arrêté de nouveau par le compte « Correspondants comptes recouvrements » dont, pour les mêmes raisons que ci-dessus, il ne doit pas tenir compte.

Les comptes d'ordre figurant au bilan ne sont pas à considérer.

Enfin doit-il tenir compte du poste « Actionnaires » ? Oui, car s'il n'en tenait pas compte, et si par contre il faisait état au passif du montant nominal du compte « Capital » ses calculs se trouveraient

faussés. Par contre, il n'aura pas à faire entrer en ligne de compte les « Profits et Pertes ».

Au passif, il notera le chiffre du compte « Capital ». Seulement pour savoir quel est le capital versé à l'entreprise, il aura à se livrer à des recherches et à des calculs. Il trouvera alors, de l'autre côté du bilan, le compte « des Actionnaires » et il en déduira le montant de celui du capital.

Devant tous les comptes de réserve, il restera perplexe. Il ne faut pourtant pas qu'il en tienne compte : n'empêche que ces dizaines de millions de francs, alignés sous le compte de réserve l'impressionnent. S'il n'en faut tenir compte pour évaluer la vraie valeur du bilan, pourquoi les y a-t-on mis, pourrait-il se demander.

Il devra se rappeler qu'il n'aura pas à faire entrer en ligne de compte les « Clients encaissements » mais devant les « Comptes d'emprunts » et « Comptes d'ordre » que pensera-t-il ?

Les comptes d'ordre sont à négliger — mais non les comptes d'emprunts — seulement il ignore le montant des uns et celui des autres. Le voici donc empêché de mener à bonne fin sa tâche, et cela juste au moment où il arrivait à bon port, car il ne restait plus que l'article « Report précédent » dont il n'avait pas à tenir compte.

Ainsi, les comptes représentant les biens, les créances et les dettes réels, étant mélangés avec ceux correspondant à des biens et à des dettes imaginaires, il faut se livrer à des discriminations de comptes, à des soustractions de chiffres, pour dégager la situation réelle du bilan. Et ce n'est pas ce qui facilitera sa compréhension. Non seulement, il en est ainsi pour le bilan lui-même, mais encore pour beaucoup de ses comptes.

Le compte « Capital », par exemple, figure au passif pour son montant nominal et à l'actif pour ce qu'il reste encore à verser pour le compléter. De sorte que, pour connaître le montant du capital versé, il faut chercher des deux côtés du bilan, deux comptes et les retrancher l'un de l'autre.

De même pour connaître la valeur de certains postes de l'actif, il est nécessaire d'abord de les y chercher, ensuite il faut chercher au passif les montants pour lesquels ils ont été amortis. On retranche enfin ces sommes les unes des autres. Exemple :

Immeubles	70.789.165 »
Réserves immobilières	3.000.000 »

La valeur de l'immeuble, estimée au jour de l'inventaire est donc de 67.789.165 francs. Or, toutes ces complications rendent le bilan pénible à lire. On connaît les raisons pour lesquelles on procède ainsi. Ce qu'il conviendra d'examiner, et nous le ferons dans la deuxième partie de cet exposé, c'est s'il n'y a pas moyen de disposer le bilan de façon à ce qu'il soit d'une lecture plus aisée.

Dans cette première partie, nous avons examiné le bilan tel qu'il est. Nous avons pu constater qu'il ne répond à aucun de ses objectifs : il ne reflète pas la situation réelle de l'entreprise, il ne traduit pas les résultats de l'exercice social.

De plus, il est composé de comptes dont beaucoup ne sont ni clairs, ni précis, dont d'autres englobent, sous une même dénomination, des catégories différentes de valeurs, et sont par conséquent trop vagues.

Enfin, ces comptes sont mal disposés, de sorte que la lecture du bilan en est rendue d'autant plus difficile.

Cela va à l'encontre de la qualité principale que doit avoir un bilan : celle d'être clair.

Deuxième Partie

Le Bilan tel qu'il devrait être

Nous l'avons déjà dit dans l'introduction, nous le répétons au début de la deuxième partie : d'après nous, le bilan devrait être l'image aussi exacte que possible de la situation de l'entreprise.

Il devrait, de plus, traduire les résultats de l'exercice. Complété à un autre point de vue, le bilan devrait être conçu de façon que sa simple lecture renseigne sur la valeur de l'affaire, c'est-à-dire qu'il devra être intelligible.

Cela étant dit, nous exposerons, dans les pages qui vont suivre, la manière dont le bilan devrait être établi, à notre sens, pour qu'il remplisse, dans la mesure du possible, les conditions sus-indiquées. Nous disons bien — dans la mesure du possible — car nous n'ignorons pas que les sus-dites conditions représentent un idéal, qui, comme tout idéal est difficile à atteindre. Il faut tâcher, du moins, de s'en rapprocher le plus possible.

Nous ferons notre étude en indiquant, en premier lieu, de quelle manière nous entendons que soient faites les évaluations du bilan : biens réels et imaginaires, créances et dettes réelles, dettes imaginaires. Nous exposerons ensuite notre manière de présenter le résultat de l'exercice, de désigner les comptes du bilan et de les disposer.

CHAPITRE I

Evaluation préconisée des biens de l'Entreprise

SECTION I : BIENS REELS

Pour que le bilan reflète la situation de l'affaire, il faut que les comptes dont il se compose soient évalués à leur prix réel *au jour* de l'inventaire.

Nous préconisons donc l'évaluation des biens réels *au cours du jour*. On pourra nous objecter que cette évaluation ne sera jamais exacte — la valeur réelle des biens d'une affaire n'étant connue d'une façon précise qu'en les vendant à ce moment-là. C'est le produit net de la vente des biens qui donne leur valeur effective. Or, au moment de l'inventaire, on ne vend pas les biens, les évaluations qu'on en ferait ne seraient qu'approximatives.

Nous ne contestons pas la force de cette objection, mais nous pensons que ce n'est pas une raison, parce qu'on ne peut déterminer la valeur exacte des biens, de ne pas s'efforcer de la déterminer, même approximativement. On peut dire également que toutes les évaluations renferment une part d'arbitraire. Il n'y a qu'à tracer des règles pour laisser à l'arbitraire le moins de place possible. C'est là un idéal difficile à atteindre.

Le bilan n'est jamais publié à la date où il est établi. Il ne voit le jour que plus tard. Dans l'intervalle, les biens peuvent changer de valeur, alors, est-ce donc bien la peine d'établir la valeur exacte du bilan au jour de l'inventaire, étant donné que celle-ci ne sera plus la même au jour où il paraîtra ? Oui, il est utile de connaître la valeur exacte de l'affaire à un moment donné. Sans cela, on serait plongé dans l'obscurité. Les dirigeants de l'entreprise, les actionnaires, les créanciers, tous ont intérêt à connaître de temps à autre la situation vraie de l'entreprise. On n'ignore pas que cette situation est sujette à des variations, on en tient compte dans ses calculs et le bilan n'est pas un document mathématique rigide, mais c'est un

document économique soumis aux variations infinies et complexes du marché. Et si la moyenne des prix venait à monter ou à baisser après la date du bilan, ou si seulement quelques-uns des biens y mentionnés subissaient de fortes fluctuations, on en concluerait que la situation de la maison s'est améliorée ou qu'elle a été rendue pire. Ces jugements ne sont possibles qu'à condition de connaître sa situation à un moment donné. Il est naturel que ce moment soit celui de la date du bilan. Enfin, dira-t-on, vous voulez évaluer les biens au cours du jour, mais le pouvez-vous ? En effet, comment évalueriez-vous les biens qui ne sont pas cotés ? D'autre part, évaluez-vous au cours d'achat ou au cours de vente ? Nous répondrons ceci : En ce qui concerne les biens non cotés, nous les évaluerons à leur cours d'achat. Toutefois, ce cours sera augmenté ou diminué suivant que les biens dont il s'agit, ou la moyenne des biens auraient augmenté ou diminué dans l'intervalle qui sépare la date de leur achat de celle de l'inventaire. L'augmentation ou la diminution sera calculée de façon assez judicieuse pour que le prix attribué aux biens non cotés soit aussi proche que possible de leur vraie valeur au jour du bilan.

Quant à savoir lequel des deux cours nous appliquerions, de celui d'achat et de celui de vente, nous n'hésitons pas à déclarer que ce sera le cours d'achat. En effet, si on voulait réellement liquider les biens, on en trouverait plus facilement acquéreur en les vendant au cours d'achat du jour, donc à un prix relativement bon marché. Il serait, d'autre part, assez difficile de les liquider au cours de vente du jour, surtout si leur valeur est assez élevée et s'ils sont nombreux. Pour toutes ces raisons, nous donnons la préférence au prix d'achat comme étant plus proche de celui de la liquidation éventuelle.

Nous avons réservé pour la fin, l'objection la plus importante :

Si le cours du jour est supérieur à celui d'achat, vous risquerez de faire état de plus-values qui peuvent n'être que temporaires, qui, en tout état de cause, n'étant pas réalisées, ne représentent pas des bénéfices acquis et soustraits à tous risques.

Dès lors, votre poste « Profits et Pertes » comprendra en partie des bénéfices non réalisés. Vous risquez ainsi de distribuer des bénéfices ou des dividendes fictifs, si dans les exercices suivants, les dites plus-values venaient à disparaître. C'est là la grande raison pour laquelle, on l'a vu, les auteurs préconisent l'évaluation des biens au cours de revient, tant qu'il n'est pas supérieur à celui du jour, auquel cas, c'est ce dernier qu'ils appliqueront. Or, nous croyons que toute leur argumentation est basée sur une confusion : ils confondent les bénéfices réalisés avec les bénéfices distribués. Car, si on leur disait : *nous nous bornerons simplement à constater les plus-values, nous ne les distribuerons pas, — le principal de leurs objections tomberait.*

Nous disons bien le principal de leurs objections, car ils n'ont pas beaucoup d'autres raisons en plus de celle sus-indiquée, pour recommander les évaluations à un cours autre que celui du jour. La preuve qu'il en est ainsi, c'est qu'ils sont presque unanimes à recommander le cours du jour, lorsqu'il est inférieur à celui de revient. Ainsi, toute la question reviendrait à savoir si l'on peut estimer les biens au cours du jour, en tenant par conséquent compte de leur plus-value s'ils en ont, sans distribuer des bénéfices non acquis. Or, la chose est très facile : *il suffira de passer au passif du bilan une écriture constatant la plus-value. Celle-ci viendra par ce moyen en déduction du bénéfice à distribuer.* Supposons, par exemple, qu'au cours d'un exercice le portefeuille « Titres », dont le prix de revient a été de 3 millions de francs, ait acquis une plus-value de 2 millions de francs, que, par conséquent, sa valeur actuelle, évaluée au cours du jour du bilan soit de 5 millions de francs, supposons également que l'on ait réalisé, au cours de l'exercice, pour 500.000 francs de bénéfices sur la vente de marchandises. Notre bilan ne comportera que très peu de postes pour rendre l'exemple plus clair. Il sera établi comme suit :

ACTIF			PASSIF		
Caisse	1.000.000	»	Capital	5.000.000	»
Portefeuille Titres....	5.000.000	»	Fournisseurs	1.500.000	»
Marchandises	3.000.000	»	Plus-value du Por-		
			tefeuille Titres...	2.000.000	»
			Profits et Pertes ...	500.000	»
	9.000.000	»		9.000.000	»

Par ce moyen, le « Portefeuille Titres » a été estimé à sa valeur au cours du jour, et, pourtant, on n'a pas distribué de bénéfices provenant de la plus-value non réalisée. Il n'y a donc pas d'inconvénient à faire les estimations des biens réels au cours du jour. Il y a, par contre, à agir ainsi de grands avantages : le plus important, à nos yeux, c'est de permettre au bilan d'exprimer la vraie situation de la maison. C'est de lui faire remplir ainsi un de ses rôles les plus importants. A côté de cet avantage, il y en a d'autres : ainsi en portant au bilan, suivant le cas, les plus-values ou les moins-values des postes de l'actif, on est mieux à même de juger de l'habileté des dirigeants de l'entreprise. Supposons qu'on constate, à la fin d'un exercice, une plus-value de 10 millions de francs sur le poste « Portefeuille Titres ». Supposons également que, durant l'exercice suivant, cette plus-value se traduise par une moins-value de 5 millions de francs. Il résultera que, d'un exercice à un autre, le « Portefeuille

Titres » aura perdu 15 millions. Les Directeurs de la maison dont il s'agit pourront encourir le reproche d'avoir mal défendu ses intérêts. Ils auraient dû vendre les titres à temps. Ou s'ils manquent de compétence en matière de bourse, ils auraient dû donner moins d'importance au « Portefeuille Titres » (1). De toute façon, ils tireront de ces résultats des leçons pour l'avenir et seront plus attentifs à défendre le patrimoine de l'entreprise qu'ils dirigent. Donc, si le portefeuille Titres n'exprimait pas, à la fin de chaque exercice, sa valeur au cours du jour, si par conséquent il ne faisait pas apparaître tous les ans sa plus-value ou sa moins-value, s'il continuait d'être représenté par un chiffre fixe, invariable, comme s'il n'y avait pas d'oscillations en bourse, la vigilance des dirigeants de l'entreprise serait, tout au moins en ce qui le concerne, trompée.

Prenons un autre exemple : le poste « Marchandises » évalué au cours du jour accuserait une moins-value de un million. Ce fait prouverait également que l'entreprise a mal agi : elle a constitué des stocks de marchandises à un moment où leur prix était élevé. Cela lui servirait de leçon pour l'avenir. Nous avons montré plus haut de quelle manière nous inscrivons les postes au bilan en cas de plus-value d'un des éléments de l'actif.

Prenons à présent le cas inverse : le « Portefeuille Titres » accuse une moins-value de 300.000 francs. Le bilan serait alors établi comme suit : (comparer avec le bilan précédent, page 83).

ACTIF			PASSIF		
Caisse	1.000.000	»	Capital	5.000.000	»
Portefeuille Titres...	2.700.000	»	Fournisseurs	1.500.000	»
Marchandises	3.000.000	»	Provision sur Titres		
Moins-value du Por-			moins-value	300.000	»
tefeuille Titres ..	300.000	»	Profits et Pertes ...	200.000	»
	7.000.000	»		7.000.000	»

Le bénéfice qui était de 500.000 francs n'est plus que de 200.000 francs, — du fait de la moins-value de 300.000 francs du compte « Portefeuille Titres ». Celui-ci paraît au bilan pour sa valeur au cours du jour. Pour rétablir l'équilibre du bilan, on a été obligé de passer à l'actif l'écriture « Moins-value du Portefeuille Titres » 300.000 francs, qui a sa contre-partie au passif dans le compte « Provision Titres moins-value ». Le bilan devant, d'autre part, représenter les résultats de l'exercice, il y aura lieu de distinguer les plus-

(1) Quelle que soit l'habileté des dirigeants d'une affaire le « Portefeuille Titres » a baissé entre 1920 et 1922.

values et les moins-values de l'exercice en cours, de celles de l'exercice écoulé. Nous en reparlerons plus loin, lorsque nous traiterons de la « Présentation des résultats de l'exercice ». En attendant, nous ferons l'application de notre manière d'estimer les valeurs aux différents biens réels du bilan.

I. — LES ESPÈCES

Elles figureront pour leur valeur nominale, s'il s'agit de francs français, — pour leur valeur au cours du jour s'il s'agit de monnaies étrangères. Dans le cas où l'évaluation au cours du jour donnerait une plus-value, le montant de celle-ci serait inscrit au passif. S'il y a moins-value, on l'inscrira des deux côtés du bilan à l'actif et au passif. Exemple : on a en caisse 100 dollars payés 25 francs, alors que le cours du jour en est de 30. On mettra dans ce cas :

Actif : Espèces monnaie		Passif : Espèces plus-value	
étrangère	3.000 »		500 »

Si au contraire, le dollar est tombé à 15 francs, on mettra au bilan :

Actif : Espèces	4.500 »	Passif : Provision moins-value	
Espèces moins-value	1.000 »		1.000 »

II. — LES MARCHANDISES

S'il s'agit de marchandises cotées on les évaluera au cours du jour. Les plus-values ou les moins-values seront inscrites de la même façon que nous l'avons fait précédemment pour les espèces. Si les marchandises appartiennent à des catégories non cotées en Bourse, on prendra leur prix d'achat. Dans ce cas, il n'y aura pas lieu d'inscrire de plus-value ou de moins-value. Toutefois, il n'en serait plus de même si, depuis leur achat, les dites marchandises auraient subi de fortes fluctuations dues soit à des causes qui leur seraient propres, soit par suite d'un mouvement général des prix. Dans ce cas, on s'efforcera de connaître leur valeur du jour, soit en demandant ces renseignements aux fournisseurs habituels des dites marchandises, soit en consultant les catalogues les plus récents. On pourrait encore procéder comme suit : si l'indice général des prix a augmenté pendant la période séparant la date d'achat des marchandises de celle du bilan, en passant par exemple de 400 à 450, l'écart de 50 points par rapport au chiffre de 400 représente 50/400 ou 12,5 %. C'est ce coefficient de majoration qu'on appliquerait au prix coûtant des marchandises non

cotées. Ainsi des marchandises ayant coûté 100.000 francs seraient estimées 112.500 francs si on leur appliquait le coefficient de 12,5 %. Dans cette hypothèse, il y aurait plus-value qu'on enregistrerait dans un compte de « plus-value marchandises » au passif du bilan. Si nous avons en stock des marchandises dépréciées, il ne peut être question de les estimer au cours du jour, car il n'y en a pas pour ces sortes de marchandises. On les appréciera donc, autant que possible, à leur juste valeur. L'estimation sera évidemment arbitraire, mais nous ne voyons pas le moyen de faire autrement, à moins que de les vendre, même à vil prix, mais alors elles ne figureraient plus au bilan et la question que nous examinons ne se poserait pas. Dans l'espèce, il n'y a pas de moins-value, il y a dépréciation définitive, par conséquent, on n'ouvrira pas des deux côtés du bilan des comptes de moins-value. Ces marchandises seront portées simplement à l'actif du bilan d'après la valeur à laquelle on les estimerait. Si les marchandises dont il s'agit, ont été fabriquées par l'entreprise elle-même, leur cours du jour sera difficile à déterminer. En effet, il ne peut être question, dans l'espèce, de cours cotés. Nous donnerions à ce cas la même solution que celle que nous avons donnée pour celui des marchandises non cotées. Nous avons préconisé d'évaluer ces dernières, sauf exception, à leur cours d'achat. Si on doit en faire de même pour les marchandises fabriquées par l'entreprise, il convient de préciser ce qu'il faut entendre par leur cours d'achat. Comme on ne les a pas achetées, mais fabriquées, leur cours d'achat sera leur prix de revient. Mais le prix de revient varie suivant les éléments que l'on y fait entrer. Il sera moins élevé s'il ne se compose que de la main-d'œuvre, du matériel et des frais spéciaux de fabrication. Il sera plus élevé si on y fait entrer également les frais généraux. Enfin, il sera le plus élevé s'il comprend, en plus des éléments précédents, les frais de vente. Dans ces conditions, on peut se poser la question de savoir comment il faudra établir le prix de revient des marchandises fabriquées que l'on portera au bilan. Pour que ce prix soit assimilé à celui d'achat, il faudra qu'il se compose aussi bien des frais de main-d'œuvre, de matériel et de fabrication que des frais généraux et de vente. En effet, le bénéfice net que réalise l'entreprise sur chaque marchandise est la différence entre son prix de vente et son prix de revient tel que précédemment établi. Ce prix est donc le prix coûtant de la marchandise, au même titre que le prix d'achat d'une marchandise non fabriquée. Il reste à savoir comment on déterminera les frais de vente, étant donné qu'il s'agit en l'espèce de marchandises non vendues. Nous croyons qu'il suffirait d'établir le pourcentage des frais de vente correspondant au prix de revient des marchandises, prix de revient dans lequel on ne ferait pas entrer les frais de vente. Ensuite, on appliquerait ce coefficient aux marchandises dont il s'agit. Supposons, par exemple, que le prix de revient des marchandises vendues,

prix de revient calculé sans y faire entrer les frais de vente, a été de 1 million de francs, et que les frais de vente de ces marchandises se sont élevés à 50.000 francs. Dans ce cas, le coefficient des frais de vente sera de 5 %. Si le prix de revient des marchandises non vendues, calculé sans y faire entrer les frais de vente, est de 500.000 francs, les frais de vente seraient par l'application du coefficient précédent de 25.000 francs. Et le prix de revient des marchandises qui comprendra les frais de vente sera de 525.000 francs. Supposons qu'une entreprise n'ait fait pendant un de ses exercices, autre chose que de fabriquer pour 2.000.000 de francs de marchandises sans en vendre pour un centime. Si ces marchandises sont portées au bilan, comme nous le proposons, le bilan de l'exercice accusera comme bénéfice le montant correspondant aux frais de vente probables. Mais comme ces frais n'ont pas encore été effectués, on risquerait de les distribuer comme bénéfices. Pour éviter ce résultat, on portera au passif du bilan, une somme correspondant à ces frais de vente probables. Supposons que ces frais montent à 100.000 francs. Si, durant l'exercice suivant, toutes ces marchandises fabriquées sont vendues, par exemple, pour 2.200.000 francs (c'est-à-dire avec un bénéfice net de 10 %), cet exercice accusera un bénéfice de 200.000 francs, les dites marchandises ayant été portées au bilan d'entrée pour 2.000.000 de francs. (Il faut admettre dans cette hypothèse que les frais de vente ont été réellement de 100.000 francs). Il ne faut pas toutefois oublier que c'est cet exercice qui aura à supporter les 100.000 francs de frais de vente. Ils ne viendront pourtant pas en déduction de ce bénéfice à cause de la somme de 100.000 francs portée au passif pour les frais de vente probables. Les écritures suivantes le prouvent bien. Il y avait donc au passif pour frais probables de vente 100.000 francs, en effectuant réellement ces frais, on a passé l'écriture suivante

Frais de vente	100.000	»
à Caisse	100.000	»

et en fin d'exercice

Profits et Pertes	100.000	»
à Frais de vente	100.000	»

mais pour solder les frais de vente probables, on a passé

Frais de vente probables	100.000	»
à Profits et Pertes	100.000	»

Il en résulte que le compte de Profits et Pertes a été débité de 100.000 francs et crédité de la même somme. Il n'a donc pas pris en charge les 100.000 francs de frais de vente. Il est entendu que si les prix des objets montaient ou baissaient sensiblement, on en tiendrait compte pour apporter aux comptes les mêmes rectifications que celles que nous avons proposées pour les marchandises non cotées.

III. — LES TITRES

On les évaluera (1) au cours du jour s'ils sont cotés. S'ils ne le sont pas, on les estimera à leur cours de revient. Mais si le prix des titres, en général, a augmenté, on les estimera à leur valeur actuelle approximative. On opérera de même si le prix des titres a baissé d'une façon appréciable. Si on les évalue au cours du jour, et s'il y a plus-value, on la marquera dans un compte au passif, pour ne pas la distribuer. Toutefois, si cette plus-value continue à persister et même à augmenter notablement dans les exercices suivants, on pourra en distribuer une partie. « Ainsi, supposons qu'il s'agisse des « actions de la Société des Charbonnages du Tonkin » (2). Ces titres (3) valaient en 1900 environ 800 francs, en 1924 leur valeur était de 9.000 francs. On voit bien qu'il sera possible de distribuer une partie de cette plus-value, qui dans l'espèce est de 8.200 francs par action. Ce reliquat de la plus-value figurera au passif. En cas de moins-value, on la marquera — comme nous l'avons fait pour les monnaies étrangères et pour les marchandises — des deux côtés du bilan.

IV. — LES COUPONS

On les inscrira pour leur montant nominal ou pour leur contre-valeur au cours du jour s'ils sont en monnaie étrangère, moins les impôts et les frais d'encaissement probables. Toutefois, pour que le montant nominal des coupons résultant de la comptabilité puisse se retrouver sur le bilan, on marquera les dits impôts et frais d'encaissement à l'actif et au passif dans des comptes appropriés. Les sommes portées à l'un de ces comptes et celles se trouvant sous le poste « Coupons » donneront, par une simple addition, le montant des coupons résultant de l'inventaire ou des écritures comptables.

(1) On peut indiquer 4 modes différents d'évaluation des titres :

1° Valeur intrinsèque du titre d'après les contre-parties actives ;

2° Valeur financière d'après le revenu du titre ;

3° Valeur en Bourse ou cours du jour ;

4° Valeur nominale inscrite sur le titre.

(Voir M. JEANNIN, « op. cit. », pages 251 et suivantes.)

(2) La valeur de ces actions est à multiplier par 4, l'entreprise ayant quadruplé son capital à l'aide de ses réserves constituant un capital additionnel.

(3) (Exemple pris dans l'ouvrage cité de M. JEANNIN, pages 118-119, Chapitre IV, Evaluations, paragr. 3. Evaluations des Portefeuilles et Titres.)

V. — LES EFFETS A RECEVOIR

On les portera pour leur valeur nominale moins le réescompte et les frais probables d'encaissement. Pour les effets en monnaie étrangère, on les évaluera au cours du change du jour du bilan. S'il y a plus-value ou moins-value, on en tiendra compte comme précédemment. A quel taux calculer le réescompte du portefeuille? Nous croyons qu'il faudrait utiliser le taux d'escompte probable que l'on nous demanderait, si réellement on voulait faire réescompter le portefeuille. Pour connaître ce taux, il suffirait de se renseigner auprès des banques. Dans le calcul du réescompte, on tiendra également compte des commissions et pertes de place. On pourrait s'en dispenser, si on préfère porter ces sommes aux frais probables d'encaissement. Pour garder la concordance entre le chiffre des effets à recevoir donné par la comptabilité et celui du bilan on portera à l'actif de celui-ci :

1° Le poste effets à recevoir tel que nous proposons de l'évaluer ;

2° Le poste réescompte du Portefeuille, et enfin

3° Frais probables d'encaissement des effets à recevoir.

Leur total donnera le chiffre du compte « Effets à Recevoir » de la comptabilité. Les sommes qui figureront aux comptes « Réescompte du Portefeuille » et « Frais probables d'encaissement des effets à recevoir » seront également portées au passif. On pourrait grouper ces deux comptes sous une seule dénomination : « Réescompte et frais probables d'encaissement du portefeuille ».

VI. — LES IMMEUBLES

Nous avons indiqué (première partie, chapitre 1^{er}, Section I, paragraphe 6) les diverses manières dont on procède pour calculer l'amortissement, de façon à ce qu'il représente aussi approximativement que possible la valeur réelle de la dépréciation de l'immeuble. Cette dépréciation est, ou bien déduite du prix d'achat de l'immeuble ou portée à un compte d'amortissement. On produit, en faveur de cette dernière pratique, l'argument qu'elle permet de connaître la valeur des amortissements pratiqués et de laisser intact le prix d'achat des immeubles. Nous ne l'approuvons pas (parce qu'elle fait apparaître à l'actif du compte « Immeubles » un chiffre supérieur à la réalité et qu'on sait pertinemment lui être supérieur). Prenons le cas d'un immeuble ayant coûté 5 millions de francs et dont les amortissements, au jour du bilan, s'élèvent à 2 millions de francs. Ce chiffre des amortissements est supposé correspondre à la valeur de la dépréciation, car s'il lui était supérieur, il serait en réalité pour

une partie, pour l'excédent, autre chose qu'un amortissement : il serait ou bien une réserve ou bien — si l'on craint que le prix de remplacement de l'immeuble ne soit supérieur à son prix d'achat — une provision. Le dit immeuble continuera donc à figurer à l'actif pour 5 millions de francs, alors que sa valeur réelle ne serait plus que de 3 millions. Cet actif serait donc en partie imaginaire. Et l'on créerait au passif un poste également imaginaire, le compte amortissement destiné à le contre-balancer. Nous nous élevons contre toutes ces fictions, car nous voulons que le bilan représente une réalité. Nous porterons donc le poste « Immeubles » à l'actif pour sa valeur réelle. Et si l'on veut à tout prix connaître le montant de ses amortissements et celui de son prix coûtant, on n'aura qu'à ouvrir, des deux côtés du bilan, un compte qu'on pourrait appeler « Immeubles amortis ». Ce compte ajouté au compte « Immeubles » donnerait le prix coûtant de ces derniers. On nous reprochera, après avoir critiqué l'emploi des comptes représentatifs de biens imaginaires, d'en créer à notre tour, car le compte « Immeubles amortis » n'est qu'un compte imaginaire. Nous répondrons que nous connaissons la raison d'être des comptes imaginaires et que nous ne demandons pas à les supprimer — la preuve, c'est que nous en créons nous-mêmes. Ce que nous demanderons, — nous l'exposerons plus loin, lorsque nous traiterons de la « disposition des comptes » — c'est que les éléments réels soient séparés de ceux imaginaires, qu'ils ne soient pas mêlés comme ils le sont actuellement. Ainsi, on aura un ensemble de biens réels sans autre chose et, d'autre part, séparés des biens réels, les éléments imaginaires. Nous avons supposé — ce qui est le cas le plus fréquent — que les immeubles subissaient des moins-values à cause des dépréciations dont ils étaient l'objet.

Mais, il peut arriver que par suite de circonstances heureuses, — ouverture d'une gare, d'une salle de spectacle, etc..., — l'immeuble, tout en étant déprécié en partie, augmente de valeur. Dans ce cas, il n'a plus besoin d'être amorti, au contraire, il faudra tenir compte de sa plus-value en la portant dans un compte au passif — le poste « Immeubles » figurant à l'actif pour sa valeur réelle, plus-value y comprise.

Supposons qu'il s'agisse d'un immeuble payé dix millions de francs et dont la valeur actuelle serait estimée à 6 millions de francs. Supposons également, qu'à la suite des circonstances dont nous avons parlé plus haut, sa valeur monte de 6 à 15 millions. Nous mettrons donc à l'actif 15 millions de francs au compte « Immeubles ». Nous porterons au passif le chiffre correspondant à la plus-value qu'on ne veut pas distribuer.

Ce n'est pas tout. Il faut considérer que l'immeuble ayant acquis la plus-value ne s'en déprécie pas moins avec le temps. Il faudra

donc diminuer le compte « Immeubles », tous les ans, du montant de cette dépréciation.

VII. — LES TERRAINS

Nous les porterons également pour leur valeur réelle au jour de l'inventaire. La plus-value, qu'on ne voudra pas distribuer, pourra figurer au passif, il faudra toutefois tenir compte de son montant total.

Si, exceptionnellement, les terrains accusaient une moins-value, on la ferait figurer dans deux comptes l'un à l'actif et l'autre au passif du bilan.

VIII. — LE MATÉRIEL

On procéderait comme avec les immeubles. Ce poste n'est pourtant pas — sauf de rares exceptions — susceptible de plus-value. Par contre, sa valeur diminue, plus ou moins rapidement, suivant les éléments dont il se compose, jusqu'à s'approcher de zéro.

Nous préconisons de porter le matériel pour ce qu'il vaut au jour de l'inventaire.

Faut-il, d'autre part, porter au bilan le montant des dépréciations? Nous n'en voyons pas l'utilité, car elle ne nous éclairerait pas beaucoup, vu que le matériel se compose d'éléments divers se dépréciant, les uns très vite, (le petit outillage, par exemple), les autres bien plus lentement.

Si on voulait le faire, il faudrait alors diviser le compte « Matériel » dans les grands groupes dont il est formé : Petit outillage, Gros outillage, machines, etc..., et porter au bilan autant de comptes qu'il y a de ces groupes. Il y aura alors autant de postes dépréciation du matériel que de comptes matériel.

IX. — LES CONCESSIONS ET BREVETS

Leur valeur réelle est en fonction de leur durée. Si la concession — ou encore le brevet — ayant une durée de 15 ans, est évaluée ou payée 7.500.000 francs, si elle n'avait plus que 5 ans de durée, elle n'en vaudrait plus que 2.500.000.

On divisera donc les prix des concessions et des brevets par leur durée et on obtiendra la valeur annuelle. Celle-ci multipliée par le nombre d'années restant à courir donnera la valeur actuelle des concessions et brevets.

C'est cette valeur que l'on portera à l'actif du bilan. Si on voulait absolument tenir compte de la différence entre le prix d'acquisition et celui d'évaluation, on la porterait des deux côtés du bilan.

X. — LE FONDS DE COMMERCE

C'est ici que la valeur réelle est difficile à établir. Faisons toutefois une distinction entre le fonds que l'on a acheté et celui qu'on a créé soi-même.

Lorsqu'il s'agit d'un fonds acheté, on pourra, croyons-nous, le porter pour sa valeur d'achat si son rendement n'est pas inférieur à ce qu'il était au moment de l'acquisition.

En effet le prix du fonds de commerce est en fonction des revenus qu'il procure.

Supposons qu'un fonds de commerce accuse en moyenne un bénéfice annuel de 50.000 francs, nécessitant un capital de 100.000 francs, on peut évaluer sa valeur comme suit :

Bénéfices nets : 50.000 francs.

A déduire : intérêts du capital (le taux étant celui pratiqué par les banques pour les avances) de 100.000 francs = 10.000 francs.

Travail du propriétaire du fonds, estimé 20.000 francs par an.

Quoique le propriétaire du fonds ne puisse, au regard du fisc, déduire les appointements qu'il s'alloue, ni les intérêts de son capital, de ses bénéfices commerciaux, il doit toutefois tenir compte de ces éléments, pour apprécier la valeur du fonds.

En effet s'il plaçait son capital et s'il s'employait, au lieu de travailler pour son propre compte, il toucherait certains revenus.

Il est donc juste de les déduire de ceux procurés par le fonds.

Si on ajoute $10.000 + 20.000 = 30.000$ francs et si on les déduit des revenus du fonds, qui sont de 50.000 francs, on trouve que les revenus propres du fonds s'élèvent à 20.000 francs.

Or, pour avoir un revenu de 20.000 francs, il faut, par exemple, placer un capital de 200.000 francs. La valeur du fonds ne devrait donc pas dépasser ce chiffre. Elle devrait plutôt lui être inférieure. En effet, le placement dans le fonds court un risque, l'aléa de l'entreprise. Si donc on a payé le fonds 200.000 francs et si ses revenus ne sont pas supérieurs à 50.000 francs, on fera figurer le fonds de commerce au bilan pour son prix d'achat.

Si, par contre, les dits revenus diminuaient, on devrait calculer la valeur du fonds de commerce comme précédemment et la porter au bilan.

Dans ce cas, un poste à l'actif du bilan et un autre à son passif indiqueraient le montant de la moins-value, qui viendrait ainsi en déduction du bénéfice à distribuer.

Ce procédé est d'autant plus à recommander, que, si l'on en excepte les éléments matériels du fonds — qui seront évalués comme on l'a fait pour les marchandises — le fonds de commerce n'a pas de valeur intrinsèque. Il faut donc l'évaluer avec beaucoup de prudence.

Cette évaluation doit, dès le premier exercice, être inférieure au prix d'acquisition du fonds lorsqu'on est convaincu de l'avoir payé trop cher. C'est le cas, très souvent, lorsque le fonds est cédé moyennant la remise d'actions d'apport.

C'est le cas également lorsque les vendeurs, par des procédés déloyaux, en ont exagéré les revenus — en prenant la moyenne de plusieurs mois exceptionnellement prospères — au lieu de la moyenne des revenus de plusieurs années.

Mais, si le fonds au lieu de perdre de sa valeur en augmente, faudrait-il également le porter pour sa valeur réelle ?

C'est notre avis, le bilan devant toujours représenter la situation exacte de l'entreprise. Or, les revenus de l'affaire augmentant, le fonds de commerce gagne en importance, et si on voulait le céder, on le vendrait à un prix supérieur à son prix d'achat.

C'est par conséquent ce prix supérieur — calculé en fonction du rendement du fonds — que nous porterons au bilan.

Mais, pour ne pas distribuer la plus-value ainsi constatée, on l'inscrira dans un compte approprié du passif.

Exceptionnellement, dans le cas où la plus-value serait considérable et depuis longtemps acquise, on pourrait en distribuer une partie.

Prenons à présent le cas du fonds qu'on créerait soi-même :

Si on le cédait, on encaisserait bien en échange une certaine somme qui s'ajouterait aux sommes provenant de la vente des autres biens de l'entreprise.

Par conséquent la valeur réelle de l'entreprise doit être calculée en tenant compte de celle de son fonds.

Nous porterons donc le fonds créé par l'entreprise à son bilan, pour sa valeur calculée comme nous l'avons indiqué plus haut.

Mais cette valeur serait portée également au passif afin qu'elle ne soit pas distribuée.

XI. — ELEMENTS D'ACTIF NON PORTES AU BILAN

Ce sont l'organisation technique et commerciale, la clientèle, les procédés de fabrication, les produits futurs. Leur nature ne permet pas une évaluation directe mais ces éléments ont une importance très grande, c'est ainsi qu'on ne peut nier la valeur des dirigeants, ni celle du personnel et des traditions d'une entreprise à condition qu'il n'y ait pas routine.

SECTION II : BIENS IMAGINAIRES

On peut se poser, au sujet des biens imaginaires, la question de savoir s'il est vraiment nécessaire, non pas de créer des comptes qui les figurent, mais de les porter au bilan.

En effet, le bilan doit représenter la situation de l'entreprise. Or, celle-ci est en fonction aussi bien de ses créances et de ses dettes que de ses biens réels. Par contre, l'indication des biens imaginaires n'y change absolument rien. Dans ces conditions, pourquoi les représenter au bilan ?

On prétend que parmi les biens imaginaires, il y en a quelques-uns qui représentent une valeur réelle. Par exemple le compte « Frais de Premier Etablissement ».

Les frais portés à ce compte constituent une dépense, en même temps qu'indispensable, très utile, car ce sont eux qui ont permis à l'entreprise de se fonder et d'exercer son activité productrice.

Evidemment les frais de premier établissement n'ont pas de valeur vénale, ne pouvant pas être transformés en argent.

Mais il y a d'autres comptes à l'actif qui seraient difficilement transformés en argent liquide : le petit outillage, ou le mobilier par exemple.

Néanmoins on attribue à ces comptes une valeur à cause des services qu'ils rendent et qui, eux, ont de la valeur. Or, au même titre qu'eux, le compte « Frais de Premier Etablissement » ou le compte « Frais d'installation » ont rendu et rendent des services. Ils représentent par conséquent une valeur réelle.

Ce raisonnement nous paraît spécieux : en effet, les frais dépensés en outillage et en mobilier ont permis d'acquérir des biens matériels. Ces biens existent, peuvent être inventoriés — ils peuvent même, si besoin est — être vendus. On n'en tirera pas grand' chose. Ils ont donc une valeur réelle.

Tandis qu'on ne pourrait transformer en argent, si on le voulait, les comptes tels que « Frais de Premier Etablissement » qui englobent des dépenses dont il ne subsiste plus rien — comme ce serait le cas pour les frais d'enregistrement, par exemple.

La vraie raison pour laquelle on met au bilan les frais de premier établissement, c'est pour permettre de les répartir sur plusieurs exercices.

On peut, par cet artifice, distribuer des bénéfices, même en l'absence de tout bénéfice.

Il est curieux de constater que les auteurs qui préconisent le maintien, sur plusieurs exercices, du compte « Frais de Premier Etablissement » — qui permet la distribution de bénéfices fictifs — sont les mêmes qui s'ingénient, par des estimations arbitraires des biens de l'entreprise, à éviter la distribution de bénéfices imaginaires.

Quoi qu'il en soit, puisque le compte « Frais de Premier Etablissement » a pour but de permettre la répartition des frais sur plusieurs exercices, son maintien s'impose au bilan.

En effet, si on voulait le faire disparaître, on devrait le créditer par le débit du compte « Profits et Pertes ». Les bénéfices s'en trouveraient donc diminués. — or, c'est ce que l'on veut éviter en maintenant au bilan le compte dont il s'agit.

Les comptes de biens imaginaires sont encore créés par suite des nécessités de la comptabilité à parties doubles, qui veut, que lorsqu'on crédite un compte, on en débite un autre, et que le montant de tous les débits soit égal à celui des crédits.

Or, si l'on porte un emprunt obligataire pour son montant nominal — par exemple pour 100 millions de francs — au passif, alors qu'en réalité il n'a produit que 90 millions de francs nets, on est bien forcé de mettre la différence : soit les 10 millions à l'actif dans un compte imaginaire — que, dans l'espèce, on peut intituler « Primes de Remboursement ».

Comment passerions-nous les comptes imaginaires ?

Nous procéderions de la même manière qu'on le fait maintenant, c'est-à-dire que nous les porterions au bilan pour leur valeur telle qu'elle résulte des écritures.

Il n'y a pas, en effet, une autre manière de procéder. S'agissant en l'espèce de biens fictifs, il ne peut être question de leur appliquer un cours, — pas plus celui du jour, que celui de revient — car ils n'en ont pas.

Tout ce qu'on pourrait se demander, c'est s'il ne conviendrait pas de ne pas mélanger ces biens imaginaires avec les biens réels. C'est notre avis, nous le développerons plus loin.

CHAPITRE II

Evaluation préconisée des créances de l'Entreprise

Conformément à notre principe de faire exprimer au bilan la valeur réelle de l'entreprise, nous estimerons les créances de l'entreprise à leur valeur aussi exacte que possible.

Voici de quelle manière nous appliquerons notre principe en pratique :

I. — COMPTE CLIENTS

Pour calculer la valeur réelle de ce compte, il faut tout d'abord éliminer, parmi les clients, ceux à l'égard desquels nous avons des raisons de croire qu'ils ne nous paieront pas. Le montant des sommes dues par les clients ainsi éliminés sera débité au compte « Profits et Pertes ».

Il faut également déduire, dudit compte, les montants, dont, pour une raison ou une autre, on a réduit définitivement certaines créances. Ces montants passeront également au compte « Profits et Pertes ».

Enfin, il faut estimer la valeur de réalisation des créances douteuses. La différence entre la valeur nominale des créances et leur valeur de réalisation sera également à déduire du compte « Clients ». Cette différence, qui ne représente pas une perte certaine, — mais seulement éventuelle — ne passera pas en « Profits et Pertes » mais dans un compte du Passif, qui pourrait s'intituler « Provision pour créances douteuses ».

Le compte « Clients » restera finalement composé uniquement des sommes qui seront probablement payées.

Mais le montant de ces sommes, qui seront payées durant l'exercice suivant, ne représentent pas leur valeur réelle au jour de l'inventaire.

Supposons par exemple, qu'il s'agisse d'un total de 10 millions de francs payable le 28 Février de l'année prochaine. Ce total correspondrait, par exemple, à la valeur des ventes effectuées — fin Novembre — avec 3 mois de crédit.

Si au lieu de vendre à crédit, nous avions effectué la vente dont il s'agit au comptant, il est probable que nous aurions fait bénéficier nos clients d'une certaine réduction correspondant à l'escompte de caisse, pour paiement comptant, en usage dans le commerce.

Les clients ne nous auraient donc pas versé 10 millions de francs, mais une somme moindre. Dans ce cas, au lieu d'avoir, à l'actif un compte « Clients » de 10 millions de francs, nous aurions eu un compte « Banque » ou « Caisse » s'élevant à un chiffre légèrement inférieur.

L'actif aurait été réduit de la différence. Nous devons donc rétablir les faits, en diminuant le poste « Clients » de l'actif pour lui donner sa valeur réelle.

Si on ne le faisait pas, il apparaîtrait de ce chef un bénéfice supérieur à la réalité. En effet : le prix de revient des marchandises vendues 10 millions de francs étant, par exemple, de 9 millions, la différence ne représenterait un bénéfice net que si l'argent provenant de la vente était payé immédiatement.

Comme il n'est pas payé de suite, mais qu'il le sera plus tard, pendant l'année prochaine, il se peut que, au cours de l'exercice suivant, nous soyons obligés d'emprunter cet argent. Nous payerons, dans ce cas, des intérêts qui seraient supportés par l'exercice suivant. Or, si celui-ci a été obligé de faire des frais, c'est la faute de l'exercice précédent.

C'est à ce dernier donc qu'incombe ces frais. Son bénéfice sera moindre. Et pour que cela soit, le compte « Clients » sera réduit du montant de ces intérêts théoriques, (car il se peut qu'on se trouve dans l'obligation d'emprunter de l'argent).

On pourrait encore ajouter que si l'exercice suivant avait été en possession, dès son début, des sommes dont il s'agit, il aurait pu les faire fructifier. Ne les ayant pas obtenues, il est résulté pour lui un manque à gagner imputable à l'exercice précédent.

C'est donc celui-ci qui doit prendre en charge ce manque à gagner.

Ceci dit, il restera à savoir comment on calculera la somme qu'il faut déduire du compte « Clients ».

Pour y répondre, nous nous placerons dans l'hypothèse où nous aurions mobilisé notre créance et payé en conséquence des frais d'escompte, de timbre et de commission, où bien dans celle où nous aurions emprunté une somme équivalente à notre créance, ce qui nous aurait obligés à verser des intérêts débiteurs.

Dans les deux cas, les taux d'intérêt se rapprochent, le taux d'escompte, s'il est inférieur à celui des avances, est par contre majoré de frais de timbres des traites, des pertes de change et d'autres frais.

On calculera donc l'échéance moyenne des sommes qui nous sont

dues et on appliquera à leur total, le taux des avances tel qu'il est pratiqué en banque, à la date du bilan.

L'intérêt ainsi obtenu sera déduit du compte « Clients ». Comme il s'agit de garder la concordance entre les débits de la comptabilité et l'écriture qui les résume au bilan, on passera le montant de ces intérêts, des deux côtés du bilan, dans un poste approprié.

En procédant comme nous l'indiquons, le compte « Clients » représentera sa valeur réelle au jour du bilan.

Ce qui précède, suppose que l'on a assigné aux clients une date fixe pour le règlement des sommes qu'ils doivent.

Or, il n'en est pas toujours ainsi : lorsque nous ne savons pas quand les clients nous paieront, quoiqu'il s'agisse de clients dont nous sommes sûrs, car autrement on les rangerait dans la catégorie des clients douteux, nous calculerons approximativement la somme dont il faudra réduire le compte « Clients » pour le ramener à sa valeur actuelle.

Le compte « Clients », dans les banques, figure sous le poste « Comptes courants », « avances », etc...

Faut-il également diminuer ces comptes de l'intérêt calculé comme ci-dessus ?

Non. En effet, si on l'a fait pour le compte « Clients » des entreprises autres que les banques, c'est parce que celles-ci n'ont droit qu'au montant nominal des sommes qui leur sont dues par leurs clients.

Par contre, les banques perçoivent des intérêts pour les sommes qui leur sont dues. De sorte que l'exercice suivant n'encaissera pas seulement le montant nominal des créances, mais encore les intérêts courus depuis la clôture du bilan.

Pour cette raison, le montant nominal des comptes courants, à la date de l'inventaire, représente bien sa valeur réelle à cette époque.

II. — BANQUES

La valeur, au jour du bilan, de ce compte est égale à sa valeur nominale, plus les intérêts auxquels il a droit.

Or, l'arrêté de compte du banquier où il est fait état de ces intérêts, n'est établi qu'au courant du mois de janvier ou même plus tard.

Il faut donc que ces intérêts soient calculés par l'entreprise. Elle en déduira l'impôt de 18 % sur les créances.

L'entreprise a un certain avantage à procéder ainsi. Cela lui permet de vérifier l'arrêté de compte du banquier.

Toutefois, sur un point, les calculs ne seront pas d'accord. En effet : on ignore le quantum des commissions et frais perçus par le banquier.

De sorte que la somme à ajouter au compte « Banques » ne sera pas tout à fait exacte.

Il n'empêche que, de cete façon, ce compte représente un chiffre aussi proche que possible de sa valeur réelle.

III. — COMPTES-COURANTS

On procèdera de la même manière que nous l'avons proposé pour le compte « Clients ».

On fera la même distinction entre les comptes tenus par une banque et ceux tenus par une toute autre affaire.

IV. — COMPTES DEBITEURS DIVERS

Même solution que ci-dessus.

CHAPITRE III

Evaluation préconisée des dettes

SECTION I : *DETTES REELLES*

Ce sera toujours l'évaluation au cours du jour de l'inventaire.

I. — FOURNISSEURS

La valeur réelle, au cours du jour du bilan, de ce compte n'est pas celle qui résulte des écritures comptables. En effet, celles-ci n'en donnent que la valeur nominale :

Or, une somme devant être payée dans quelques mois, n'a pas la même valeur que celle, de même montant, devant être réglée immédiatement. Les sommes figurant au compte « Fournisseurs » doivent être payées — non pas au jour de l'inventaire — mais plus tard, au cours de l'exercice suivant.

Elles n'ont donc pas la valeur indiquée par leur montant. Si les dites sommes doivent être payées à des dates déterminées, on prendra leur échéance commune et on leur appliquera ensuite, pour en calculer l'intérêt, le taux des avances.

C'est cet intérêt qui sera à déduire du compte « Fournisseurs » pour en avoir la valeur au cours du jour.

Si les sommes dont il s'agit ne doivent pas être réglées à des

dates déterminées à l'avance, on leur fixera comme date de paiement, celle qui paraîtra la plus probable, et les intérêts à déduire seront calculés en tenant compte de cette date.

On les portera à l'actif et au passif du bilan.

En évaluant le compte des « Fournisseurs », il ne faudra pas oublier de tenir compte, non seulement des escomptes et rabais qu'ils nous ont accordés — et dont ils sont débités — mais encore des escomptes et rabais à accorder et relatifs à des marchandises livrées au cours de l'exercice écoulé. On le fera en en diminuant la valeur du compte « Fournisseurs ».

II. — EFFETS À PAYER

De même que la valeur, au jour de l'inventaire, du compte « Effets à Recevoir » n'est pas représentée par son montant nominal, de même le chiffre du compte « Effets à Payer » donné par la comptabilité n'est pas l'expression de sa réelle valeur.

Les « Effets à Payer » seront à régler au cours de l'exercice suivant, pour leur valeur nominale. Cette valeur nominale se confondra avec la valeur réelle au jour du paiement, elle lui sera supérieure avant cette date.

Il en résulte que le compte « Effets à payer » doit subir une certaine réduction si l'on désire obtenir l'expression exacte de sa valeur au jour du bilan.

Quel sera le quantum de cette réduction ?

Nous la déterminerons en calculant d'abord l'échéance moyenne des effets à payer. Nous appliquerons ensuite comme taux, celui des avances (même taux par conséquent que celui que nous avons proposé pour le calcul de la réduction à apporter au compte « Fournisseurs » les sommes figurant sous la rubrique « Effets à Payer » représentent, aussi bien que celles se trouvant au crédit des « Fournisseurs », le montant de ce qui est dû à ces derniers).

Avec ces données, on trouvera l'intérêt théorique à déduire du compte « Effets à Payer », celui-ci ne figurera plus au bilan que pour la différence.

Quant à l'intérêt dont il s'agit, on le portera des deux côtés du bilan afin de maintenir la concordance entre le chiffre du compte « Effets à Payer » donné par la comptabilité et les chiffres du bilan (où ledit compte se trouvera sous deux rubriques : 1° sous le compte Effets à payer pour son montant réel; 2° sous le compte représentant l'intérêt dont il a été question plus haut).

III. — CLIENTS

Le solde du compte « Clients » est ordinairement débiteur et, comme tel, figure à l'actif du bilan, les clients restant débiteurs des marchandises qu'on leur a livrées et qu'ils n'ont pas encore réglées.

Il peut toutefois ressortir créditeur si les clients ont versé des acomptes dont on les a crédités sur des commandes qui n'ont pas encore été exécutées.

Dans cette hypothèse, le solde du compte « Clients » apparaîtra créditeur. Il se trouvera par conséquent au passif du bilan.

C'est le cas que nous examinerons ici :

On se rend compte que le solde créditeur du compte « Clients » ne sera une dette effective que si les commandes ne sont pas livrées. Mais dans ce cas, on aura peut-être à payer, en plus des sommes versées par les clients — qui ne constitueront qu'une restitution — des dommages-intérêts pour non exécution du contrat.

Toutefois, comme les sommes du compte « Clients » correspondent à des versements effectifs, si on se bornait à débiter la caisse, ou un autre compte à l'actif, de leur montant, sans en créditer un compte du passif — ce qui est du reste impossible en raison de la comptabilité à parties doubles — il apparaîtrait au bilan un bénéfice non réel. C'est pourquoi on a un compte créditeur clients.

Quant à l'estimation de ce compte « Clients », elle ne pourra être faite qu'à la valeur dudit compte telle qu'elle résulte des écritures.

Si l'on objectait que ces sommes, ayant été reçues avant la date du bilan, — leur valeur à cette date devrait être supérieure à celle donnée par les écritures par la même raison pour laquelle les sommes payées après la date du bilan sont inférieures à leur valeur nominale à cette date — on répondrait ceci :

Les sommes versées par les clients au titre d'acomptes ne sont pas productives d'intérêts, sauf, bien entendu, exception. Par conséquent, leur valeur nominale est égale à leur valeur réelle.

Quant au bénéfice qu'en a retiré l'entreprise de l'emploi de ces sommes versées d'avance, il a été porté dans un compte de l'actif. Il n'y a pas lieu, par conséquent, de s'en occuper ici.

IV. — BANQUES

Si les comptes créditeurs des clients ne sont pas productifs d'intérêts, il faut, par contre, en servir aux sommes que l'on doit aux banques. Dans ces conditions, la valeur, au jour du bilan, du compte « Banques » est égale à sa valeur nominale, plus les intérêts dûs à ce jour.

On calculera donc ces intérêts pour les ajouter au compte « Banques ». Ce total ainsi obtenu ne sera toutefois pas l'expression exacte de la somme due aux banques au jour de l'inventaire.

En effet, il y a des commissions et d'autres menus frais qui viennent grever ce compte. On ne les connaîtra d'une manière précise que du jour de la réception de l'arrêté de compte des banques.

Mais les dits frais ne montent généralement pas à des chiffres élevés.

De sorte que le compte « Banques » tel que nous avons proposé de l'établir plus haut, représentera à peu de chose près sa valeur réelle au jour du bilan.

V. — FRAIS A PAYER

Ce sont les frais correspondant à des dépenses dont a profité l'exercice écoulé et qui ne seront réglées que pendant l'exercice suivant. Ces frais représentent bien une dette réelle : les sommes que nous aurons à payer pour ces frais.

On portera ces frais à payer pour le chiffre qui sera donné par la comptabilité.

VI. — EMPRUNT OBLIGATAIRE

Nous nous élevons contre la pratique qui veut que le montant de cet emprunt soit inscrit pour sa valeur nominale.

Elle a pour effet de porter au passif de l'entreprise une somme dépassant celle qu'elle doit réellement au moment du bilan — le montant nominal n'étant dû qu'à l'échéance du prêt obligataire.

On a tenté de justifier ce procédé en alléguant que les faillies sont déchus du bénéfice du terme et qu'en conséquence si l'on voulait connaître la valeur des sommes dues par l'entreprise, en cas de liqui-

dation, on devrait tenir compte de la valeur nominale de la dette obligataire.

Or, il n'en est rien : Ce qui est vrai pour les dettes à court terme ne l'est pas pour les dettes — telles que les dettes obligataires — qui sont à long terme. Les Tribunaux ont eu l'occasion de se prononcer en ce sens :

« Les plus anciennes décisions de cette jurisprudence que nous
« connaissons sont celles qui ont été rendues à propose de l'admis-
« sion au passif d'obligations de chemin de fer secondaire de l'ancien
« groupe PHILIPPART : ORLÉANS à CHALONS, ORLÉANS à ROUEN,
« CHARENTES, VENDÉE. A ce moment, les obligataires n'ont été admis
« au passif de la faillite qu'à raison de la somme qu'ils avaient ver-
« sée — retenez bien cela — lors de la souscription des obligations,
« augmentée de la portion acquise de la prime de remboursement à
« laquelle ils avaient droit, c'est-à-dire de la portion acquise de la
« différence entre le prix de souscription et le nominal des obliga-
« tions.

« Du reste, dans les temps plus rapprochés de nous, lors de la
« liquidation judiciaire de la compagnie des chemins de fer de la
« province de SANTA-FE, les obligations qui n'ont pas été échangées,
« sur le désir de leurs porteurs, contre des titres d'un type nouveau,
« à intérêt variable, n'ont été également admises au passif, pour re-
« cevoir leur règlement en annuités, que pour un montant calculé
« comme je viens de vous le dire (1). »

Le fait de porter à l'actif du bilan le compte « Primes de Rembour-
sement », représentant la différence entre le montant nominal de l'em-
prunt et les sommes encaissées, n'empêche pas l'entreprise d'avoir des
bilans faux et même d'accuser des bénéfices plus élevés qu'ils ne le
sont en réalité (2).

« Pour parer à ces inconvénients il faut faire l'ouverture d'un
« compte courant de l'emprunt, comme s'il s'agissait d'un emprunt
« contracté auprès d'une seule personne ou société (3).

« Alimentation de ce compte au crédit, sur les charges de l'exer-
« cice, pour les intérêts calculés au taux réel qui comprend à la fois
« le montant des coupons et la reconstitution de la prime de rembour-

(1) « Comptabilité des emprunts à long terme ». Causerie du 24 avril 1926 par M. DUFOURCQ-LAGELOUSE, Vice-Président de la Société, page 50 du « Bulletin n° 26 de la Société de Comptabilité de France ».

(2) Voir pour ces questions les ouvrages de MM. DUFOURCQ-LAGELOUSE et GALBRUN : « La Comptabilité des emprunts à long terme ». Le premier traduit en langage comptable le texte actuariel du second.

(3) C'est-à-dire porter cet emprunt pour son montant net, par conséquent sans tenir compte de la prime, mais sans en déduire toutefois les frais d'emprunt.

« sement, et au débit pour les sommes affectées au service des coupons et à celui des remboursements d'obligations (1).

Nous partageons cette manière de voir et nous préconisons l'emploi de la solution proposée plus haut, parce que mathématique et juridique, pour l'inscription au passif du bilan du compte de l'emprunt obligataire.

En vue de la garantie des obligataires, le montant de la dette obligataire ne doit pas être supérieur au capital-actions, sinon ces obligataires subviendraient aux pertes du capital-actions et les obligataires deviendraient en fait des actionnaires à bénéfice limité supportant tous les risques de l'entreprise, car les obligataires ne touchent que l'intérêt du capital engagé et non le bénéfice destiné à payer le risque couru (2).

VII. — DIVIDENDES

Il s'agit des dividendes dûs et non encore distribués. C'est une dette envers les actionnaires, qui sera portée pour sa valeur nominale, n'étant pas productive d'intérêts.

VIII. — CREDITEURS DIVERS

On s'inspirera, pour en trouver la valeur réelle qui doit être portée au bilan, des procédés que nous avons suggérés pour l'évaluation du compte « Fournisseurs ».

Fidèle à notre principe d'établir un bilan conforme à la situation exacte de la maison, nous avons essayé, dans les pages qui précèdent, d'évaluer tous ses postes en leur donnant des valeurs aussi proches que possible de la réalité.

Il nous reste enfin à examiner les dettes imaginaires.

(1) Causerie de M. DUFOURCQ-LAGELOUSE du 24 avril 1926 à la Société de Comptabilité de France. « Bulletin n° 26 op. cit., page 59 ».

(2) Comme principe juridique, l'interdiction à une Société d'émettre des obligations pour un chiffre supérieur à son capital-actions, n'existe que dans l'article 28 de la loi du 31 juillet 1913 pour les Sociétés de chemin de fer d'intérêt local. Voir THALLER et PERCEROU « op. cit. », N° 716.

SECTION II : DETTES IMAGINAIRES

On a vu que la création de beaucoup de comptes de « Dettes Imaginaires » a été rendue nécessaire parce que l'actif a été évalué à un chiffre dépassant beaucoup sa valeur réelle.

Ainsi les comptes « Amortissement » sont créés pour réduire à leur juste valeur les comptes « Immeubles » « Matériel », etc..., estimés à une valeur qui ne tient pas compte de leur dépréciation.

D'autres comptes figurent au passif, non pas, parce qu'ils représentent une dette réelle de l'entreprise mais parce qu'ils comprennent le montant des valeurs confiées à l'entreprise en qualité de mandataire, et pour lesquelles elle encourt donc la responsabilité du mandataire, celle-ci découlant, dans la majorité des cas, d'une négligence ou d'une faute grave.

Il en est ainsi du compte « Clients leurs comptes encaissements » par exemple. Celui-ci correspondant au montant des effets qui ont été remis à l'entreprise — une banque généralement — à charge de les encaisser (on sait d'autre part que le montant des effets reçus en recouvrement, figure à l'actif sous le compte « Portefeuille Encaissements »).

En portant donc au passif du bilan au compte « Clients leurs comptes encaissements » une somme de 20 millions de francs par exemple, on saura qu'une entreprise est responsable de l'encaissement d'un montant de 20 millions de francs d'effets.

Ce que nous disons du compte « Clients, leurs comptes encaissements » peut s'appliquer aux comptes « Titres en Dépôt », « Portefeuille nantissement », etc...

En portant ces comptes au bilan, on a voulu mettre sous les yeux, non seulement le montant des sommes dues par l'entreprise, mais encore celui des valeurs dont elle peut être tenue pour responsable à un titre quelconque.

Le bilan ne devant représenter que la situation actuelle de l'entreprise et non celle qu'elle pourra acquérir, à cause des opérations en germe, nous croyons qu'on pourrait supprimer du bilan, les comptes du genre « Clients leurs comptes encaissements ».

Si on les y maintenait, il faudrait avec encore plus de raison faire figurer au bilan d'autres comptes qui n'y sont pas portés ordinairement et qui engagent d'une manière autrement forte, la responsabilité de l'entreprise.

Au premier rang de ces comptes à mentionner serait celui qui indiquerait le montant des effets en circulation et portant l'endos de l'entreprise, car s'ils ne représentent pas une dette, ils contiennent tout au moins un risque.

En effet, celles d'entre ces traites qui ne sont pas payées, peuvent

nous être retournées, nous devons alors les rembourser, sans être sûrs de rentrer dans l'argent ainsi exposé.

Nous ne prétendons pas que l'entreprise doive prendre en charge tous ces effets. Elle devrait, tout au moins, les mentionner dans un compte au passif, avec pour balance, un compte de même montant à l'actif.

On le fait bien pour d'autres comptes, engageant moins la responsabilité de l'entreprise, on peut donc le faire pour celui-là.

Un autre compte à créer serait celui qui mentionnerait le montant correspondant aux versements à faire sur les titres non libérés.

Dans ce cas la Société a contracté un engagement qu'elle est tenue d'exécuter. En Belgique et en Angleterre, mention est faite de cette obligation, soit dans le bilan, soit en marge du bilan.

Lorsqu'on appelle les quarts sur ces titres — ou en cas de faillite — il faut bien les libérer. Où figure cette obligation ? Nulle part.

Il serait donc recommandable de porter au bilan, au passif, dans un compte qu'on appellerait « Portefeuille ou Titres à libérer » le montant correspondant aux versements de libération.

La contre-partie de ce compte se trouverait à l'actif dans un compte qui pourrait s'appeler « Titres non libérés ».

Au fur et à mesure des versements de libération, ces deux comptes diminueraient.

Les écritures dans ce cas seraient les suivantes :

Titres à libérer	100.000
à Caisse	100.000
montant des versements effectués sur tels titres.	
et Titres	100.000
à Titres non libérés	100.000
libération des... quarts sur... titres.	

Un compte à créer serait encore celui qui comptabiliserait les commandes passées et non encore exécutées.

Supposons qu'on ait passé une commande relative à un achat de 1 million de francs de marchandises. La commande est ferme, elle sera livrée et devra être payée l'exercice suivant.

L'entreprise a donc contracté de ce fait un engagement. De plus, cet engagement pourrait lui être préjudiciable, si dans l'intervalle les marchandises, dont il s'agit, perdaient de leur valeur par suite d'une baisse des prix.

Ce sont là des éventualités dont il faut tenir compte et qui sont au moins aussi intéressantes que le montant des effets qu'on est chargé d'encaisser.

C'est pourquoi nous proposons la création d'un compte qu'on appellerait par exemple « Marchandises à Recevoir » figurant à l'actif

et ayant pour contre-partie, au passif du bilan, le compte « Fournisseurs » ou « Factures à payer ».

En ce qui concerne les comptes figurant actuellement au bilan, en représentation des dettes imaginaires, nous n'avons pas grand'chose à en dire, sauf toutefois pour ce qui est relatif au compte « Capital ».

Nous ferons, en ce qui concerne ce compte la même observation que nous avons formulée en traitant du bilan tel qu'il est, à savoir qu'il ne représente pas tout à fait une dette imaginaire.

C'est si l'on veut une dette à très long terme, n'étant pas exigible durant l'existence sociale de la Société.

Le compte « Capital » est actuellement mentionné pour son montant nominal, étant donné qu'on se réserve de faire figurer à l'actif, dans un autre compte, le compte « actionnaires » par exemple, la partie du capital non versée.

Nous préférierions porter le compte « Capital » seulement pour les montants versés. Ainsi il représentera — conformément à nos principes — sa réelle valeur.

Rien ne nous empêchera d'ailleurs de créer un autre compte « Capital à libérer » qui s'ajoutant au compte « Capital » donnerait le chiffre nominal — tel qu'exigé par la loi — du capital de l'entreprise.

De plus le bilan devrait faire connaître sous le poste capital le nombre, le prix nominal et le montant des actions d'apport, de capital et des actions privilégiées.

CHAPITRE IV

Présentation préconisée des résultats de l'Exercice

Elle tient en une seule formule : nous voulons que le compte présentant les résultats de l'exercice soit l'exacte traduction des bénéfices ou des pertes propres à l'exercice dont il s'agit. Ces bénéfices ou ces pertes pourront du reste être le fait, aussi bien des opérations de l'entreprise que des plus-values ou des moins-values de son actif.

Mais les résultats des opérations de l'entreprise de même que les plus-values ou moins-values dont il est question seront propres à l'exercice dont il faut établir le bilan.

Ils ne seront pas confondus avec des plus-values ou des moins-values précédentes, ni avec les résultats des exercices antérieurs.

C'est assez dire que ce compte des résultats de l'exercice ne sera pas représenté, sauf pendant le premier exercice par la différence entre l'actif et le passif du bilan ou inversement — pas même par la différence entre l'actif et le passif réels — à plus forte raison ne sera-t-il pas la différence entre un actif et un passif composés d'éléments non homogènes.

Pour établir ce compte de résultats de l'exercice, plaçons nous à deux moments différents : 1° à la fin du premier exercice et 2° à la fin d'un des exercices suivants :

1° A la fin du 1^{er} exercice, nous ferons le total des biens réels et des créances et celui des dettes de l'entreprise évalués — comme toujours — au cours du jour.

La différence entre ces deux totaux nous donnera les résultats du 1^{er} exercice.

Cette différence se confondra-t-elle avec le compte « Profits et Pertes » ? Nullement.

En effet, on porte au compte « Profits et Pertes » les sommes à distribuer, à titre de bénéfices.

Or, les sommes à distribuer, à titre de bénéfices peuvent être inférieures aux bénéfices de l'exercice. C'est ce qui arrive lorsqu'on

met de côté une partie des bénéfices dans des comptes de réserve ou autres comptes du passif.

Les sommes figurant au compte « Profits et Pertes » peuvent aussi être supérieures aux bénéfices de l'année.

C'est ce qui arrive lorsqu'on distribue, à titre de bénéfices, non seulement ceux réalisés pendant l'exercice écoulé, mais encore une partie des bénéfices réalisés pendant les exercices et mis en réserve.

Par conséquent les « Résultats de l'exercice » et les « Profits et Pertes » de l'exercice sont choses distinctes.

Ainsi donc, les résultats du 1^{er} exercice seront donnés par la différence de l'actif et du passif purgés de tous les biens imaginaires.

Sur les sommes correspondant aux dits résultats de l'exercice, on prélèvera une partie qu'on mettra en réserve dans divers comptes de « plus-value », « Provision » « Réserves Diverses », etc... du passif.

Le reliquat seul correspondant aux bénéfices à distribuer figurera au compte « Profits et Pertes ».

2° A la fin du 2^e exercice, la différence entre l'actif réel et le passif réel du bilan, nous donnera le montant des bénéfices réalisés par l'entreprise.

Mais comme sur ces bénéfices, il y en a qui ont été réalisés et mis de côté à la fin du 1^{er} exercice, on en tiendra compte pour les déduire du montant ci-dessus.

La différence représentera les résultats du 2^e exercice.

Par ce moyen, on distinguera nettement les résultats de l'exercice du bénéfice réalisé par l'entreprise à un moment donné.

Quant au compte « Profits et Pertes » il se composera uniquement des sommes à distribuer à titre de bénéfices.

A la fin de l'un des exercices suivants on fera également la différence entre l'actif réel et le passif réel du bilan.

On retranchera du montant ainsi obtenu la totalité des bénéfices mis de côté, pendant les exercices antérieurs. La différence donnera les résultats propres à l'exercice dont il s'agit.

Si les résultats d'un exercice, se traduisent par une perte, celle-ci apparaîtra nettement. En effet, dans ce cas, la différence entre l'actif et le passif réels sera inférieure au montant des bénéfices mis en réserve et provenant des exercices antérieurs.

Appuyons cette théorie par des exemples :

Supposons qu'il s'agisse d'une maison au capital de 20 millions de francs, qui fait pendant son 1^{er} exercice les opérations suivantes :

Achat de marchandises pour 10 millions de francs; titres 4 millions de francs; immeubles, 6 millions de francs; terrains, 3 millions de francs.

Supposons également qu'au moment d'établir son inventaire, elle possède :

Espèces en caisse	500.000 francs
Espèces en Banque	6.000.000 francs
Créances sur les clients	2.500.000 francs
et qu'elle doive aux Fournisseurs	
	3.000.000 francs

Toutes ses créances et ses dettes sont évaluées à leur valeur réelle au jour du bilan.

Enfin l'entreprise dont il s'agit, possède un stock de marchandises valant 1.500.000 francs.

Le chiffre de ses ventes a été de 9.000.000 de francs.

La valeur actuelle de ses biens est de :

5.000.000	pour les titres,
3.600.000	pour les terrains,
5.800.000	pour les immeubles.

Le bilan sera dressé comme suit :

ACTIF		PASSIF	
Caisse francs fran- çais	500.000 »	Capital	20.000.000 »
Banques locales, francs français...	6.000.000 »	Fournisseurs	3.000.000 »
Clients	2.500.000 »	Total du passif réel	23.000.000 »
Titres ..	5.000.000 »	Excédent de l'actif	
Marchandises	1.500.000 »	sur le passif :	
Immeubles	5.800.000 »	24.900.000	
Terrains	3.600.000 »	— 23.000.000	
Total de l'actif réel	24.900.000 »	Bénéfice	1.900.000
Immeubles moins- value	200.000 »	Provision plus-va- lue Titres	1.000.000 »
		Provision plus-va- lue Terrains	600.000 »
		Réserves	100.000 »
		Provision moins- value immeubles..	200.000 »
		Profits et Pertes ...	200.000 »
	25.100.000 »		25.100.000 »

Les bénéfices de l'exercice s'élèvent à 1.900.000 francs. Ils proviennent :

1° De la vente des marchandises :

Prix d'achat	10.000.000	»	
Valeur du stock restant	1.500.000	»	
Prix des marchandises vendues	8.500.000	»	
Chiffre de vente	9.000.000	»	
D'où bénéfice	500.000	»	500.000 »
2° Plus-value des titres			1.000.000 »
3° Plus-value des terrains			600.000 »
Total			2.100.000 »

Total dont il faut retrancher :

Moins-value immeubles	200.000	»	
D'où bénéfice	1.900.000	»	

comme ci-dessus.

Toutefois, le compte « Profits et Pertes » ne s'élève qu'à 200.000 francs, ce qui prouve bien qu'il est différent des résultats de l'exercice avec lesquels, par conséquent, il ne faut pas le confondre.

Supposons que pendant le deuxième exercice, la même entreprise achète pour 15 millions de francs de marchandises et que son chiffre de vente se monte à 16 millions, que son stock au jour de l'inventaire vaille 3 millions de francs, qu'elle ait en caisse 1 million et chez les banquiers 3 millions.

Supposons également que ses clients lui doivent 5.800.000 francs, qu'elle ait de plus 2.000.000 d'effets à recevoir, que ses titres valent seulement 4.500.000 francs, que ses immeubles et ses terrains aient pour valeur respectivement 5.600.000 francs et 3.700.000 francs, qu'elle doive 4 millions de francs à ses fournisseurs et qu'elle ait pour un million d'effets à payer. Voici le bilan.

ACTIF

Caisse francs français	1.000.000	»
Banques locales, francs français ..	3.000.000	»
Effets à recevoir ...	2.000.000	»
Clients	5.800.000	»
Titres	4.500.000	»
Marchandises	3.000.000	»
Immeubles	5.600.000	»
Terrains	3.700.000	»
Total de l'actif réel	28.600.000	»
Immeubles moins-value	400.000	»

PASSIF

Capital	20.000.000	»
Fournisseurs	4.000.000	»
Effets à payer	1.000.000	»
Total du passif réel	25.000.000	»
Excédent :		
Actif ... 28.600.000		
sur le		
Passif ... 25.000.000		
Bénéfice à ce jour, 3.600.000		
dont bénéfices antérieurs mis de côté 1.700.000		
Bénéfices de l'exercice 1.900.000		
Provision plus-value titres	500.000	»
Antérieure re 1.000.000		
Moins-Value exercice , 500.000		
Reste 500.000		
Provision plus-value terrain	700.000	»
Antérieure, 600.000		
De l'exercice 100.000		
Total 700.000		
Réserves	700.000	»
Antérieure, 100.000		
De l'Exercice 600.000		
Total ... 700.000		
Provision moins-value immeubles..	400.000	»
Antérieure, 200.000		
De l'exercice 200.000		
Total 400.000		
Profits et Pertes ...	1.700.000	»
29.000.000	»	29.000.000 »

On se rend compte que dans notre bilan les résultats de l'exercice sont distincts, de la différence entre l'actif et le passif réels et qu'ils ne se confondent pas non plus avec le compte « Profits et Pertes ». Les bénéfices de l'exercice s'élèvent à 1.900.000 francs, dont :

1° Bénéfices provenant de ventes marchandises	2.500.000	»
Prix d'achat	15.000.000	»
Valeur stock précédent	1.500.000	»
	16.500.000	»
A déduire valeur du stock actuel.....	3.000.000	»
Coût des marchandises vendues	13.500.000	»
Prix de vente	16.000.000	»
Bénéfices	2.500.000	»
2° Plus-value des terrains	100.000	»
Total.....	2.600.000	»
A déduire :		
a) Baisse sur les titres, ce qui représente par rapport à l'exercice précédent une moins-value de.....	500.000	»
b) Moins-value immeubles	200.000	»
	700.000	»
	700.000	»
D'où la différence de	1.900.000	»
trouvée plus haut.		
La différence entre l'actif et le passif réels est de	3.600.000	»
Elle représente :		
Plus-value des titres à ce jour	500.000	»
Plus-value à ce jour des terrains	700.000	»
Bénéfices sur marchandises :		
Premier exercice	500.000	»
Deuxième exercice	2.500.000	»
Total	4.200.000	»
4.200.000		»
dont il faut retrancher les bénéfices distribués pendant le premier exercice, chiffre figurant au compte « Profits et Pertes » de cet exercice, soit	200.000	»
Moins-value (ou si l'on veut, amortissement) des immeubles à ce jour	400.000	»
A déduire, total	600.000	»
Il reste donc	3.600.000	»
chiffre trouvé plus haut.		

Nous ferons remarquer :

1° Que nous avons inscrit les sommes représentant la moins-value immeubles correspondant à leur usure, sous des postes qui n'ont pas le même nom. Nous avons appelé l'un « Immeubles Moins-value » et l'autre « Provision Moins-value Immeubles ». Si ces sommes avaient été portées sous un même compte, elles se seraient annulées et n'auraient figuré ni au passif ni à l'actif.

2° Nous avons provisoirement gardé, pour la clarté de l'exposition la dénomination en usage pour certains comptes, nous avons procédé ainsi avec le compte « Effets à recevoir » que rationnellement, on doit diviser en plusieurs (voir ce que nous avons dit à la 1^{re} partie de notre travail, chapitre V, Section I, « Portefeuille Effets »).

3° Nos exemples démontrent que :

a) les résultats de l'exercice;

b) la différence entre l'actif et le passif du bilan;

et c) le compte « Profits et Pertes »;

sont des entités distinctes.

4° Nous avons viré, au cours du 2^e exercice, une somme de 600.000 francs aux réserves, le total des bénéfices mis de côté à la fin du 2^e exercice se monte à 1.900.000 francs (500.000 francs de plus-value titres; 700.000 francs de plus-value terrain et 700.000 francs Réserves), le total des bénéfices mis de côté à la fin du 1^{er} exercice se montait à 1.700.000 francs (plus-value Titres 1.000.000 francs; plus-value terrains 600.000; Réserves 100.000 francs).

De sorte que le total des bénéfices, mis de côté à la fin du 2^e exercice, ne dépasse que de 200.000 francs, celui qui aurait été mis de côté à la fin du 1^{er} exercice.

Or, si la somme mise au compte « Réserves » à la fin du 2^e exercice au lieu d'être de 600.000 francs aurait été seulement de 400.000 francs, le total des bénéfices mis de côté à la fin du 2^e exercice aurait été le même que celui du 1^{er} exercice.

Si la somme dont il s'agit avait été inférieure à 400.000 francs, le montant des bénéfices mis de côté à la fin du 2^e exercice aurait été inférieur à celui du 1^{er} exercice.

Dans ce cas, le compte « Profits et Pertes » aurait été supérieur aux bénéfices de l'exercice. Le Résultat apparaît clairement. Si la somme mise en réserve avait été de 200.000 francs par exemple, le compte « Profits et Pertes » se serait élevé à 2.100.000 francs, alors que les bénéfices de l'exercice ne sont que de 1.900.000 francs. On aurait donc distribué un montant de bénéfices supérieur à celui réalisé au cours de l'exercice.

C'est ce que met en évidence notre manière d'établir le bilan.

Supposons que, à la fin du 3^e exercice, l'entreprise devienne déficitaire, sa situation se présentera comme suit :

Marchandises achetées..	12.000.000	En caisse	500.000
Marchandises vendues ..	10.000.000	En banque	3.600.000
Stock à l'inventaire ...	4.000.000	Clients débiteurs	4.000.000
Effets à recevoir	2.000.000	Effets à payer	3.000.000
Fournisseurs	4.000.000	Immeubles	5.400.000
Terrains valeur actuelle	2.500.000	Titres valeur actuelle...	3.000.000

Le Bilan sera établi comme suit :

ACTIF		PASSIF	
Caisse	500.000	Capital	20.000.000
Banques	3.600.000	Fournisseurs	4.000.000
Effets à recevoir	2.000.000	Effets à payer	3.000.000
Clients	4.000.000	Total du passif réel ...	27.000.000
Titres	3.000.000	Ex. passif... 27.000.000	
Marchandises	4.000.000	sur l'actif... 25.000.000	
Immeubles	5.400.000		
Terrains	2.500.000	Perte à ce	
Total actif réel	25.000.000	jour	2.000.000
Immeubles moins-value	600.000	dont bénéf.	
Titres moins-value ...	1.000.000	ant. mis de	
Plus-Value		côté	1.900.000
antérieure, 500.000		Perte de l'ex. 3.900.000	
Moins-Value			
exercice .. 1.500.000		d'où la diff. 2.000.000	
d'où la diff. 1.000.000		Réserves	1.900.000
Terrains moins-value...	500.000	Antérieure ... 700.000	
Plus-Val. ant. 700.000		de l'exercice. 1.200.000	
Moins--Value			
exercice. .. 1.200.000		Provision moins--value	
d'où la diff.. 500.000		immeubles	600.000
Profits et Pertes	3.900.000	Antérieure ... 400.000	
		De l'exercice... 200.000	
		600.000	
		Prov. moins-val. Titr.	1.000.000
		Prov. m.-val. terrains.	500.000
	31.000.000		31.000.000

Remarquons que pour éviter une diminution du montant des sommes précédemment prélevées sur les bénéfices et mises de côté nous avons été obligés de constituer un fonds de réserve de 1.900.000.

De cette manière le compte « Profits et Pertes » apparaît débiteur, pour un chiffre égal à celui de la perte éprouvée pendant l'exercice.

Si nous avons viré à la réserve, une somme inférieure à celle que nous y avons passé, le compte « Profits et Pertes » aurait été inférieur à la perte éprouvée pendant l'exercice. Cette perte est nettement indiquée pour son montant réel.

Supposons enfin, que pendant le 4^e exercice, l'entreprise ait réalisé des bénéfices, mais qu'elle continue à rester déficitaire. Elle a acheté pour 8.500.000 francs de marchandises, elle en a vendu pour 10 millions. Elle possède d'autre part : en caisse 1 million; en Banque 2 millions; des effets à recevoir pour 3 millions; créances sur ses clients pour 1.600.000; des titres pour 3.500.000; des marchandises pour 3 millions; des immeubles pour 5.200.000 francs et des terrains pour 3 millions. Elle doit par contre 2 millions de francs aux fournisseurs et 1 million pour les effets à payer.

Voici son bilan :

ACTIF		PASSIF	
Caisse	1.000.000	Capital	20.000.000
Banque	2.000.000	Fournisseurs	2.000.000
Effets à recevoir	3.000.000	Effets à payer	1.000.000
Clients	1.600.000	Total du passif réel.....	23.000.000
Titres	3.500.000	Excédent du	
Marchandises	3.000.000	passif réel.. 23.000.000	
Immeubles	5.200.000	sur l'actif... 22.300.000	
Terrains	3.000.000		
Total de l'actif réel ...	22.300.000	Perte à ce	
Immeubles moins-value..	800.000	jour	700.000
Titres moins-value ...	500.000		
Moins-Value		Perte antér^{re} 2.000.000	
antérieure..	1.000.000	Bénéf. de l'ex. 1.300.000	
Plus-Value			
exercice. ..	500.000	d'où la différ. 700.000	
D'où la différ. 500.000			
Terrains :		Réserves	1.900.000
Moins-Value		Antérieure 1.900.000	
précéd. ...	500.000	De l'exercice : néant.	
Plus-Value		Provision moins-value	
exercice. ..	500.000	immeubles	800.000
D'où la différ. 000.000		Antérieure, 600.000	
Profits et Pertes	2.600.000	De l'exerc. 200.000	
		Total	800.000
		Provision moins-value	
		titres	500.000
		Antérieure, 1.000.000	
	26.200.000		26.200.000

Nous remarquerons que nous avons gardé le même montant au compte « Réserves » afin de faire virer tout le bénéfice de l'exercice qui s'élève à 1.300.000 francs au compte « Profits et Pertes », celui-ci passe de 3.900.000 à 2.600.000 francs.

Quoique l'entreprise soit encore déficitaire, il apparaît toutefois clairement sur notre bilan que les résultats de l'exercice se sont traduits par des bénéfices.

Si, au cours du troisième exercice, le capital avait été entamé, aurait-on pu distribuer les bénéfices obtenus dans les exercices suivants ? Oui, mais en réduisant le capital (1).

En résumé, notre manière de présenter les résultats de l'exercice a pour effet de les faire ressortir des résultats de l'exploitation ainsi que du compte « Profits et Pertes » et d'éviter aussi des compensations implicites entre ces divers chiffres. Elle permet de constater quels ont été réellement les bénéfices ou les pertes de l'année, ce qui est plein d'enseignement pour l'avenir de la société.

On peut certainement élever des objections contre cette manière de procéder : il en est une d'ordre fiscal. D'après les lois fiscales, on sait que le bilan est communiqué aux agents du fisc pour en déterminer le bénéfice réel. Or, constatant toutes les plus-values, la différence entre l'actif et le passif en devient plus grande. Ne risque-t-on pas, dans ces conditions, de payer l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, même pour les bénéfices non réalisés ? Non.

Pour le prouver, il nous suffit de citer le livre de M. Camille ROSIER (2).

« Le bénéfice net d'une exploitation, pour une période déterminée, n'est pas ce qui reste en fin d'année à la disposition du contribuable, c'est, dit l'Administration, l'excédent des recettes réalisées sur les frais et charges ayant grevé l'entreprise pendant la période envisagée;, ainsi se trouve nettement repoussé, en principe, le système qui définit le bénéfice net l'excédent de l'actif sur le passif. »

Une autre objection consisterait à prétendre que nos conclusions ne peuvent être justes que si la monnaie est stable. Si elle était instable, alors les résultats de l'exercice, tels que nous les établissons, ne correspondraient pas à la réalité. C'est pour cette raison que certains auteurs recommandent l'établissement des bilans en francs-or. Nous nous bornerons à remarquer que la question du bilan-or perd tout son intérêt dans la période actuelle de préstabilisation légale.

En premier lieu, parce que une comptabilité en francs-or, à côté

(1) Voir SAVIGNY, « op. cit. », N° 379.

(2) « Tous nos impôts » 1926, page 115 (Section III. Définition des bénéfices imposables).

d'une autre en francs-papier, serait une grande complication dans les écritures.

Ensuite, parce que le franc-or lui-même n'est pas constant. Enfin et surtout, parce que le but que l'on poursuit, par une comptabilité en francs-or, c'est d'éviter la distribution de dividendes fictifs.

Or, on peut arriver au même résultat sans avoir recours à une comptabilité en francs-or. Il suffira simplement de créer au passif des comptes de plus-value — comme nous l'avons fait — qui s'élèveront à des montants d'autant plus élevés que la monnaie se sera dépréciée davantage.

On créera également des comptes de réserve afin que l'entreprise continue à garder, malgré la hausse des prix, les mêmes moyens d'action qu'à son début ; le fonds de roulement, qui devra, par suite de la baisse du pouvoir d'achat de la monnaie, être majoré, puisera les ressources dont il a besoin dans les réserves.

CHAPITRE V

Présentation préconisée du Bilan

La présentation du bilan doit être telle que sa lecture soit facile et permette de se rendre compte de la situation de l'entreprise. Nous n'ignorons pas que cet idéal est difficile à réaliser. En effet, d'une façon générale, lire un bilan, c'est une science. Il faut, pour y réussir, avoir tout au moins de sérieuses notions de comptabilité.

Même ceux qui savent lire un bilan, ne peuvent, par sa lecture, se faire une idée exacte de la situation d'une affaire, s'ils ne connaissent bien ce genre d'affaires. Ainsi, un expert-comptable doublé d'un technicien connaissant à fond l'industrie du papier, pourra, en lisant le bilan clair, précis et sincèrement (1) établi, d'une société fabriquant le papier, se rendre compte de la situation de cette société. Encore faut-il que le bilan soit bien établi. Or, parfois, pour des raisons inavouables, le bilan n'est qu'une savante mixture de chiffres. Il peut, à l'aide de chiffres pléthoriques, faire apparaître comme florissante la situation d'une entreprise, qui, en fait, est compromise. On use également de cette pratique pour vendre à un bon prix un fonds de commerce. D'autres fois, pour des raisons opposées, on établit un bilan qui ne traduit pas toute la bonne situation d'une entreprise. On agit ainsi lorsqu'on constitue des réserves occultes.

Enfin et dans la plupart des cas, le bilan est volontairement imprécis et peu clair, de crainte que, si l'on agissait autrement, on trahirait les secrets de l'affaire, on serait à la merci de la concurrence ; cette considération est assez délicate et il faut compléter l'imprécision par des explications verbales lors de l'Assemblée générale. Nous ne nous faisons pas d'illusions à ce sujet, jamais le bilan ne sera établi de façon que sa lecture permette de connaître la situation exacte d'une société.

On ne peut, d'autre part, imposer un modèle de bilan qui arriverait à ce but : la grande variété des genres d'entreprise aux caractères si divers, les prescriptions différentes des statuts et les transformations perpétuelles du commerce et de l'industrie s'y opposent.

(1) Lire à ce sujet l'article de M. BELLOM : « Le Bilan, l'Ingénieur et le Comptable » dans « La Revue du Génie Civil » du 14 septembre 1912.

De ce que la nature du bilan est complexe et mouvante, on peut dire que le bilan-étalon est une chimère, néanmoins le maximum de ce qu'on pourrait faire ce serait d'indiquer les comptes principaux qui devront figurer au bilan ainsi que de poser certaines règles concernant le fond du bilan : apports, amortissement (en indiquant le taux utilisé dans le bilan), évaluation, etc..., on devrait exiger également une terminologie mieux définie, car selon un grand penseur, on ne devrait employer aucun terme dont on n'eût auparavant expliqué le sens.

On pourrait encore établir des modèles de bilan pour chaque nature d'entreprise. Modèle dont on serait obligé de respecter les grandes lignes. Ces bilans pourraient être établis conformément aux principes que nous indiquons.

L'idée de modèle de bilan par entreprise a été appliquée en ALLEMAGNE où, depuis 1908, les grandes banques sont assujetties à se conformer à un bilan-type, de même pour les Sociétés d'assurances. En SUISSE, il existe également un bilan-étalon pour les Compagnies de Chemin de Fer. La loi anglaise de 1862 sur les Sociétés présentait un bilan-type, seulement facultatif, et qui fut abandonné dans la nouvelle loi de 1906 — consacrant un régime de liberté absolue.

Toutefois, en ANGLETERRE et dans les pays de langue anglaise, il est d'usage, depuis 1850, de soumettre les bilans à l'approbation de commissaires eux-mêmes experts-comptables. Ces spécialistes forment ce qu'on appelle les « Chartered Accountants ». En FRANCE, dès 1903. M. THALLER manifestait le désir de contre-balancer le régime de liberté, dont bénéficie le bilan, par l'institution d'experts-comptables chargés d'examiner les bilans.

Pour que la vérification du bilan soit conforme au vœu du législateur de 1867 et aux exigences des entreprises modernes, il faudrait que les commissaires ne soient plus des personnages complaisants, mais des techniciens (1).

Les pouvoirs publics semblent entrer dans cette voie en publiant le décret et l'arrêté des 22 et 25 mai 1927 qui réglementent le titre d'expert-comptable (2).

La question d'unification du bilan, qui n'est au fond qu'une

(1) Voir l'étude de M. BELLOM sur les « Techniciens de la Comptabilité », Paris 1909, pages 12, 13 et 47 et « L'Information » du 30 janvier 1914.

(2) Ajoutons toutefois que le décret du 22 mai 1927 est très attaqué en raison de certaines de ses dispositions qui tendent à faire de la profession d'expert-comptable un monopole au profit des membres d'associations existantes, qui se contestent mutuellement la compétence, et à écarter en fait, toute une catégorie de personnes qualifiées, créant ainsi des syndicats à intérêt égoïste. Lire à ce sujet l'article de M. DELAVELLE dans « La Revue des Comptables », n° 172, et l'article de M. JEANNIN dans « Mon Bureau » de juillet 1927, pages 439 et 440.

question de protection de l'épargne publique, deviendrait ainsi une question de certification du bilan, certification apposée par des techniciens dont la compétence et l'indépendance seraient hors de doute.

Reprenons comment nous proposons d'établir les bilans conformément aux principes que nous allons indiquer.

SECTION I : *LES COMPTES*

Les comptes devront être clairs. De plus, ils ne devront pas comprendre des catégories diverses de valeurs qu'on aurait de l'intérêt à connaître séparément.

Nous n'avons pas la prétention d'indiquer les noms, modèles à donner à tous les comptes.

Nous nous contenterons d'indiquer dans quel esprit leurs appellations devraient être faites. Pour cela, nous passerons en revue quelques comptes.

I. — **COMPTE CAISSE**

Il devra indiquer séparément le montant en francs français et le montant en monnaie étrangère. Nous aurons donc deux comptes de caisse :

- 1° Espèces francs français ;
- 2° Espèces monnaie étrangère.

II. — **COMPTE BANQUES**

Il y a intérêt à connaître le montant en francs français et le montant en monnaie étrangère, les sommes déposées à vue et à court terme et celles remises à long terme.

On aura ainsi les comptes suivants :

- 1° Banque compte francs français à court terme ;
- 2° Banque compte francs français à long terme ;
- 3° Banque compte monnaie étrangère à court terme ;
- 4° Banque compte monnaie étrangère à long terme.

III. — **COMPTES EFFETS A RECEVOIR**

Il est bon de distinguer dans les effets :

1) Ceux qui sont bancables et ceux qui ne le sont pas ; 2) les effets en monnaie étrangère et ceux en francs français ; 3) les effets sur la FRANCE et ceux sur les colonies et l'étranger.

Nous aurons les comptes suivants :

- 1° Portefeuille FRANCE bancable ;
- 2° Portefeuille FRANCE non bancable ;
- 3° Portefeuille monnaie étrangère ;
- 4° Portefeuille étranger en francs français et Colonies ;
- 5° Portefeuille étranger en monnaie étrangère et Colonies.

IV. — COMPTES COURANTS

Il y a lieu de faire une discrimination entre les comptes courants garantis et ceux qui ne le sont pas, entre les comptes en francs français et ceux en monnaie étrangère.

Nous aurons donc :

- 1° Comptes courants en francs français ;
- 2° Comptes courants en monnaie étrangère ;
- 3° Comptes courants garantis francs français ;
- 4° Comptes courants garantis monnaie étrangère.

Ces comptes sont généralement à terme. S'il s'agit de comptes courants créditeurs, il faudra séparer ceux qui sont à vue de ceux qui sont à court terme et à long terme.

On aura donc les comptes courants :

- 1° Francs vue ;
- 2° Francs court terme ;
- 3° Francs long terme ;
- 4° Comptes courant monnaie étrangère vue ;
- 5° Comptes courants monnaie étrangère court terme ;
- 6° Comptes courants monnaie étrangère long terme.

V. — TITRES

Nous créerions les comptes suivants :

- 1° Titres escomptables ;
- 2° Titres non escomptables ;
- 3° Titres étrangers.

VI. — TERRAINS

Les terrains seraient classés comme suit : champs, terres arables, prairies, herbages, jardins, plantations, pêcheries, tourbières, terrains argileux, calcaires, sableux et pierreux, bois, étangs, mines, etc... (1).

(1) Voir A. NEYMARCK, « Du meilleur mode à indiquer au point de vue statistique international pour la confection des bilans des sociétés anonymes », Budapest 1902, page 20, Mémoire de M. C. Th. d'INAMASTERNEGG, Président de la Commission Centrale de Statistique de l'Empire d'Autriche, en réponse au questionnaire de Mr. A. NEYMARCK. (Frage 8, Grund und Boden.)

VII. — MATERIEL

Nous ouvririons les comptes :

1° Gros outillage ;

2° Petit outillage ;

3° Voitures ;

4° Chevaux,

et d'autres comptes, suivant la nature de l'entreprise.

VIII. — CONCESSIONS ET BREVETS

Il serait utile de connaître les lieux des concessions et la nature des brevets.

IX. — CAPITAL

Nous distinguerions les comptes :

1° Capital versé ;

2° Capital à libérer.

C'est le total de ces deux comptes qui donnera le chiffre nominal du capital de l'entreprise.

X. — COMPTES DIVERS

En plus des comptes d'ordre habituels, nous mentionnerions les comptes suivants :

1° Marchandises à recevoir ;

2° Fournisseurs à payer ;

3° Titres francs non libérés ;

4° Titres étrangers non libérés ;

5° Effets francs endossés ;

6° Effets monnaie étrangère endossés ;

7° Effets francs avalisés ;

8° Effets monnaie étrangère avalisés.

Les effets payés seront déduits de ces comptes.

En procédant comme nous l'indiquons, le bilan n'aura plus cet aspect squelettique que lui donnent parfois certaines entreprises. Il sera plus long. Mais au moins il fournira les renseignements que l'on est en droit d'en attendre.

SECTION II : *DISPOSITION DES COMPTES*

Nous séparerons les comptes réels de ceux représentant les éléments imaginaires. Les comptes réels se trouvant ainsi réunis, nous pourrons calculer aisément la valeur de l'actif et du passif réel du bilan.

Grâce à cette disposition, il sera facile de constater la valeur réelle de l'entreprise, les comptes imaginaires se trouvant séparés des comptes réels, ne gêneront plus pour le calcul de l'actif et du passif réels. D'autre part, en les parcourant, on saura qu'il s'agit en l'espèce d'éléments non réels.

En ce qui concerne les comptes réels, on les groupe par catégories diverses, suivant les points de vue où l'on se place. Un de ces points de vue est celui de la liquidité de l'entreprise.

On groupe encore les comptes en valeurs d'échange et en valeurs immobilisées. En groupant les comptes en raison de leur liquidité, on aura à l'actif, réunis ensemble, les comptes des valeurs disponibles :

- 1° A vue ;
- 2° A court terme ;
- 3° A long terme.

Cette manière de procéder est surtout nécessaire en matière de banque où la question de la liquidité est primordiale.

Dans les entreprises industrielles, on peut avoir plus d'intérêt à connaître le chiffre du capital circulant : — le fond de roulement — et celui du capital fixe. On groupe alors les comptes en valeurs d'échange et valeurs immobilisées.

Quant à nous, nous préférons grouper les comptes en raison de leur liquidité. En effet : 1° d'un côté la liquidité intéresse au plus haut point toutes les entreprises — car si elle est mal calculée, — on risque une suspension dans les paiements, ce qui est une chose extrêmement grave ; 2° d'un autre côté, les valeurs liquides ne peuvent être que des valeurs d'échange et les valeurs disponibles à long terme, sont généralement des immobilisations. De sorte qu'en groupant les valeurs par ordre de liquidité, elles se trouveront en même temps, jusqu'à un certain point, groupées en valeurs d'échange et en valeurs immobilisées.

Les comptes des biens, des créances et des dettes réels étant réunis comme nous l'indiquons, nous ferons le total de l'actif réel et celui du passif réel.

Nous écrirons ces totaux en caractères gras, afin qu'ils ne soient pas additionnés avec les chiffres des éléments imaginaires, mis à la suite du bilan.

Nous marquerons également en caractères gras l'excédent de l'actif réel sur le passif réel, ou celui du passif réel sur l'actif réel.

Cela nous donnera le bénéfice de l'affaire ou la perte éprouvée par l'entreprise à la date du bilan.

Nous décomposerons cet excédent en ses éléments. Bénéfices ou pertes antérieurs, bénéfices ou pertes de l'exercice. Toutes ces indications seront portées en caractères gras.

Nous porterons également à l'actif les montants de toutes les moins-values. Si ces moins-values proviennent en partie d'exercices précédents, nous marquerons en caractères gras la quotité de la moins-value antérieure et celle afférente à l'exercice. Il se peut que la moins-value de l'exercice soit assez forte pour transformer en moins-value une plus-value antérieure. On l'indiquera en caractères gras.

Nous porterons ensuite à l'actif les comptes d'ordre et tous autres comptes représentatifs des créances et des biens fictifs.

Au passif, nous mettrons également au-dessous des dettes réelles les sommes correspondant à des bénéfices non distribués, les comptes de plus-values, de provision, de réserve, etc...

Toutes les plus-values seront portées en noir, pour leur valeur au jour de l'inventaire, mais les éléments dont elles se composent figureront en caractères gras.

A la suite des comptes, représentant les plus-values et les bénéfices non distribués, on portera tous les autres comptes de dettes imaginaires y compris le compte « Profits et Pertes ».

Ce dernier compte sera porté en dernier lieu et il formera la différence entre le total de l'actif réel et imaginaire et celui du passif également réel et imaginaire ou inversement.

Il ne représentera que les bénéfices à distribuer et non les résultats de l'exploitation ou ceux de l'exercice.

Quant aux résultats de l'exercice et aux résultats de l'exploitation, on les portera en caractères gras.

Ainsi, notre bilan indiquera clairement :

1° Quel a été le résultat de l'exploitation, s'il s'est traduit au jour du bilan par un bénéfice ou par un déficit ;

2° Quels ont été les résultats propres à l'exercice ;

3° Quel est le montant des bénéfices à distribuer et mis, comme tels, au compte « Profits et Pertes ».

Nous en avons eu des exemples dans les bilans que nous avons établis précédemment.

Pour mieux faire comprendre notre théorie, nous dresserons encore un bilan correspondant aux données suivantes :

Stock de marchandises à l'inventaire précédent	4.000.000	»
Achat de marchandises en cours d'exercice	10.000.000	»
Vente de marchandises en cours d'exercice	14.000.000	»
Valeur du stock restant	1.500.000	»

Les autres données apparaîtront au bilan.

Nous l'établirons comme suit :

ACTIF		PASSIF	
Espèces francs français...	400.000	Comptes courants francs français vue	5.500.000
d° monnaies étrang.	100.000	Comptes courants monnaie étrangère vue...	750.000
Banques Compte Frs fr. à vue et à court terme	300.000	Comptes courants francs franç. court terme....	500.000
Banques Compte mon. étr. à vue et à court terme	150.000	Comptes courants monnaie étrang. Ct terme	800.000
Portef. France bancab...	3.000.000	Effets à payer.....	4.500.000
Titres escomptables.....	3.600.000	Fournisseurs	2.100.000
Portef. France monnaie étrangère	100.000	Comptes courants francs franç. long terme.....	200.000
Port. France non bancab.	150.000	Comptes courants monnaie étrang. Lg terme	500.000
Portef. étranger Frs fr.	500.000	Capital versé	20.000.000
Portef. Monnaie étrang.	200.000	Total du passif réel.....	34.850.000
Titres non escomptables..	800.000	Exc. de l'actif 38.350.000	
Titres étrangers	500.000	sur le passif 34.850.000	
Comptes courants garantis francs	5.150.000	Bén. à ce jour 3.500.000 dont	
Comptes courants garantis monnaie étrangère...	1.400.000	Bénéf. antérieur mis de	
Comptes courants francs..	8.000.000	côté	2.500.000
Comptes courants monnaies étrangères.....	750.000	Bénéfice de l'exercice..	1.000.000
Clients	2.000.000	Provision pl.-v. terrains.	500.000
Marchandises	1.500.000	Antérieure ..	600.000
Banques Comptes francs long terme	1.050.000	M.-val. exerc.	100.000
Banques Compte monnaie étr. long terme.....	500.000	d'où diff.....	500.000
Gros outillage	1.800.000	Réserve légale	1.200.000
Petit outillage	400.000	Antérieure ..	1.000.000
Voitures	700.000	de l'exercice.	200.000
Chevaux	300.000	Réserves diverses.....	1.600.000
Immeubles	3.000.000	Antérieures ..	900.000
Terrains	2.000.000	de l'exercice.	700.000
Total de l'actif réel.....	38.350.000	Amortissement Immeub.	200.000
Immeuble moins-value....	200.000	Antérieur ..	150.000
Antérieure	150.000	de l'exercice.	50.000
de l'exercice.....	50.000	Amortissement Matériel.	2.000.000
Clients moins-value	10.000	Antérieur	1.500.000
de l'exercice.....	10.000	de l'exercice.	500.000
Titres moins-value	600.000	Provis. moins-val. titres..	600.000
Antérieure	800.000	Antérieure ..	800.000
P.-V. de l'exerc.	200.000	Pl.-v. exerc.	200.000
d'où différence... 600.000		d'où diff.....	600.000
Matériel moins-value.....	2.000.000	Provision moins - value clients	10.000
Antérieure	1.500.000	M.-val. exercice.	
de l'exercice... 500.000		Capital à libérer	10.000.000
Capital non versé.....	10.000.000	Fournisseurs à payer....	340.000
Marchandises à recev.....	340.000	Titres français à libérer.	600.000
Titres non libérés français	600.000	Portefeuille Frs risqué..	900.000
Effets francs endossés..	900.000	Profits et Pertes.....	200.000
	53.000.000		53.000.000

BIBLIOGRAPHIE

1° DISPOSITIONS LEGISLATIVES ET REGLEMENTAIRES

Arrêté du 25 mai 1927, relatif au brevet d'expert-comptable.

Décret du 8 mars 1922 sur les Sociétés d'Assurances.

Décret du 22 mai 1927 sur le brevet d'expert-comptable.

Loi du 24 juillet 1867 sur les Sociétés par actions.

Loi du 31 juillet 1913 sur les Sociétés de chemin de fer d'intérêt local.

2° LEGISLATION COMPAREE. — LEGISLATIONS ETRANGERES

Annuaire de législation étrangère.

Code allemand (Collection des Codes étrangers, PARIS).

Droit des obligations du 30 mars 1911. WYSS, BERNE.

Loi norvégienne du 19 juillet 1910 sur les sociétés par actions, par DEPUICHAULT, Paris 1912.

Nouvelle législation anglaise sur les Sociétés par action, par VIROLET, Paris, 1908.

Rapport présenté par MM. JARD et BEDENNE, Membres de la Compagnie des experts-comptables de Paris, sur la question de la réglementation des bilans au Congrès de la Fédération des Compagnies d'experts-comptables de France et des Colonies, tenu à Strasbourg, les 27 et 28 juin 1927.

3° TRAITES ET OUVRAGES GENERAUX

BEDARRIDE. — *Droit Commercial*, Paris, 1869.

HOUPIN et BOSVIEUX. — *Traité général théorique et pratique des Sociétés Civiles et Commerciales*, 1918, 3 vol.

LYON-CAEN et RENAULT. — *Traité de droit commercial*, Tome II, Paris, 1908-1919, 2 vol.

PARDESSUS. — *Droit Commercial*, Tome IV, n° 999.

ROUSSEAU. — *Traité des Sociétés Commerciales françaises et étrangères*, 5^e édition, 2 vol. in-8°, Paris 1921.

- THALLER et PERCEROU. — *Traité élémentaire de droit commercial*, 7^e édition, Paris 1925.
VAVASSEUR. — *Traité des Sociétés Civiles et Commerciales*, 1910, 2 vol.

4^o OUVRAGES SPECIAUX, COURS, RAPPORTS, PROPOSITIONS
THESES ET DIVERS

- ARTHUS. — La réglementation des bilans (*Bulletin de l'Académie de législation de Toulouse*, 1918, Tome II, pages 275 à 298).
AMIAUD. — Des comptes de réserve dans les Sociétés par actions, 2^e édition, 1920.
BANES. — Les amortissements industriels, les réserves et le report à nouveau au point de vue fiscal, Paris 1925.
BASTIDE. — Des dividendes fictifs, Toulouse 1903.
BATAUDON. — L'inventaire et le bilan, Paris 1923, 3^e édition. Rapport présenté par le Conseil d'administration de la Compagnie des Experts-Comptables de Paris (*à la Ligue pour la réforme des lois sur les Sociétés par actions*, page 10).
BAYART. — Les effets de l'inflation sur le bilan, Paris, 2^e édition 1926.
BELLOM. — L'instruction commerciale de l'ingénieur (*Génie Civil*, Paris 1908).
La culture générale du comptable (*Cahiers Commerciaux*, Mons 1909).
Les techniciens de la comptabilité. Paris 1909 (et la *Technique Moderne*, septembre 1909).
Les experts-comptables, Paris (*L'Economiste Français*, 26 novembre 1910).
Le bilan dans l'industrie (*Génie Civil* du 26 novembre 1910 et les *Cahiers Commerciaux* de juin 1911).
Le bilan, l'ingénieur et le comptable (*Génie Civil* des 7, 14 et 21 septembre 1912).
Les experts-comptables (*Revue financière et universelle*, juin et juillet 1913).
L'épargne populaire et les experts-comptables (*L'Information* du 30 janvier 1914).
La vérification des bilans dans les Sociétés anonymes, étude suivie d'une proposition législative, Paris, *Finance-Univers*, 1914.
BENDER. — La défense de l'épargne par la réforme dans les Sociétés par actions, 1912.
BISSON. — Le bénéfice réel en période de dépréciation monétaire, Paris, 1926.
CAUWES. — Cours d'Economie Politique.

CHARPENTIER. — Etude Juridique sur le bilan dans les Sociétés par actions, Paris, 1906.

CHASTANET. — Proposition de loi du 25 février 1926 tendant à :

1° La réforme des commissaires aux comptes dans les Sociétés anonymes ;

2° La réglementation des bilans dans les Sociétés anonymes ;

3° La réglementation de la profession d'expert-comptable agréé.

CHEYSSON. — La corporation des Chartered Accountants en Angleterre, Paris (*Bulletin de l'Institut des actuaires français*, juillet 1891).

CLÉMENT. — Histoire de Colbert, Paris, 1912.

COLIN et CAPITANT. — Cours élémentaire de droit civil, Paris, 4^e édition, 1923.

COLIN M. — Mesures à prendre pour défendre l'épargne dans les Sociétés par action, 1910.

DAUBRESSE. — Du bilan et de l'inventaire dans les Sociétés anonymes, Mons, 1908.

DECUGIS. — Traité pratique des Sociétés par actions, 6^e édition, 1926.

DE FOLLEVILLE. — Rapport affaire Rochette, *Documentation Parlementaire*, n° 814, 10 mars 1911.

DELAVALLE. — Le bilan au point de vue comptable et juridique, Lyon, 1926.

Diplôme d'expert-comptable (*Revue des Comptables*, n° 172, 1927).

DESCHAMPS H. — Vérifications et expertises en comptabilité.

DIDIER. — Etude sur l'inventaire des Sociétés industrielles, 1885.

DOYEN. — Réglementation des bilans (*Gazette des Sociétés et du droit financier* de janvier 1917).

DUFOURCQ-LAGELOUSE. — Comptabilité des emprunts à long terme, Paris, 1927.

Causerie sur les emprunts à long terme (*Bulletin* n° 26 de la *Société de Comptabilité de France*, pages 50 et 59).

Cours des opérations de banques et de bourses, professé à l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales en 1926-1927 pour la formation commerciale des ingénieurs.

DUPLESSIS. — Comptabilité des Sociétés par actions, Paris, 1903.

FARAGI. — Du bilan dans les Sociétés par actions, Paris, 1906.

FAURE G. — Comment lire un bilan (*Bulletin des anciens élèves de l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales*, Paris 1901).

Les expertises comptables, Paris 1902.

Rôle des commissaires-vérificateurs dans les Sociétés anonymes (*Les Cahiers Commerciaux*, 1908).

- Guide-mémento à l'usage des Commissaires de Sociétés, 1913, Paris.
- Comptabilité générale, Paris 1924, 14^e édition.
- Cours de *comptabilité générale et appliquée*, professé à l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales en 1926-1927 pour la formation commerciale des ingénieurs.
- FLEURY-RAVARIN. — Proposition de loi concernant l'établissement des bilans.
Documentation Parlementaire, 21 août 1921; annexe 2.600.
- FOLLIET. — Le bilan dans les Sociétés anonymes, Paris, 3^e édition.
La vérification des comptes dans les Sociétés anonymes, Genève, 1911.
- GALBRUN. — La comptabilité des emprunts à long terme, Paris, 1926.
- GERMAIN-MARTIN. — Cours de *Législation et d'économie Industrielles* (Doctorat, 1925-1926), professé à la Faculté de Droit de Paris, question relative aux réserves.
- GUYOT Yves. — Dictionnaire du commerce, de l'industrie et de la banque.
- HUYBRECHTS P. — Les experts-comptables (*La Revue des Sciences Commerciales*, 5 mars 1909, pages 202 à 207).
- INAMA-STERNEGG. — Mémoire de la Commission Centrale de Statistique de l'Empire d'Autriche (Réponses au questionnaire de M. A. NEYMARCK, page 20).
- JEANNIN. — La vie financière des Sociétés, d'après l'étude des statuts et des bilans, Paris, 2^e édition, 1925.
Article sur le brevet d'expert-comptable, *Mon Bureau*, juillet 1927, pages 439 et 440.
- KOPF. — Du calcul de l'amortissement dans les entreprises industrielles, Poitiers, 1904.
- LASKINE M^e. — Discours prononcés le 9 novembre 1926 et le 8 novembre 1927 à la Compagnie des Experts-Comptables de Paris.
- LEAUTEY. — Le rôle social de la Comptabilité, Paris 1902.
- LECOUTURIER. — Manuel pratique des Assemblées d'actionnaires.
- LEWIN. — Ziele und Aufgaben von Treuhand. (Révisions). Gesellschaften (*Rundschau für Technik und Wirtschaft*, 22 août 1908).
- LIESSE. — La Statistique, Paris 1912, 2^e édition.
- MARAIS. — Les Chartered Accountants *Bulletin de la ligue pour la réforme des lois sur les Sociétés par actions*, n^o 11.
- MANCHEZ. — Experts-Comptables et Chartered Accountants, *Le Temps*, 26 août 1918 et 12 septembre 1922.
- MARTIN G. — Les vérifications des comptes dans les entreprises industrielles et commerciales en Angleterre et les Chartered Accountants (*L'Economiste Français*, 1889, I, page 551).

- MOREAU. — Le bilan dans les Sociétés par actions, Paris, 1916.
- NACHNOD. — Treuhänder und Treuhandgesellschaften in Gross Britannien Amerika und Deutschland (*Zeitschrift für die gesamte Staatswissenschaft, Ergänzungsheft* 28, 1908).
- NEYMARCK A. — Du meilleur mode à indiquer au point de vue statistique international pour la confection du bilan des Sociétés anonymes (*Rapport présenté à la 8^e session de l'Institut international de statistique tenu à Budapest*, — Budapest, 1902).
Rapport fait le 22 mai 1903 au nom de la Commission extraparlémentaire instituée le 21 juin 1902 par arrêté de M. VALLÉ, Garde des Sceaux, tendant à la réforme des Sociétés par actions.
Congrès des Sociétés Savantes, Grenoble, 1913 (*J. O.*, 2 juin 1913, page 4.761, col. 2).
- NOUEL. — La réforme de la législation des Sociétés par actions, 1911.
- PACIOLO. — Tractatus particularis de computis et scripturis.
- PASSOW. — Die wirtschaftliche Bedeutung und Organisation der Aktiengesellschaft, Iena, 1907.
- PAVÈS. — Cours de banque (opérations financières, 1^{re} partie) professé à la Société de Comptabilité de France.
- PERRIN. — Les Sociétés par actions.
- PRUNET. — La politique des réserves dans les Sociétés allemandes par actions, surtout pendant la guerre, Paris, 1919.
- QUESNOT. — Administration financière, Paris, 2^e édition, 1921.
Cours de *Comptabilité, bilans et finances commerciales*, professé à l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales en 1926-1927, pour administrateurs.
- RACHOU. — Code des comptables.
- RAE. — The Country Banker, 14^e édition, 1906.
- REYMONDIN. — Bibliographie méthodique des ouvrages en langue française parus de 1543 à 1908 sur la science des comptes, Paris, 1909.
Les experts-comptables et l'opinion, Société de Comptabilité de France, 1910.
Commentaire sur la proposition de loi Fleury-Ravarin, relative à l'établissement du bilan, présenté par M. REYMONDIN au nom de la Compagnie des Experts-Comptables de Paris en 1922.
L'heure des experts-comptables (Discours prononcé par M. REYMONDIN, le 9 novembre 1926.)
Rapport, présenté par MM. REYMONDIN et SENECHAL, sur la proposition de loi de M. le député CHASTANET, relative à la ré-

forme des commissaires aux comptes, au Congrès de la Fédération des Compagnies d'Experts-Comptables, tenu à Strasbourg les 27 et 28 juin 1927.

Discours prononcé par M. REYMONDIN le 8 novembre 1927.

RÖMER. — Die Bücherrevisionspraxis in Deutschland und England.

ROSENFELD. — Considérations sur la lecture des bilans des Sociétés par actions (Conférence faite le 24 janvier 1913 à la Société Académique de Comptabilité), Paris, 1913.

Faut-il réglementer la présentation des bilans et l'évaluation des postes de l'actif (*Revue Générale d'Electricité, Section Economique et Financière*, II, pages 275 et suivantes, 18 août 1917).

Contrôle des comptabilités : le rôle des Chartered Accountants en Grande-Bretagne (*Revue Générale d'Electricité*, II, pages 469 et suivantes, 22 septembre 1917).

ROSIER. — Tous nos impôts, Paris, 1926.

SAVARY. — Le parfait Négociant, 8^e édition, 1721, 2 volumes.

SAVIGNY. — Manuel théorique et pratique des commissaires et censeurs, Paris, 2^e édition, 1901.

SAY Léon. — Dictionnaire d'Economie Politique.

SCHEIBER. — Bilanzen.

SCHMID. — Die Bücher und Bilanzrevision sowie das Institut der Bücherrevisoren, Vienne, 1908.

SOLVICHE. — Le bilan.

SOULIER. — Rapport de M. SOULIER, Membre de la Chambre de Commerce de Lyon (Séance du 10 mars 1927) sur la proposition de loi CHASTANET.

TACQUET. — La réserve légale dans les Sociétés Anonymes, Paris, 1925.

TCHERNOFF. — Droit pénal financier, 1920.

THALLER. — Amortissements et fonds de réserve (*Annales de Droit Commercial*, 1895).

De la réforme des Sociétés par actions (*Revue Politique et Parlementaire*, janvier 1903).

TOUZET. — La réglementation des bilans des Sociétés par actions, Paris, 1924.

VERLEY. — Le bilan dans les Sociétés Anonymes, Paris 1906.

WARSCHAUER. — Die Treuhand, Gesellschaften und die Aufsichtsratsfrage in Deutschland (*Jahrbücher für Nationalökonomie*, 1908).

5° JOURNAUX, REVUES, PERIODIQUES

Annales de Droit Commercial Industriel français (PERCEROU).

Bulletin de la Société de Comptabilité de France.

Gazette du Palais.

Gazette des Sociétés du droit financier.

Journal des Sociétés (HOUPIN et BOSVIEUX).

Le Capital.

Le Rentier (NEYMARCK).

Mon Bureau.

Moniteur des Intérêts matériels (DE LAVELEYE).

Revue des Comptables.

Revue des Sociétés (VAVASSEUR).

Revue Pratique des Sociétés.

Science Économique.

TABLE DES MATIÈRES

EXAMEN DU BILAN : CE QU'IL EST, CE QU'IL DEVRAIT ÊTRE

	Pages
Introduction	7
Définition du bilan	7

PREMIERE PARTIE

LE BILAN TEL QU'IL EST	15
-------------------------------------	----

CHAPITRE I

Evaluation actuelle des biens de l'entreprise	17
Section I : Biens réels	17
1. — Les espèces	20
2. — Les marchandises	22
3. — Les titres	26
4. — Les coupons	27
5. — Les effets à recevoir	27
6. — Les immeubles	28
7. — Les terrains	31
8. — Le matériel	32
9. — Les concessions et brevets	33
10. — Le fonds de commerce	33
Section II : Biens imaginaires	34
1. — Frais de Premier Etablissement	35
2. — Primes de remboursement	36
3. — Effets à l'encaissement	36
4. — Effets en nantissement	36
5. — Titres en dépôt	37
6. — Autres comptes d'ordre	37
a) le compte chèques à payer.	
b) le compte ordres de paiement.	
c) le compte correspondants nos comptes encaissements.	
d) le compte correspondants leurs comptes encaissements.	
e) le compte clients leurs comptes encaissements.	
7. — Frais payés	38
8. — Profits et Pertes	39

CHAPITRE II

Evaluation actuelle des créances de l'entreprise	41
1. — Compte « Clients ».....	41
2. — Banques.....	43
3. — Comptes-courants.....	43
4. — Comptes débiteurs divers.....	44

CHAPITRE III

Evaluation actuelle des dettes de l'entreprise	47
Section I : Dettes réelles	47
1. — Fournisseurs.....	47
2. — Effets à payer.....	47
3. — Clients.....	48
4. — Banques.....	48
5. — Frais à payer.....	48
6. — Emprunts obligataires.....	49
7. — Dividendes.....	50
8. — Créiteurs divers.....	50
Section II : Dettes imaginaires	50
1. — Comptes d'amortissement.....	51
2. — Réescompte du portefeuille.....	51
3. — Les comptes de réserve.....	51
4. — Les comptes de provision.....	51
5. — Comptes d'ordre.....	55
6. — Le compte Profits et Pertes.....	55
7. — Capital.....	56

CHAPITRE IV

Présentation actuelle des résultats de l'exercice	59
--	----

CHAPITRE V

Présentation actuelle du Bilan	65
Section I : Les Comptes	65
Caisse et banques.	
Portefeuille effets.	
Effets à l'encaissement.	
Correspondants débiteurs.	
Correspondants comptes recouvrements	
Comptes-courants débiteurs. — Avances diverses. — Débiteurs divers.	
Débiteurs par acceptations.	

	Pages
Portefeuille Titres et Participations.	
Immeubles.	
Matériel et Mobilier.	
Comptes d'ordre.	
Actionnaires.	
Profits et Pertes.	
Capital.	
Réserve légale. — Fonds de prévoyance. — Réserve spéciale.	
Réserve pour dépréciation du portefeuille. — Fonds d'amortissement mobilier et réserve immobilière.	
Comptes-courants à vue.	
Comptes de dépôts.	
Correspondants créditeurs.	
Effets à payer.	
Acceptations à échoir.	
Clients encaissements.	
Créditeurs divers.	
Comptes d'emprunts et comptes d'ordre.	
Bénéfices de l'exercice.	
Report précédent.	
Section II : Disposition des comptes.....	73

DEUXIEME PARTIE

LE BILAN TEL QU'IL DEVRAIT ETRE.....	79
---	-----------

CHAPITRE I

* Evaluation préconisée des biens de l'entreprise.....	81
Section I : Biens réels	81
1. — Les espèces	85
2. — Les marchandises	85
3. — Les titres	88
4. — Les coupons	88
5. — Les effets à recevoir.....	89
6. — Les immeubles	89
7. — Les terrains	91
8. — Le matériel	91
9. — Les concessions et brevets.....	91
10. — Le fonds de commerce.....	92
11. — Eléments d'actif non portés au bilan.....	93
Section II : Biens imaginaires	94

CHAPITRE II

Evaluation préconisée des créances de l'entreprise	97
1. — Compte Clients	97
2. — Banques	99
3. — Comptes-courants	100
4. — Comptes débiteurs divers.....	100

CHAPITRE III

Evaluation préconisée des dettes	101
Section I : Dettes réelles	101
1. — Fournisseurs	101
2. — Effets à payer.....	102
3. — Clients	103
4. — Banques	104
5. — Frais à payer	104
6. — Emprunt obligataire	104
7. — Dividendes	106
8. — Créiteurs divers	106
Section II : Dettes imaginaires	107

CHAPITRE IV

Présentation préconisée des résultats de l'exercice	111
--	-----

CHAPITRE V

Présentation préconisée du bilan	123
Section I : Les Comptes	125
1. — Compte Caisse	125
2. — Compte Banques	125
3. — Compte Effets à recevoir.....	125
4. — Comptes courants	126
5. — Titres	126
6. — Terrains	126
7. — Matériel	127
8. — Concessions et Brevets.....	127
9. — Capital	127
10. — Comptes divers	127
Section II : Disposition des Comptes	128
Bibliographie : Classement méthodique	131



